



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 septembre 2017

CAUSERIE

Au temps des barbares !

- Causerie du 2 septembre, 5 pages.

Voilà une question qu'on ferait bien de se poser :

Alors que jamais l'ensemble des conditions ne seront réunies pour que se réalise une révolution sociale ou politique, qui plus est pour qu'elle ait une chance de vaincre quelque part dans le monde depuis un siècle, comment se fait-il qu'on nous a présenté le déroulement de certains événements de manière à nous faire croire le contraire, et que personne n'ait relevé, mieux, contesté cette interprétation fantasmagorique ou farfelue, erronée ou frauduleuse des rapports existant entre les classes ?

En agissant de la sorte, par complaisance, naïveté ou ignorance, nous nous sommes comportés en vulgaires croyants aux miracles ! Conséquence inévitable : Au lieu d'avancer pas à pas vers le socialisme, nous n'avons cessé de nous en éloigner.

Qui osera nier ce constat ?

On nous a raconté de belles histoires et nous les avons crues, parce que cela nous arrangeait ou flattait notre penchant révolutionnaire quand nous étions jeunes et bourrés d'illusions. Nos aspirations étaient sincères et légitimes et elles le sont demeurées, je parle pour ceux qui ne les ont jamais reniées. Ce fut une manière comme une autre d'entretenir notre soif insatiable de justice et notre idéal humaniste de liberté, mais malheureusement ce fut aussi l'expression d'un révisionnisme du marxisme ou d'un gauchisme qui devait servir à compenser l'incurie ou l'aventurisme de dirigeants qui se prenaient pour ce qu'ils n'étaient pas ou qui manifestement ne possédaient pas les qualités requises pour assumer leurs responsabilités, et à couvrir leur opportunisme dont ils avaient parfaitement conscience pour aller jusqu'à le théoriser, qui finalement allait s'avérer fatale à l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Sachant qu'il faudrait encore attendre de longues décennies avant que les conditions mûrissent pour qu'une révolution ait lieu et soit en mesure de triompher, tels des prophètes émettant des oracles, ces dirigeants travestirent les faits pour entretenir le moral de leurs troupes, qui finirent par s'épuiser dans un activisme forcené en pure perte avant de se décomposer et finalement de se disloquer ou de se fossiliser, au lieu de s'employer à former leurs militants et cadres au matérialisme dialectique puisque rien ne pressait, au lieu de s'employer à élever le niveau de conscience des masses pour recruter leurs éléments les plus conscients et construire pas à pas le parti, leurs discours aux relents révolutionnaires ou démagogiques selon les circonstances servirent

à détourner ou instrumentaliser l'activité des militants au profit du réformisme bourgeois et de leurs appareils, des autres partis qui l'incarnaient dont le PS, au détriment à la fois de leurs propres militants et du combat pour le socialisme qui durant toute cette longue période aurait dû être subordonné exclusivement à la construction du parti puisque c'était raisonnablement le seul objectif qu'ils pouvaient se fixer d'atteindre.

Leurs interprétations de la situation ne correspondant pas à la réalité, les rapports qu'ils allaient entretenir avec l'ensemble des classes ou des acteurs politiques seraient forcément faussés, et logiquement il ne devait rien en sortir ou en rester à l'arrivée. Sans préjuger de leurs intentions, force est de constater qu'ils étaient totalement coupés des masses, ils ignoraient comment elles interprétaient leurs conditions ou la situation et pourquoi elles demeuraient indifférentes à leurs discours, ceci expliquant cela.

On aurait pu tout aussi bien dire qu'ils avaient eu faux sur toute la ligne, la preuve, il n'en reste pratiquement plus rien, ni militants, ni parti, ni réformes, ni espoir, ni idéal, que dal à part beaucoup de confusion ou de désarroi ! Si maintenant nous ne sommes pas convaincus qu'il aurait pu en être autrement pour continuer dans le même registre et s'enfoncer davantage encore, autant s'avouer vaincu d'avance et dire adieu au socialisme ou à tout espoir de changer la société.

Il se peut que les militants qui ont bénéficié d'un mode de vie relativement confortable tout au long de leur existence s'en accommodent plus ou moins consciemment. On conçoit très bien qu'il leur en coûterait très cher de se remettre en cause, après s'être fourvoyés si longtemps et que la plupart n'y sont pas prêts, en ont-ils conscience tout simplement ? Tordre une fois de plus la réalité pour justifier un pareil bilan risque de s'avérer un exercice périlleux et fatal, avis aux amateurs.

Avant de poursuivre il nous reste un point à préciser qui nous servira de transition vers la seconde partie de cette causerie.

Bien que j'aie toujours été animé de bonnes intentions et que j'aie fait preuve d'une sincérité absolue, apparemment aucune des personnes qui se sont connectées sur ce portail jusqu'à présent n'ont compris ce que j'avais voulu expliquer dans mes causeries, toutes m'ont pris finalement pour un aventurier ou un cinglé, un type peu sérieux ou sans intérêt, un furieux dogmatique ou un éclectique atteint de mégalomanie, au choix. Ils jugèrent mon discours ou mes conclusions politiques outrancières, extrémistes, gauchistes et j'en passe, mais ce qui les indisposèrent le plus et ce qu'ils ne me pardonnèrent pas, ce fut de faire le lien entre la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme mondial avec l'évolution de la société depuis plus d'un siècle, parce que des personnes ou des acteurs politiques peu recommandables ou carrément infréquentables avaient produit antérieurement des interprétations proches ou similaires, jusqu'à un certain point seulement car ne prenant pas en compte la lutte des classes ou la niant pour finalement se situer sur le terrain de classe de nos ennemis, aveuglés par leur dogmatisme ou leur ignorance, les lecteurs démontrèrent qu'ils étaient incapables de faire la part des choses, tandis que je n'avais jamais abandonné notre terrain de classe, se laissant guider par un vieux réflexe inconscient consistant à rejeter tout ce qu'ils ignoraient ou plus précisément tout ce que leurs dirigeants passés et présents ignoraient.

Oui je l'assume entièrement, j'ai osé affirmer que la démocratie n'a jamais existé, que nous vivions sous un régime oligarchique, ploutocratique, barbare, et je précisait pour enfoncer le clou que ce n'était pas nouveau. Eh oui depuis L'impérialisme stade suprême du capitalisme rédigé par Lénine il y a un siècle, c'était forcément cette tendance qui allait se développer au cours du XXe siècle à défaut de passer au socialisme, on l'a tout simplement oublié ! Incroyable, n'est-ce pas ? Et pourtant c'est la stricte réalité. Vous en voulez une preuve supplémentaire, je vais vous en donner une qui m'est venue à l'esprit ce matin.

En quelque sorte j'ai eu raison trop tard et non trop tôt comme ont pu le croire mes détracteurs en proie à une terrible confusion.

Il est étonnant qu'on en vienne aujourd'hui à admettre que des barbares nous gouvernent, alors que la barbarie qui avait eu l'occasion de se manifester dans des proportions inouïes ou inégalées lors de la Seconde Guerre mondiale impérialiste n'allait jamais cessé par la suite de se répandre à travers le monde, sous forme de guerres, de famines, pandémies, etc. toutes fabriquées, fomentées par ceux qui avaient tiré profit des deux guerres mondiales, les banquiers, l'oligarchie, les plus importants actionnaires des multinationales, pendant qu'en France et dans tous les pays qui avaient subi d'importantes destructions et pertes humaines entre 1939 et 1945, pendant des années et des décennies, jusqu'à nos jours en fait, des millions de travailleurs et leurs familles allaient être soumis à un régime de misère ou de grande pauvreté, de précarité extrême, livrés à l'indigence, ne survivant que grâce à la charité publique destinée uniquement à assurer la stabilité du régime et des institutions.

Voilà le régime que par enchantement on n'allait pas qualifier de barbare, préférant le gratifier généreusement d'un vernis démocratique sans trop se demander de quoi il était fait ou ce qu'il recouvrait en réalité, encore moins envisager dans quelle perspective il s'inscrivait par crainte qu'il n'y résista pas un instant, bref, on s'évertua à ne considérer qu'un aspect de la situation. On refusa de regarder la réalité en face en formulant l'espoir qu'elle ne nous rattraperait pas, et que la révolution socialisme nous épargnerait cette épreuve, refusant d'admettre qu'aucun peuple n'y était préparé, on se berça d'illusions, on alla jusqu'à imaginer qu'il suffirait d'y croire pour que cela se produise en occultant totalement l'orientation du capitalisme mondial et les formidables moyens dont il disposait dorénavant pour conditionner et corrompre les peuples, annihiler leur espoir de conquérir un jour leur émancipation du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme, les éloigner du socialisme. On se comporta en enfants gâtés qui ne peuvent imaginer que le pire pourrait leur arriver ou que la barbarie deviendrait leur lot quotidien.

Admettons provisoirement que tout cela appartienne au passé et intéressons-nous au présent. Aujourd'hui il y a des choses positives et il faut les relever, quant à celles qui sont négatives, il faut s'atteler à les corriger sans tarder car il y a urgence. Il faut toujours être animé de bonnes intentions et demeurer loyal envers nos principes, digne de notre idéal.

Parmi les choses positives j'ai relevé, l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs (POID) qui a dû surprendre plus d'un militant par sa violence. J'ai souri en le lisant, j'ai repensé aux militants de ce parti qui me traitaient d'extrémiste il n'y a pas si longtemps et qui vont souscrire enthousiastes à cet éditorial... ou en être effrayés en croyant que Gluckstein est tombé sur la tête.

Les barbares sont au pouvoir. Ils l'étaient déjà, mais la barbarie était plus feutrée ou elle faisait l'objet d'un traitement plus ou moins conciliant jusqu'à présent de la part des différents acteurs politiques ou institutionnels. Il leur aura fallu sacrifier le PS pour se lâcher enfin, afficher sans fard ou masque le vrai visage hideux du capitalisme en la personne de Macron, le clone rajeuni, ridicule, désuet, grotesque de Hollande, la créature immonde de l'oligarchie et ses médias. On ne va pas s'éterniser ici sur cet aspect de la situation pour l'avoir évoqué sous toutes les coutures au cours des dernières années.

Je partage volontiers cet éditorial, il est à la hauteur de la situation. Rappelons-nous que dès 2012 Hollande livrait des armes aux barbares d'Al-Qaïda (Al-Nosra) qui allait détruire la Syrie et massacrer son peuple. On pourrait remonter à la IVe République quand la SFIO et le PCF s'entendaient pour bombarder le Vietnam puis l'Algérie, avant de faire volte-face une fois la défaite et l'indépendance devenues inévitables... On pourrait remonter ainsi jusqu'au début du XXe siècle et dresser le même constat, mais laissons cela de côté, tout cela figure dans les causeries antérieures avec documents ou témoignages, preuves à l'appui.

Les mêmes barbares étaient déjà au pouvoir dans de très nombreux pays dans le monde, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Israël, en Inde où les conditions de vie sont précaires par définition, nous vivons un véritable cauchemar au quotidien... Je ne suis pas sûr qu'on en ait pris un jour réellement la mesure. Il aura fallu que cela atteigne brutalement la France pour l'admettre enfin, parce que la barbarie est devenue en quelque sorte incontournable, elle frappe indistinctement à des degrés divers toutes les classes, au point qu'on en oublie les bienfaits du capitalisme qui profitaient à certains, tandis que des millions souffraient quotidiennement de ses méfaits en France, et davantage encore ailleurs dans le monde dans l'indifférence générale ou presque, comme si le pire était naturellement réservé aux autres peuples.

Mais non, la barbarie n'épargnera personne, les militants et les travailleurs doivent le savoir et le plus tôt sera le mieux, avant qu'il ne soit trop tard, si ce n'est pas déjà le cas, car lorsqu'elle est installée, il est extrêmement difficile de la combattre ou de la déloger.

Cela me donne envie de soutenir le POID et de reprendre mon activité politique. Je réfléchis à la meilleure manière d'être utile à notre combat sans revenir à la formule précédente trop contraignante et épuisante physiquement.

Sur le plan stratégique, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il fallait opposer le capitalisme à la démocratie pour tenir un discours compréhensible par tous les travailleurs, sans renier quoi que ce soit de nos principes ou de notre idéal, de notre objectif politique qui demeure la prise du pouvoir par la classe ouvrière associée aux couches des classes moyennes qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme.

Si je n'ai rien publié depuis deux mois, je n'ai cessé de réfléchir et d'écrire depuis deux mois, notamment à ce propos. Je vais voir si je peux en tirer quelque chose. Cela dit, je dois préciser qu'on ne peut concevoir la démocratie une fois seulement après avoir admis la nécessité d'abolir le capitalisme, autrement dit on ne peut pas se réclamer des deux à la fois ou s'accommoder des méfaits du capitalisme et professer la démocratie, ils sont irrémédiablement incompatibles, et si nous nous en étions tenus à ce constat nous n'en serions pas là aujourd'hui.

On ne peut concevoir la démocratie que sous la forme de l'exercice du pouvoir par le peuple pour le peuple, ce qui implique qu'il ait conquis le pouvoir politique, pas par les urnes puisque l'expérience prouve que c'est impossible depuis plus de deux siècles, mais par une révolution puisqu'il n'existe pas d'autres moyens à la disposition des travailleurs pour s'emparer du pouvoir politique.

Il faut concevoir que l'affrontement violent entre les classes est inévitable, mieux, souhaitable, et il faut impérativement s'y préparer et y préparer les travailleurs, ou alors il faut se soumettre à cet ordre barbare, il n'existe pas d'autres voies ou alternatives politiques.

Cela implique évidemment qu'on ne laisse absolument rien passer au capitalisme et à ses représentants, il faut donc rompre avec la fâcheuse et misérable habitude qui a été prise de lui attribuer de quelconques vertus, ce qui ne devrait présenter aucune difficulté dès lors qu'on en revient à la définition de l'impérialisme fournie par Lénine et qu'on s'y tient résolument.

En gros, le combat pour la démocratie coïncide avec le combat pour le socialisme et l'éradication du capitalisme à l'échelle de la planète. Socialisme ou barbarie, démocratie ou capitalisme.

Je ne sais plus si c'était Engels ou Trotsky qui avait affirmé que la loi de la transformation de la quantité en qualité était la loi fondamentale du matérialisme dialectique. On ferait bien de l'étudier, de s'en imprégner jusqu'à ce qu'elle coule dans nos

veines, car elle seule permet de comprendre qu'avant il est trop tôt et qu'après il est trop tard, et entre les deux états il n'existe rien, pas même des demi-mesures. C'est bête à dire, mais à un moment donné soit on est vivant, soit on est mort, et bien il en va de même dans la lutte des classes, c'est une lutte à mort.

Maintenant à nous de voir si on veut sincèrement tout faire pour la gagner ou si on prend le risque de favoriser la barbarie sous prétexte qu'on aurait des désaccords ou je ne sais quoi encore, des prétextes on peut toujours en trouver ou en fabriquer, rien de plus facile. L'expérience prouve aussi que c'est le développement de la situation qui tranchera nos désaccords, vous en avez un exemple ici sous les yeux, profitez-en pour en tirer cet enseignement.

Soutenez, rejoignez le POID, sans jamais cesser d'étudier le marxisme pour adopter et maîtriser autant que faire se peut le matérialisme dialectique, qui vous permettra d'interpréter la nature et toutes les expériences humaines, de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et son évolution, de vous forger un esprit critique, aussi libre que possible selon votre degré acquis de développement, vos convictions en seront renforcées et vous pourrez être fier de votre idéal qui s'en trouvera revivifié, vous n'aurez pas l'impression oppressante d'avoir vécu en vain au crépuscule de votre vie pour lui avoir donné un sens.

Chacun aura compris que cela ne s'improvise pas ou que, si on n'a pas été capable de saisir le processus matérialiste dialectique à l'oeuvre tout au long de notre existence, on ne voit pas vraiment comment on pourrait soudainement y parvenir. Or, c'est la plus cruelle expérience qui soit donnée aux hommes de faire, entre nous, c'est un peu barbare et à éviter.

Souriants barbares par Daniel Gluckstein (POID - La Tribune des travailleurs - 30 août 2017)

Dans ce pays, il y avait (encore) une protection collective contre la maladie. Elle avait permis d'immenses progrès de la santé de la population. Les barbares sont venus qui ont décidé d'assécher les ressources de cette Sécurité sociale. À terme, ils la condamnent à disparaître.

Dans ce pays, il y avait des travailleurs mal payés, surexploités, précarisés, mais qui, malgré tout, disposaient de quelques ressources. Les barbares sont venus qui ont décidé, du jour au lendemain, le non-renouvellement de ces contrats aidés, laissant sur le carreau 149 000 salariés et leurs familles.

Dans ce pays, il y avait des personnes âgées et d'autres, handicapées, qui recevaient la visite d'aides à domicile. Il y avait aussi des enfants en situation difficile qui bénéficiaient du soutien indispensable à leur insertion dans l'institution scolaire (et, au-delà, dans la société). Les barbares sont venus qui ont privé ces vieux, ces handicapés, ces personnes dépendantes de ces moyens indispensables à la vie.

Dans ce pays, il y avait des droits collectifs contre les licenciements et l'exploitation sans limite. Les barbares sont venus qui ont dit : désormais, chaque travailleur devra négocier avec son patron, dans son entreprise, revenant à la situation ancienne du rapport individuel se substituant au rapport collectif.

Des barbares... avec le sourire et la manière.

Des barbares bien élevés qui, avant de liquider leurs victimes et leurs droits, invitent leurs représentants à se « concerter » sur la manière dont cela se fera. Mais des barbares quand même : car détruire les piliers essentiels de la civilisation, c'est organiser le retour à la barbarie.

Dans les années 1970, un général américain, en pleine guerre du Viêt-Nam, promettait au peuple vietnamien de le « ramener à l'âge de pierre ».

Les barbares d'aujourd'hui n'ont pas d'autre objectif. Ils étalent leur sourire à la une des magazines people, exhibent leur chien... Rien de bien nouveau : avant eux, tous les régimes totalitaires ont su soigner ce qui ne s'appelait pas encore la com' mais la propagande, ce qui revient au même.

Peut-on agir comme si les barbares n'en étaient pas ?

Dans le mouvement ouvrier, certains « concertent » jusqu'au bout, affichant leur conviction que les ordonnances peuvent porter quelque chose de positif pour les travailleurs ; d'autres protestent et annoncent une journée d'action, dans l'objectif... d'aboutir à une « bonne réforme ».

Comme s'il était possible, avec les barbares, sur leur terrain et avec leurs méthodes, d'aboutir à une oeuvre civilisatrice !

L'urgence est à rompre avec l'ordre barbare et ses représentants.

L'urgence est à réaliser le front commun des travailleurs et des organisations, l'unité sur un terrain de classe, sur les seuls mots d'ordre conformes aux intérêts ouvriers : retrait des ordonnances et abrogation de la loi El Khomri.

Ce sera un premier pas pour bloquer la machine à détruire. Et, au-delà, pour chasser ce gouvernement de barbares souriants et leurs institutions au seul service de l'exploitation capitaliste.

Fin.

Il n'y a pas que "*les régimes totalitaires (qui) ont su soigner ce qui ne s'appelait pas encore la com' mais la propagande*", tous les régimes sans exception depuis un siècle, y compris en France évidemment. Voilà à quoi j'invite les lecteurs à réfléchir tranquillement, en profondeur, en prenant en compte tous les facteurs, tous les acteurs.

Ils s'apercevront que tout au long de leur histoire le capitalisme et ses représentants ont concédé des droits ou des réformes favorables aux travailleurs malgré eux, sous la contrainte de besoins impérieux ou de la lutte de classe des exploités et des opprimés, et qu'ils les ont instrumentalisés, interprétés en leur faveur pour mieux berner les travailleurs et parvenir à leur fin... La preuve en est, ils en sont réduits à recourir ouvertement à la barbarie, à la généraliser, à la mondialiser, et quand vous lirez attentivement leurs discours, vous vous apercevrez également qu'ils n'ont cessé de la justifier ou ils la revendiquent.

Souvenez-vous de ce nous avons souvent écrit : ce qui les caractérise le mieux, c'est leur détermination sans faille et leur cynisme sans fond, leur cruauté, eh oui, ce sont des monstres... souriants !

[Haut de page ↗](#)

[La causerie du 3 septembre](#)

Partie 1

Points de repère.

- A courir deux lièvres à la fois, on n'en attrape aucun.

- Le néolibéralisme est la version d'extrême droite du capitalisme, le FN poursuit les mêmes objectifs, il en est un des instruments... Les néoconservateurs ou néolibéraux constituent l'extrême droite néolibérale ou la droite la plus radicale ou réactionnaire du capitalisme. Que les think tanks, les instituts, les fondations, les groupes ou cercles de pensée et autres ONG où officient les idéologues néolibéraux ou leurs agents soient financés ou sponsorisés par des banquiers appartenant au premier cercle de l'oligarchie est dans l'ordre des choses.

- Que le PS soit l'antichambre de l'extrême droite, de la guerre, de la contre-révolution, il n'a cessé de le démontrer depuis 1914. Que Macron ait été formé à son école (Attali, Jouyet, Hollande) ou en soit issu n'est pas fortuit, mais naturel car conforme à la nature du PS... Les faits ou les derniers développements nous ont donné raison, simple constat.

Le PS n'a jamais cessé de justifier ou cautionner la politique antisociale ou impérialiste commandités par l'oligarchie, quand il ne l'a pas adoptée ou appliquée lui-même une fois au pouvoir, préférant la guerre et le fascisme plutôt que le socialisme. Le seul fait d'avoir osé instrumentaliser le racisme dans les années 70 pour favoriser la montée de l'extrême droite aurait dû suffire à le caractériser de droite. Que par la force des choses ou du bout des lèvres ceux qui le niaient hier encore y viennent dorénavant constitue une bonne nouvelle, encore faut-il mener cette analyse jusqu'au bout, ce qui nécessite d'avoir à l'esprit qu'en ayant adopté le capitalisme, le PS devait en assumer et en partager le cours despotique, quitte finalement à se suicider pour offrir un répit au régime.

- La barbarie a une très longue et tortueuse histoire derrière elle. Quelques furent les progrès réalisés par la civilisation humaine pour prendre conscience d'elle-même tout au long des derniers millénaires, les différents stades par lesquels elle passa se perpétuèrent jusqu'à nos jours à des degrés divers au point parfois d'imposer une violente régression sociale à des peuples ou à des régions entières du monde...

De quoi le capitalisme est-il fait au juste, quelles monstruosité il véhicule au quotidien ?

La sauvagerie de jadis caractérisée par l'ignorance et la cruauté des hommes, on la retrouve notamment dans toutes les guerres que les capitalistes ont fomenté depuis plus de deux siècles, elle est également à l'origine de l'idéologie archaïque et obscurantiste wahhabite ou salafiste des barbares d'Al-Qaïda, créature immonde de l'impérialisme américain ; l'esclavage

antique privant les hommes de toute liberté est omniprésent de nos jours en leur interdisant de choisir librement leur destin, d'accéder au bien-être, de se développer harmonieusement, de vivre en paix conformément à leurs aspirations légitimes ; le servage féodal sévit aujourd'hui sous une forme plus pernicieuse ou sournoise que par le passé en exterminant des peuples, en les privant des moyens pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires dont celui de se nourrir ou sinon en leur imposant des conditions rimant avec servitude tout au long de leur existence.

Bref, sauvagerie, esclavage et servage n'ont jamais totalement disparu, ils sont même revivifiés ou ils retrouvent de la vigueur, ils sont réactivés ou appelés en renfort par les tenants du capitalisme pour assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou conserver leur pouvoir.

Si le développement des forces productives, et la lutte des classes qui en fut le produit tout au long de l'évolution de la civilisation humaine, furent à l'origine du progrès social, il n'en demeure pas moins qu'ils s'employèrent davantage à compenser les effets nuisibles de la barbarie plutôt qu'en supprimer les causes, l'exploitation de l'homme par l'homme, la division de la société en classe, etc. d'où sa résurgence avec une plus grande acuité ou généralisée à différentes époques, qui toutes coïncidèrent avec une crise économique qui était l'expression de l'impossibilité ou du refus de passer à un mode de production supérieur, sous peine que la classe détenant le pouvoir ne doive le céder, ce qui devait se solder par des guerres ou la destruction d'énormes forces productives, ce à quoi nous assistons actuellement au quotidien.

Il en fut ainsi parce que les hommes n'eurent pas conscience du processus matérialiste dialectique qui était à l'oeuvre, ils demeurèrent incapables de l'interpréter consciemment et ils devaient continuer de s'y soumettre. Ils ne firent que réagir aux conséquences du développement de ce processus dont ils ne prirent conscience que partiellement seulement et toujours après coup, jusqu'au jour où au milieu du XIXe siècle des penseurs parmi les plus évolués ou éclairés découvrirent les lois et les principaux facteurs qui régissaient ce processus ou qui étaient à l'origine du développement de la civilisation humaine. Ils démontrèrent sur la base des faits que si les hommes n'en prenaient pas conscience ce processus les mènerait à la barbarie en menaçant jusqu'à l'existence de leur espèce, ou au contraire leur permettrait de se libérer du régime de la nécessité qui les maintenait en servitude ou de conquérir leur liberté.

L'orientation de ce processus ou de la société vers la barbarie étant le fait de la minorité qui dispose de tous les pouvoirs, autrement dit, la minorité d'exploiteurs s'identifiant à la barbarie pour conserver le pouvoir, il revenait à la majorité d'exploités de s'organiser pour la chasser du pouvoir ou s'emparer du pouvoir politique, afin de l'orienter dans une autre direction ou pour délivrer définitivement l'humanité de la barbarie.

Or à ce jour les exploités ne sont pas encore parvenus à prendre conscience de ce processus et à s'organiser, afin de saisir l'opportunité qui existait d'en modifier l'orientation en fonction de leurs besoins, d'inverser les rapports établis entre les classes en leur faveur. Pourquoi ? Vaste question. Osons une explication. Parce qu'ils interprètent leur condition et la société, la situation, sous un angle idéologique, idéaliste, parce qu'ils subissent l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui a été conçue pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au lieu de s'en tenir aux faits et à leurs droits ou aspirations légitimes ou de se situer strictement sur leur propre terrain de classe, qui constitue un préalable incontournable pour pouvoir changer la société ou mettre en oeuvre l'autre orientation qu'offre ce processus historique.

Comment les aider à en prendre conscience ?

Certainement pas à coup de propagande ou de discours doctrinaires qui sont contre-productifs. Il faut leur faire comprendre que lorsque nous interprétons un événement ou la situation ou que nous traitons une question ou encore que nous abordons un sujet particulier, nous nous contentons de dérouler devant leurs yeux ou de décrire un processus qui existe malgré nous. Nous n'inventons rien, nous ne faisons que reproduire avec des mots le plus fidèlement possible les faits et leurs enchaînements ainsi que l'orientation dans laquelle ils s'inscrivent, sans rien y ajouter ou en retrancher, sans les maquiller, ce qui permet d'identifier leur nature, de comprendre leurs rapports et leur fonctionnement et de les traduire ensuite sur le plan théorique afin de pouvoir mener notre combat sur le plan politique, pour orienter ce processus dans une direction permettant à la civilisation humaine d'écrire et de réaliser consciemment sa propre histoire en passant du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Nous nous en tenons à la description des faits et à leurs conséquences qui correspondent à un état donné de la société et s'inscrivent dans une certaine orientation de celle-ci, de manière à ce que chacun puisse comprendre où elle nous conduit, de sorte qu'une fois qu'on en a pris conscience, on puisse décider librement d'agir pour en changer l'orientation, ce qui signifie que la situation renferme tous les matériaux dont nous avons besoin pour changer la société et qu'il n'y a pas lieu de chercher ailleurs, nous l'ignorons tout simplement.

Nous l'ignorons ou nous ne comprenons pas grand chose, parce que nous interprétons la situation à partir de facteurs subjectifs ou idéologiques, favorisant nos émotions au détriment de notre réflexion, submergé par nos intérêts individuels immédiats nous ne parvenons pas à percevoir qu'ils s'inscrivent dans un cadre historique qui nous échappe, ce qui nous amène à déformer la réalité, à l'enjoliver ou à la fuir...

Partie 2

Propagande, désinformation, déstabilisation, conditionnement, chaos.

- Caracas bloque la sortie de l'opposante Tintori pour une tournée européenne - AFP

- Asile au Canada pour une trentaine d'homosexuels tchéchènes - AFP

- Aucune preuve qu'Obama ait fait écouter la Trump Tower (officiel) - AFP

- Le roi saoudien note des progrès contre le terrorisme - Reuters

- Le président kényan tance la justice après l'annulation de sa réélection - AFP

- Berlin refuse le gel d'avis du prédicateur turc Gülen - Reuters

Normal, Fethullah Gülen est le protégé de Washington...

- Femmes cheffes, appli anti-excision, wagons féminins : août dans la vie des femmes - Liberation.fr

Déstabilisation des sociétés pour mieux les contrôler ou en prendre le contrôle...

- «On ne peut pas construire la paix avec Bachar al-Assad» - Liberation.fr

Bachar al-Assad n'a déclaré la guerre à aucun Etat. En revanche ce n'est pas le cas de la France du chef de guerre Le Drian ou le VRP du wahabbisme-salafisme...

Rappel. Macron légitime ? La France, une démocratie ?

Usurpation du pouvoir. Mode d'emploi.

Macron et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégitimes, sa majorité parlementaire davantage encore, un argument choc, preuve à l'appui.

Souvenez-vous, à entendre leurs porte-parole médiatiques, le parti de Macron aurait rafflé la mise dans les circonscriptions des Français établis hors de France lors des législatives. Qu'en fut-il réellement ? J'ai relevé quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes.

1re circonscription, Roland Lescure a été élu en obtenant 79,73% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 92,71%, il a récolté 5,81% des voix des électeurs inscrits.

5e circonscription, Samantha Cazebonne a été élu en obtenant 66,21% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 90,8%, elle a récolté 6,09% des voix des électeurs inscrits.

8e circonscription, Florence Drory a été élu en obtenant 57,86% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 90,96%, elle a récolté 5,23% des voix des électeurs inscrits.

10e circonscription, Amal Amélia Lakrafi a été élu en obtenant 71,25% des voix exprimées, mais en réalité l'addition de l'abstention, des bulletins blancs et nuls s'étant élevée à 86,41%, elle a récolté 9,68% des voix des électeurs inscrits.

Parmi la dizaine de candidats élus de La République en marche ! de la 11e circonscription, c'est Anne Genetet qui avait obtenu le score le plus élevé avec 13,02% des voix des électeurs inscrits.

Autrement dit, ceux qui évoquent la majorité présidentielle ou s'y adressent comme telle sont complices d'une escroquerie politique. Question : Comment peut-on siéger à l'Assemblée nationale et ne pas le rappeler quotidiennement, comment peut-on s'accommoder de cette imposture ?

[Haut de page ↗](#)

Le 10 septembre 2017

CAUSERIE

Demain je fêterai mon 62e anniversaire, et en guise de cadeau (empoisonné pour certains !) je vous annonce que j'ai créé un blog où vous pourrez laisser librement vos commentaires. J'ignorai que cela existait ou que je pouvais utiliser cette formule gratuitement. Il se peut que je change de support (Wordpress) et d'adresse par la suite, mais cela ne vous concerne pas.

Voici l'adresse provisoire de ce blog : <http://lavoixdeloppositiondegauche.over-blog.com/2017/09/actualite-essai.html>

● Cliquez ici

J'ai peut-être trouvé une nouvelle formule qui allie efficacité et gain de temps, on la testera dans les jours qui viennent.

La guerre de classe continue...

[Haut de page ↗](#)

La causerie du 12 septembre

Partie 1

Même enfouie sous 100.000 tonnes de gravats, la vérité finit toujours par émerger.

A vouloir trop en faire, on obtient le résultat inverse de celui recherché, parfois immédiatement, parfois après un certain délai...

Chat échaudé craint l'eau froide ou il ne faut pas réveiller le chat qui dort ou encore un homme averti en vaut deux.

Pire que convaincre ceux qui n'ont aucune idée sur un événement, cela a le don ou pour effet d'éveiller leur curiosité, puis le doute, et enfin leurs soupçons sur la véracité de la version des faits qu'on leur a servie sur un plateau, justement pour qu'ils ne réfléchissent pas et l'adoptent servilement les yeux fermés. Ils en viennent à se dire qu'on ne leur a pas tout dit, qu'on leur cache peut-être quelque chose, et que les intentions de ceux qui leur tiennent ce discours ne sont pas forcément avouables. Et comme finalement les porte-parole de la version officielle, qui finira dans les manuels scolaires, les mépriseront pour se poser trop de questions apparemment embarrassantes ou soulevant une multitude de contradictions puisqu'ils n'y répondront jamais, ils en conclueront logiquement et tout à fait à propos qu'ils ont raison de ne leur accorder aucune confiance.

C'est intéressant comme mécanisme, car c'est ainsi qu'un régime finit par être totalement isolé du peuple, et par s'effondrer pour peu qu'il trouve les moyens de l'abattre.

Il en fut ainsi du TCE en 2005, il en est de même en 2017 avec Macron et ses ordonnances sur le Code du travail, et il était normal qu'il en fut également de même à propos du 11 septembre 2001.

L'auteur du blog Les-Crises.fr, M. Olivier Berruyer, s'acharne à soutenir la thèse officielle du 11 septembre 2001.

A l'occasion du 16e anniversaire de ce coup d'Etat dans l'Etat ("inside job"), il a cru bon de publier de nouveaux articles dans lesquels il ne fait que relayer la version officielle, croyant peut-être qu'en recourant à une débauche d'images accompagnées de surcroît de commentaires inappropriés ou en contradiction avec le contenu de ces images, il parviendrait à rallier ses lecteurs à cette version abracadabrante.

Peine perdue, l'immense majorité des internautes qui pour la plupart appartiennent aux classes moyennes ou sont des intellectuels rejettent ses explications qui ne servent qu'à cautionner la version officielle. Un exemple.

Mr Berruyer doit vraiment considérer les thruthers (les personnes qui se posent des questions et exigent la vérité - LVOG) comme un terrible fléau pour consacrer autant de temps et de travail à essayer de démonter leurs théories...

Pourtant, quelque déliantes que puissent paraître certaines d'entre-elles, on se demande bien quel danger ce mouvement fait-il encore peser sur la société, hormis le risque de voir un jour se réaliser son souhait d'une nouvelle enquête indépendante (et qu'on ne me rétorque pas qu'il exacerbe l'antisémitisme ou qu'il favorise la défiance des citoyens envers leurs gouvernements: on ne devient pas antisémite en émettant des doutes sur le 9/11 et les gouvernements n'ont pas besoin des conspirationnistes pour perdre jour après jour la confiance de leurs électeurs).

Or, malgré toutes les pétitions qui ont été engagées, comme la NYC 9/11 Ballot Initiative qui a été soutenue par les familles des victimes, malgré les sondages qui annoncent que 58 % des français ont déclaré avoir des doutes sur la version officielle (sondage HEC) et que seulement 16% des américains croyaient à cette même version (sondage NY Times /CBS de 2006), malgré l'immense scepticisme auquel est confronté le Gouvernement US, non seulement parmi ses propres citoyens mais à travers le reste monde, aucune nouvelle enquête n'a encore jamais vu le jour et ce n'est pas aujourd'hui, 16 ans après les faits, qu'une nouvelle Commission indépendante sera mise en place. Vous pouvez donc dormir sur vos deux oreilles...

Hier sur le Net j'ai découvert un nouveau blog et de nouveaux témoignages ou preuves sur le 11/9. Quand j'aurai terminé de les étudier je verrai ce qui mérite d'être publié car un tri s'impose.

Partie 2

Frère siamois.

- Florian Philippot se voit de droite et de gauche, mais pas comme Macron - Le Huffington Post

Les psychopathes osent tout.

Le secrétaire d'État chargé de la simplification administrative Benjamin Griveaux en a rajouté une couche ce lundi, rapporte Le Lab. Invité sur France inter, il a déroulé un raisonnement dans lequel il finit par viser, en partie du moins, ceux qui iront manifester le 23 septembre et se dit persuadé que les névrosés aux "passions tristes" seront dans le cortège avec Jean-Luc Mélenchon. lexpress.fr 11.09

- Logement : moins de norme pour construire - Franceinfo

- Emmanuel Macron s'est déplacé à Toulouse (Haute-Garonne), pour dévoiler les grandes lignes de la réforme du logement. Parmi ses mesures, la baisse des normes pour relancer la construction. Franceinfo

Il en est un pur produit.

- Nicolas Hulot : «Les lobbys, je les sens en permanence sur mes épaules» - LeParisien.fr

Partie 3

Quand ils se prennent pour les maîtres du monde.

- Venezuela: l'ONU souhaite une enquête sur de possibles crimes contre l'humanité - AFP

Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a demandé lundi une enquête internationale sur l'usage excessif de la force par les autorités au Venezuela, estimant qu'il pourrait s'agir de crimes contre l'humanité. AFP 11 septembre 2017

- Russie : l'opposition progresse localement - Liberation.fr

- Tchad: Paris appelle Déby à fixer une date pour les législatives - Reuters

- L'ONU adopte à l'unanimité de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord - Franceinfo

Il s'agit du 8e train de sanctions contre Pyongyang après ses essais nucléaires. Le texte adopté lundi a dû être édulcoré pour emporter les suffrages de la Chine et de la Russie. Franceinfo

Partie 4

Rien que de la vermine !

- Les Verts prêts à gouverner avec Merkel sous condition - Reuters

Les Verts allemands se sont dits lundi prêts à faire partie d'un gouvernement de coalition avec les conservateurs d'Angela Merkel à l'issue des prochaines élections législatives à condition notamment que soient fermées les 20 centrales au charbon les plus polluantes... Reuters

[Haut de page ↗](#)

[La causerie du 13 septembre](#)

Avec les ordonnances, c'est le retour en force du patron de droit divin ou la confirmation que le travailleur est voué à demeurer taillable et corvéable à merci, notamment dans les PME et les entreprises moyennes qui emploient plus de la moitié de la main d'oeuvre, faiblement ou non organisée.

La journée d'action d'hier n'a même pas mobilisée l'ensemble des troupes des syndicats qui y appelaient, 400.000 selon la CGT, 240.000 selon la police, tranchons à 300.000 participants, soit moins de 1% des travailleurs, étudiants et collégiens. Il devrait en être de même le 21, mieux le 23, tout dépendra... de la météo !

Peut-il en être autrement quand les organisateurs ont appelé à voter Macron (Martinez - CGT) ou ont postulé au poste de Premier ministre (Mélenchon - FI) ? Mais ce n'est pas là l'essentiel.

Ces ordonnances qui nous renvoient un siècle en arrière ont été commentées sous toutes les coutures, certains ont tenu des discours enflammés en les caractérisant de coup d'Etat social, en fait antisocial, sans que l'immense masse des travailleurs se mobilisent contre. On est en droit de se demander pourquoi, sachant qu'il existe plusieurs explications valables.

Macron a affirmé qu'il ne reculerait pas, Martinez lui a assuré qu'il n'avait pas l'intention de bloquer le pays, et Mélenchon a renchéri en expliquant qu'il ne visait pas la chute de Macron et du gouvernement, partant de là à quoi bon se mobiliser. Les uns et les autres vont broder sur le manque d'unité des syndicats ou de détermination des dirigeants des différents partis censés représentés les travailleurs, comme d'habitude quoi, et qu'est-ce qui en sortira, rien. Mais ce n'est pas là l'essentiel.

Comment ou plutôt pourquoi devrait-il en être autrement, alors que les travailleurs entendent ces discours depuis des décennies et des décennies ? Il faut croire qu'ils ont la tête ailleurs ou qu'il y a quelque chose dans leur tête qui ne tourne pas rond.

On sait qu'ils peuvent se saisir d'un appel même lorsqu'il est boîteux ou comporte des contradictions, on sait qu'ils ne suivent pas forcément les mots d'ordre ou les consignes des appareils inféodés au régime, bref, on sait qu'ils peuvent en faire qu'à leur tête ou surprendre tout le monde, quand ils n'ont plus rien à perdre ou quand ils estiment qu'ils peuvent gagner parce que le régime est affaibli et rejeté et qu'ils en ont pris conscience, ils passent alors à l'action, à l'offensive.

Manifestement nous ne sommes pas dans ces cas de figure, pas tout à fait, à moins qu'on en soit encore éloigné, sans doute parce que la perspective de changer la société s'est envolée ou plus personne n'y croit, alors qu'elle devrait être plus que jamais à l'ordre du jour. La question est donc de savoir ce que cela signifie, qu'est-ce que cela sous-entend, que faire pour que cet espoir les habite et ne les lâche plus. Comme je l'ai indiqué précédemment, si vous cherchez dans la littérature des différentes formations politiques une réponse à cette question, vous ne la trouverez nulle part, elle se réduit à un constat ou des lieux communs sur le rôle des différents acteurs politiques sur lesquels vient se greffer une conclusion dont les travailleurs ne peuvent se saisir aussi juste soit-elle parfois, parce qu'elle ne correspond pas à leur interprétation de leur condition ou de la situation.

Il est là le principal obstacle à lever dans leur incapacité à concevoir la légitimité de leurs besoins ou droits, ce qui les conduit à se soumettre à l'ordre établi, qu'ils peuvent critiquer ou détester par ailleurs. Qu'ils rejettent une politique ou qu'ils résistent, est une chose, trouver la voie de l'action ou de la mobilisation pour affronter le régime en est une autre. Pour la plupart d'entre eux, jamais ils ne se sont investis dans la lutte de classe, jamais ils ne se sont sentis un jour concerné par leur propre destin aussi incroyable que cela puisse paraître, et tout démontre qu'ils n'y sont pas prêts. Alors qu'est-ce qu'il leur manque pour franchir le pas, plusieurs choses qu'on a commencé à effleurer ici, ajoutons qu'ils cessent d'être sous l'emprise de l'influence de la classe dominante qui dicte leur mode de pensée, leur comportement, qui est à la base de leur soumission ou les conduit à la passivité, qu'ils commencent à penser librement.

Comment ne pas voir qu'ils ne sont pas capables du moindre discernement, que la logique la plus élémentaire leur fait défaut parce qu'ils n'y sont pas contraints, ils s'accommodent de leur condition et du capitalisme malgré ses aspects hideux, soit parce qu'ils ne sont pas directement concernés ou parce qu'ils ont encore les moyens de le supporter ou encore ils se font une raison à défaut d'explications cohérentes pour comprendre ce qui se trame contre eux ouvertement ou dans leurs dos. Et ces explications ne suffiraient pas davantage, parce qu'il leur manquerait les outils logiques pour en saisir la portée pratique et historique.

L'homme est parvenu au stade de développement où il peut anéantir l'espèce humaine et la planète toute entière, ou il peut s'en servir pour conquérir sa liberté. L'humanité est bien à la croisée des chemins, et les travailleurs doivent impérativement en prendre conscience. Il faut quand même avoir à l'esprit quand on réfléchit à cet aspect de la situation, qu'ils ont été jusqu'à plébisciter des partis politiques ou soutenir des chefs d'Etat qui ont favorisé la production d'armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, c'est tellement insensé, monstrueux, qu'on est bien obligé d'en déduire qu'ils sont demeurés profondément arriérés et qu'il va être très difficile de les sortir de cet état ou de les faire évoluer, ce qui ne peut être possible qu'en s'attaquant aux puissants moyens qui sont mis en oeuvre par la réaction pour les maintenir dans cet état-là, pour les conditionner idéologiquement et psychologiquement.

Qu'on se comprenne bien, notre propos n'est pas de changer les hommes les uns après les autres pour changer ensuite la société, auquel cas on n'en verrait jamais le bout et on serait voué à demeurer éternellement sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais de préparer les conditions de manière à pouvoir changer la société, conditions qui incluent évidemment le niveau de conscience des hommes puisque finalement la société et le monde en sont également le produit.

La plupart des expériences auxquelles les hommes sont confrontés comportent des aspects opposés, qui se manifesteront immédiatement ou plus tard, et dont ils n'ont pas conscience ou partiellement dans le meilleur des cas, qu'elles leur soient profitables ou nuisibles ils n'en tireront pas davantage d'enseignements pour en ignorer l'origine ou le processus dialectique dans lequel ces expériences s'inscrivent, ils les subiront, nous sommes tous logés à la même enseigne dans ce domaine ou plus ou moins inconscients, il faut l'admettre. Les apparences étant trompeuses, surtout quand elles sont à notre avantage, on a plutôt tendance à interpréter chaque expérience en fonction de ce qui nous arrange, quitte à aller de désillusions en désillusions parce qu'on ne veut pas admettre ou on oublie que tout ce qui a un début comporte une fin et qu'elle est généralement douloureuse ou pas très jolie à voir. Je pense aux fleurs que je cueille chaque matin dans le jardin et que je dépose à différents endroits de la maison dans des petits bols ou des pots en verre remplis d'eau, qui sont un hymne à la nature et dégagent un parfum esquis le matin, et puent et sont d'une laideur le soir même ou le lendemain matin. Si leur beauté est éphémère et leur laideur si tenace, et que ces deux aspects si contradictoires de leur nature se côtoient, au moins on ne risque pas de se méprendre ou de les confondre !

Ce qui est curieux chez les hommes, c'est qu'ils arrivent à produire des choses laides et qu'ils en viennent à leur trouver un charme, mieux qu'ils ne puissent plus s'en passer comme s'ils étaient parvenus à se convaincre que le charme qu'ils leur trouvaient prévalait sur leur laideur naturelle, là je pense plutôt aux armes nucléaires. Leurs idées ou leurs convictions ont supplanté la réalité, se sont substituées à elle sans en altérer la laideur qu'ils peuvent ainsi supporter une fois enjolivée ou bien emballée, à croire qu'elle ne leur était pas destinée, attention, qui sait ?

Les hommes éduqués ou évolués comme l'on dit s'arrangent en général avec leur conscience ou ils sont malhonnêtes à défaut de maîtriser la dialectique. En fait, ils ont commencé à évoluer et se sont arrêtés nets au milieu du chemin, ils n'ont pas été capables d'aller jusqu'au bout de leur réflexion, ce qui les rend aussi vulnérable que le dernier des sots.

L'homme avait la capacité de transformer son environnement pour l'adapter à ses besoins, mais il ne possédait pas la faculté de le faire consciemment, parce qu'il ignorait tout de son fonctionnement. Il a développé ses facultés intellectuelles et il est parvenu à découvrir les lois du processus matérialiste dialectique qui organisaient la matière et à comprendre le fonctionnement du capitalisme, et au-delà de tout le système économique et social, en remontant jusqu'à l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qu'il faut atteindre et extraire de la société des hommes.

L'homme n'évolue que sous la contrainte, lorsqu'il est acculé, la peur au ventre, un couteau sur la gorge à défaut de conscience. Soudain, c'est comme si ses yeux s'ouvraient et ses oreilles se débouchaient, enfin !

S'il n'avait pas de questions à résoudre, il n'aurait jamais évolué au-delà du singe supérieur, donc croire qu'il allait devenir libre ou conquérir sa liberté parce qu'il avait une vie plus confortable, c'était la pire méprise qui soit. Car, qu'on le veuille ou non, à sa naissance il allait continuer d'apparaître aussi nu que jadis, pas plus évolué qu'un primate tout juste capable de se dresser sur ses deux pattes arrières pour libérer ses deux pattes de devant, disposant de cordes vocales d'une longueur appropriée pour développer un langage ou une forme de communication plus élaborée ou plus vaste, et d'un cerveau relié à ses sens, qui soumis à une multitude d'expériences allaient donner naissance à des pulsions dont il ignorerait aussi bien l'origine que le but ou le fonctionnement, le but de son existence ou sa raison d'être étant de les découvrir pour pouvoir les orienter dans une direction qui soit favorable à sa destinée, et s'il ne parvenait pas à en prendre conscience, il se condamnerait à subir son existence en esclave jusqu'à son dernier souffle ou à disparaître prématurément ainsi que son espèce.

Ce n'est pas une question existentielle, c'est juste l'application des lois de la dialectique à la nature humaine qui est décrite ici succinctement et que la plupart des hommes ignorent.

A sa naissance aujourd'hui l'homme n'est pas différent de celui qui vivait il y a des dizaines de milliers d'années en arrière, seul son environnement a changé. Il est destiné à s'y intégrer, mais il va demeurer inconscient des conditions dans lesquelles il va s'y intégrer, de sorte qu'il aura naturellement tendance à reproduire le monde tel qu'il existe, à l'idéaliser, puisqu'il aura servi de

cadre ou de support à son développement, dans le meilleur des cas, car bien des hommes n'atteindront même pas ce stade pour cumuler des handicaps dès le départ qui leur seront fatals. Il va être soumis à une multitude de pressions ou influences ou encore rapports qui vont modeler son mode de pensée et déterminer son comportement, et il lui sera très difficile d'en changer par la suite parce qu'il l'ignore lui-même.

Quand j'étais jeune, j'ai eu l'opportunité d'être confronté à une multitude de problèmes pour être venu au monde dans un milieu très pauvre et arriéré, et ce qui m'a permis d'évoluer fut justement le refus de reproduire le mode de vie de mes parents, de subir le même sort, je ne me contentai pas de vouloir lui échapper, je voulus comprendre pourquoi la société était ainsi faite et quel en était l'origine, découvrant au passage l'étendu de mon ignorance que je n'aurai de cesse de combattre par la suite, l'oeuvre de toute une vie en réalité. Et comme le hasard fait bien les choses des fois ou la réflexion sans a priori conduit parfois à des conclusions inattendues et heureuses, j'entrepris mes études en commençant par la philosophie dont j'ignorais tout, et c'est elle qui allait m'amener à découvrir le matérialisme dialectique grâce à Marx et Engels, et ce n'est que récemment, plus de 40 ans plus tard, que j'allais réaliser que c'était la philosophie qui était à l'origine du marxisme, parce qu'elle se proposait de traiter ou résoudre des questions qui ramenaient à l'essence de l'homme, à sa nature, et m'apercevoir qu'on avait totalement délaissé ces questions ou cet aspect de la réalité que vivent quotidiennement les hommes que j'allais traduire politiquement. A savoir que ses besoins sont légitimes et qu'il ne pourra jamais les satisfaire aussi longtemps qu'il n'en aura pas pris conscience pour changer la société, bâtir une société qui repose sur ces besoins.

Traduit en terme politique, que les travailleurs se situent strictement sur leur terrain de classe, et qu'il fallait les aider à s'en tenir exclusivement à leurs besoins pour qu'ils y parviennent, ce qui signifie qu'il fallait mener une lutte à mort contre la guerre idéologique et psychologique que leur mènent la réaction et ses nombreux serviteurs pour briser les obstacles qui les empêchent de considérer légitime leurs besoins ou aspirations ou dénier à quiconque d'en décider à leur place, donc gagner en indépendance et en confiance, en conscience, pour envisager la suite du combat sous les meilleurs auspices.

Le psychanalyste sait que son patient a refoulé un certain nombre de pulsions qu'il n'avait pas pu supporter ou assouvir, et que ce refoulement se traduit par des blocages psychologiques qui influent sur le comportement des hommes ou le perturbent, le déséquilibrent mentalement. Pour venir à bout de ces blocages il va falloir qu'il remonte à l'origine de ces pulsions à l'aide de son patient, qu'il va appeler à les revivre pour s'en libérer ou les orienter dans une autre direction, on dit aussi les sublimer, les dépasser. C'est en quelque sorte le même travail qu'il doit faire pour se libérer du capitalisme et passer au socialisme.

Si l'intervention dans la lutte de classes suffisait à élever le niveau de conscience des travailleurs, cela se saurait et depuis longtemps nous serions débarrassé du capitalisme, comme manifestement ce n'est pas le cas, il faut en déduire qu'il existe d'autres puissants facteurs qui les empêchent de progresser, ceux notamment que nous venons d'évoquer, et qui parce qu'ils interfèrent avec la lutte de classe doivent y être intégrés pour mener le combat sur tous les fronts à la fois, sans quoi ils seront voués à ne jamais évoluer ou pire à régresser, parce qu'il y aura toujours un facteur pour les tirer en arrière.

Les discours politiques et les meilleures analyses du monde ne suffisent pas apparemment. Les travailleurs et les jeunes portent un jugement négatif justifié sur le mouvement ouvrier qui se reporte sur tous les partis. Leur interprétation de la société et leur comportement sont incohérents. Ils ont abdiqué leur droit à décider librement de leur destin, il faut donc les aider à se l'approprier en leur expliquant comment fonctionne la société et le capitalisme, mais aussi comment agit sur eux la propagande ou l'idéologie officielle qui formate leurs rapports au monde extérieur, comment elle les conditionne sur le plan psychologique pour finalement obtenir leur adhésion à une politique qui est contraire à leurs intérêts ou les réduire à l'inaction.

Les travailleurs vouent un culte aux puissants et au régime plus ou moins assumé, auxquels ils estiment devoir leur condition, leur sécurité, qui les protègent, pour avoir développé un complexe d'infériorité qui leur a été inculqué au cours de leur éducation et qui est justifié par leur ignorance, de sorte qu'ils y sont attachés plus que tout. Ils sont plus de 30 millions à avoir voté Macron ou Le Pen, et ils sont autant ou beaucoup plus quotidiennement à se planter devant leur écran de télévision, à tendre l'oreille d'une radio ou à lire la presse qui leur dictent comment ils doivent penser ou pourquoi ils doivent s'estimer heureux de leur condition, qu'ils doivent à ceux qui se dévouent si généreusement pour les gouverner ou gouverner à leur place parce qu'ils en sont incapables...

Partant de là, ils n'accordent aucun crédit à ceux qui entendent remettre en cause l'ordre établi avec lequel ils s'identifient, ils considèrent qu'ils constituent une menace pour la société ou pour eux-mêmes, d'où la marginalisation de l'extrême gauche, qui entre nous le mérite bien.

Sans vouloir être médisant ou vouloir être désagréable pour le plaisir, on constatera qu'on n'apprend rien dans leurs publications, il n'y figure strictement aucun enseignement, c'est à mourir d'ennui, pour ne pas dire d'une rigidité pathologique, contrairement aux marxistes dont les discours étaient émaillés de réflexions issues de leurs expériences personnelles de la vie, qui l'air de rien avaient une valeur pédagogique ou une portée psychologique destinée à leur auditoire, ce qui les rendait vivants ou dynamiques, limpides ou aérés, propres à s'élever au-dessus des contingences médiocres de la vie quotidienne ou de ses a priori, de sorte qu'ils ne laissaient jamais indifférents.

Ce que je voulais dire par là, c'est que les marxistes étaient aussi à l'aise pour aborder la dialectique de la nature, la philosophie, la psychologie, et que cela se retrouvait dans leur manière de s'adresser aux travailleurs parce qu'ils ne les considéraient pas uniquement comme des travailleurs, mais des hommes aussi, perfectibles avec leurs faiblesses naturelles et leurs qualités.

Marx et Engels furent les plus habiles pour s'exprimer en direction des travailleurs, peut-être parce qu'ils consacraient beaucoup de temps à étudier leur comportement psychologique et pas seulement social. Et si l'on regarde bien, on s'aperçoit que les bases du socialisme tel qu'ils les ont définies intègrent ces deux composantes de la personnalité humaine...

Les tenants du capitalisme ont multiplié, diversifié, perfectionné les moyens de conditionner les hommes, au point qu'il passe d'une activité à une autre sans prendre la peine de tirer des enseignements de la précédente. Combien de personnes font-elles le bilan quotidiennement des expériences qu'elles ont vécues, s'en souviennent-elles au moins ? Combien de temps y consacrent-elles, en ont-elles le temps ? Quels enseignements en tirent-elles, en ont-elles les moyens ? Ces activités s'enchaînent du matin au soir, les plus chanceux sont celles qui n'effectuent pas de tâches complexes, elles ont le temps de penser, mais comme elles ne savent pas s'en servir généralement, elles s'abrutissent. Et quant à celles qui accomplissent des tâches complexes, elles sont tellement prises par leur sujet qu'elles ne pensent pas à autres choses, et lorsqu'elles disposent de temps pour penser, elles continuent de penser de la même manière et s'abrutissent également. Elles procèdent par abstraction, donc elles peuvent décider d'évacuer certains facteurs de leur vie, dont la politique ou l'accommoder à leurs besoins immédiats...

[Haut de page ↗](#)

[La causerie du 14 septembre](#)

Partie 1

Ceci explique cela.

Actualité du marxisme. Le capitalisme conduit à la paupérisation de masse et non au bien-être social.

A propos de la Grande-Bretagne.

- ...depuis la période précédant la crise de 2008, le marché a enregistré plus de 2,5 millions d'emplois en plus, le niveau des salaires est toujours de 3,2 % inférieur à celui de cette année-là, une fois les chiffres ajustés à l'inflation. Cette différence entre un taux de chômage bas (4,3% selon les derniers chiffres. - LVOG) et une progression des salaires nulle s'explique en partie par la multiplication des emplois précaires, comme les contrats zéro heure. Et le nombre d'emplois de type Uber a aussi augmenté. Cela permet de sortir des gens (mal payés) des statistiques du chômage. Liberation.fr 14.09

Partie 2

Parole d'internautes (Les-Crises.fr)

1- L' article fait état de l'avancée de l'arsenal judiciaire américain pour faire disparaître du web les sites ne diffusant pas la bonne parole. Les démocraties occidentales deviennent petit à petit des régimes totalitaires avec des médias partisans. Faudra-t-il attendre un autre 1789 pour que les choses changent?

2- "C'est le boulot de l'U.E. de s'adapter à la législation, pas à la législation de s'adapter à l'U.E.". Cette déclaration de McCain montre à quel point nous sommes les vassaux de l'empire US ! Et le plus effrayant c'est le consentement presque unanime à cette subordination de nos dirigeants politiques et de nos élites économiques, militaires et médiatiques, voire pour certains sa promotion...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 septembre 2017

[CAUSERIE](#)

Partie 1.

Autrefois, le capitaliste qui était amené à développer son activité ou à devenir plus puissant devait savoir gérer son entreprise et avoir acquis une bonne connaissance du marché, pour faire simple. De nos jours, il faut en plus ou surtout qu'il se soumette à

la hiérarchie établie par les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne et qu'il ne manifeste aucune velléité d'indépendance auquel cas elle le briserait.

Autrement dit, les critères économiques sont supplantés par des critères d'ordre politique ou plutôt, le capitaliste doit désormais considérer qu'il n'est plus le maître de ses décisions ou que le pouvoir dont il dispose ne dépend plus de sa fortune ou de sa volonté, mais de sa faculté à s'adapter (ou d'adopter) à la stratégie politique définie par l'oligarchie, qui inclut la financiarisation mafieuse de tous les secteurs de l'économie ou de la société, afin de parvenir à une plus grande concentration encore du capital pour achever son emprise sur le pouvoir politique dont dépend la pérennité de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de sa propre existence au détriment du reste de l'humanité.

Le capitaliste doit accepter ce statut ou de jouer le rôle d'un vulgaire locataire ou gérant de son entreprise, d'administrateur ou plutôt de simple exécutant sans véritable pouvoir. Son bail peut être renouvelé indéfiniment ou il peut être annulé du jour au lendemain sur simple décision de ses banquiers, être déclaré en faillite et être débarqué, et même si son entreprise dégage d'importants profits pour ses actionnaires elle peut être sacrifiée si sa présence dans un pays interfère avec la stratégie politique définie par l'oligarchie qui a valeur de loi suprême au-dessus de celles qui régissent le fonctionnement du capitalisme que l'oligarchie a appris à contourner pour atteindre ses objectifs politiques.

Les oligarques peuvent décréter qu'un peuple doit crever de faim ou être livré à une guerre civile, à un génocide juste pour parvenir à leurs fins s'il le faut, alors la vie d'un capitaliste rendu aussi faible ou vulnérable ne représente rien à leurs yeux, dès lors qu'ils ont décidé de se passer de ses services.

Le sommet de l'oligarchie s'est doté d'une idéologie extrêmement rigide ou contraignante, ce qui fait à la fois sa force et sa faiblesse, parce que plus elle est exigeante ou intransigeante, moins il sera facile de l'appliquer à la lettre dans un monde caractérisé par l'inégalité de son développement économique selon les différents pays ou continents qui le composent ainsi que leur propre histoire politique qui déterminent le comportement des peuples ou la lutte des classes, qui demeure un facteur incontournable, et que pour cette raison l'oligarchie s'emploie comme elle peut à corrompre ou à neutraliser avec plus ou moins de succès, sa survie en dépend en dernière analyse et elle en a parfaitement conscience.

Elle s'est dotée d'une philosophie strictement ou délibérément belliqueuse et obscurantiste, nihiliste, pour briser la résistance des peuples et semer le chaos parmi eux, afin de mieux pouvoir les contrôler ou les réprimer si nécessaire, et le meilleur moyen d'y parvenir fut de leur insuffler l'idée dévastatrice que quel que soit leur destin ils ne pourraient pas y échapper ou qu'ils devaient abandonner définitivement l'espoir de pouvoir un jour changer la société.

Imbue de sa toute puissance, elle a commis une erreur qui pourrait lui être fatale si la masse des exploités s'en saisissaient, car en tentant de les convaincre qu'ils devraient désormais se contenter de leurs conditions sans espoir d'aucune quelconque amélioration dans un futur indéterminé, elle va parvenir à les persuader qu'ils n'ont plus rien à attendre de ce régime et qu'il faut le renverser, c'est logiquement la conclusion politique à laquelle devraient aboutir des millions de travailleurs et jeunes plus ou moins consciemment.

Donc notre ligne politique doit s'inscrire résolument dans cette perspective pour aider les travailleurs à parvenir à cette conclusion, et organiser ceux qui y sont parvenus. Cette idée peut très bien germer dans la tête de millions de travailleurs sans que rien ne change, on peut ajouter qu'il en est ainsi de tout temps.

Si rien n'est acquis, rien n'est perdu non plus, tout demeure possible pour peu qu'on s'en donne les moyens. Nous avons un autre avantage sur l'oligarchie, c'est que les travailleurs ont le choix entre se soumettre ou se soulever, alors que l'oligarchie ne peut pas modifier l'orientation de l'économie mondiale ou du capitalisme, elle ne dispose pas de stratégie de rechange, il lui faut impérativement affronter brutalement tous les peuples.

Et le temps joue contre elle de mille et une manières. Toute hésitation ou tergiversation, tout recul, toute erreur d'appréciation, tout échec même partiel constituent autant de failles dans son dispositif dans lesquelles les masses s'engouffrent, elles démontrent qu'elle n'est pas aussi puissante qu'elle en a l'air ou le prétend, pendant que perce au grand jour ses réelles intentions ou la vérité qu'elle ne peut plus cacher à un moment donné, alimentant le profond rejet qu'elle inspire à tous les peuples, ce qui les encourage à en apprendre toujours davantage ou confirme qu'ils n'étaient pas victimes de théories du complot, mais qu'ils étaient bel et bien en présence d'un réel complot destiné à les soumettre à l'ordre établi ou en esclavage, parce que jusque là ils ignoraient les tenants et les aboutissants de la politique de l'oligarchie qu'on leur faisait subir.

Il n'aura pas fallu trois mois pour que la baudruche Macron se dégonfle. Combien en faudra-t-il pour le chasser du pouvoir ? Nul ne le sait.

Partie 2.

A propos de l'avant-dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Poser la question, c'est y répondre.

Il existait un argumentaire encore plus simple que celui développé dans votre éditorial. Voici la question qu'il faut poser à chaque travailleur ou militant :

- Comment peut-on imaginer un seul instant que des ordonnances se rapportant aux conditions de rémunération et de travail pourraient être favorables aux intérêts des travailleurs, alors qu'elles ont été acclamées par le représentant du patronat, Gattaz, président du Medef, la totalité des actionnaires du CAC40, et ont reçu le soutien de LR, de la Commission européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de Washington, etc. qui représentent tous le camp des capitalistes ?

Si on n'est pas d'accord sur ce constat, il est inutile de continuer la discussion ou de rentrer dans le détail de chaque point de ces ordonnances car elle ne mènera nulle part.

Il faut s'en tenir à l'essentiel ou revenir aux principes de base, et là la logique est implacable.

Il est certain qu'on rencontrera des travailleurs qui seront prêts à consentir de nouveaux sacrifices sans savoir précisément à quoi s'attendre ou parce qu'ils estiment ne pas être directement concernés.

Mais est-ce le rôle d'un militant ouvrier de demander aux travailleurs de consentir de nouveaux sacrifices au profit des patrons, ne devrait-il pas exiger le contraire en tant que représentant des travailleurs ? Cela va de soi, n'est-ce pas ?

La question est de savoir sur quel terrain de classe nous nous situons. Si c'est sur celui de la classe ouvrière, on doit exiger le retrait des ordonnances sans condition.

J'ai envoyé ce texte au POID par courriel. Sans réponse, je n'en attendais pas.

A propos du dernier éditorial de la Tribune des travailleurs

Votre argumentation contre Mélenchon et son mouvement est scabreuse ou pire encore.

Pourquoi un parti ou un mouvement politique ne pourraient-ils pas se fixer des objectifs identiques aux syndicats, puisque quelque part ils ont les mêmes, partiellement. L'émancipation du prolétariat auquel vous faites référence ne signifie-t-il pas l'abolition du capitalisme, or c'est un objectif que se fixent à la fois les syndicats et les partis ouvriers, à ces derniers d'y ajouter la prise du pouvoir politique pour institutionnaliser ou inscrire dans la Constitution la mise hors la loi du capitalisme.

On devrait se féliciter que syndicats et partis partagent les mêmes objectifs et décident de mener le combat ensemble, c'est étrange que cela vous contrarie, puisque c'est justement cette répartition des rôles et le refus de ne pas partager ces objectifs qui est à l'origine de l'affaiblissement ou de la dislocation du mouvement ouvrier, de sa dégénérescence.

Que Mélenchon se comporte comme un vulgaire trade-unioniste ou opportuniste en n'allant pas plus loin que les syndicats en refusant d'appeler à chasser Macron et son gouvernement, et qu'il faille dénoncer ses basses manœuvres est une chose, mais on ne voit pas en quoi il empièterait sur les prérogatives des syndicats davantage que le PS ou le PCF qui en conservent le contrôle, physiquement ou idéologiquement, Mailly a sa carte du PS en poche et Martinez a son rond de serviette au PCF ou à l'Humanité qui lui sert de tribune, notamment. Assez d'hypocrisie on a envie de dire.

Tenez, au passage, lorsque vous affirmez que "le mouvement ouvrier a souffert pendant des décennies de la volonté de l'appareil du stalinisme de le placer sous sa botte", vous avez oublié le PS dont l'emprise sur les syndicats fut plus sournoise, dans la mesure où très souvent il lui suffit de diffuser son idéologie vénéneuse pour que les syndiqués l'adoptent sans même qu'ils aient besoin d'adhérer à ce parti, et constituent ce que certains appelleront le corps électoral du PS.

Quant au passage de la Charte d'Amiens auquel vous avez fait allusion, il eut pour conséquence dramatique de dissocier le combat contre le capitalisme du combat pour le socialisme au profit de ceux qui y étaient farouchement opposés. Autrement dit, si elle servit à favoriser l'unité de la classe ouvrière, ce fut davantage pour la maintenir sous le joug du capitalisme ou au profit des ennemis du socialisme, dont ceux qui officient dans le mouvement ouvrier. On peut également observer que si elle n'empêcha pas que le social-impérialisme et le stalinisme prolifèrent dans la CGT ou le syndicalisme en général qui a adopté ce principe, elle eut au moins le moins le mérite d'empêcher qu'un courant véritablement indépendant du capitalisme s'y développe. Il paraît même que les anarchistes auraient joué un rôle non négligeable au moment de l'adoption de ce principe, ce qui ne serait pas étonnant compte tenu qu'ils sont opposés à l'organisation de la classe ouvrière en parti ou sur le plan politique...

Imaginons que demain des syndicats engagent le combat pour une réforme et qu'un parti la reprenne à son compte en ajoutant qu'il l'inscrirait dans la Constitution s'il parvenait au pouvoir, dites-nous en quoi cela serait-il illégitime ou porterait atteinte à

l'autonomie des syndicats. Parce que cela encouragerait des syndiqués à rejoindre ce parti ? Mais quel mal y aurait-il à cela ? Je vous rassure cela ne risque pas d'arriver, puisque tous les partis ont fait acte de soumission envers le régime.

Cela rappelle fâcheusement les vieilles polémiques ou querelles d'appareils destinées à camoufler les visées des différents partis sur les syndicats, à moins qu'il s'agisse d'une confusion tout simplement. Mais après tout je peux me tromper, je vais vous poser une dernière question pour le vérifier.

Donc si j'ai bien compris, si demain les syndicats appelaient à une grève générale et une manifestation nationale à Paris sur la base de telle ou telle revendication sociale, votre parti n'appellerait pas à y participer, ne s'y joindrait pas, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

Mélenchon est un charlatan ou un illusionniste, et il tient un discours bourré de contradictions qu'il est facile de démonter. On ne peut pas l'accusé d'être incohérent parce qu'il refuse d'affronter le régime, puisque c'est finalement ce qui le caractérise le mieux. Pour cette raison ou selon mes critères il est de droite. Je n'ai pas besoin de lui faire des procès d'intention pour démontrer qu'il est compromis.

En complément.

Sur BFM le 5 septembre, face à Bourdin qui lui demandait si son objectif était de faire tomber le gouvernement, Mélenchon a réagi : « vous nous voyez aller en manifestation pour dire 'on veut renverser le président' ? Ca n'a pas de sens, moi je crois aux élections ».

Pourquoi les médias aiment-ils tant Mélenchon ?

Mélenchon en conseiller en communication de Macron pour l'aider à gouverner contre les travailleurs.

Jean-Luc Mélenchon a une rentrée politique chargée où de nombreux sujets chers à la France Insoumise font l'actualité. Il a vivement réagi aux propos d'Emmanuel Macron qui a déclaré qu'il "ne céderait rien aux fainéants, aux cyniques ou aux extrêmes". "Le chef de l'État s'en prend aux Français régulièrement d'un pays à l'autre. En Roumanie il les a traités d'une chose, en Angleterre d'autre chose, cette fois-ci on en est carrément rendu aux injures. Mais qui sont ces fainéants, ces extrémistes, ces cyniques ? Il s'en prend à tous ceux qui résistent à sa politique. Le président de la République française ne doit pas commenter la vie politique française depuis l'étranger", déclare le député.

Appelant au "calme" et à "faire baisser tout ça d'un cran", il a répondu aux critiques du porte-parole du gouvernement Christophe Castaner dans la matinée sur la "violence" de ses propos, notamment les termes d'"insurrection" ou de "coup d'Etat" social.

"Les Français ne sont pas fous, c'est une métaphore que j'utilise", "je n'ai pas l'intention d'aller prendre l'Élysée à coups de bâtons ou à coups de fusil", a affirmé M. Mélenchon. Franceinfo et AFP 10 septembre 2017

Vive la "multiplication" des journées d'action bidon !

- Code du travail: Mélenchon se réjouit de la multiplication des "dates de combat" - AFP

[Haut de page ↗](#)

[La causerie du 16 septembre](#)

Partie 1.

A télécharger absolument. Une outil formidable pour former les militants.

Audio. Gérard Phillipe lit Marx et Engels
<https://www.youtube.com/watch?v=GaeC0eixsX0>

Partie 2.

Rappel. Mélenchon, non je n'ai pas changé...

Mis en ligne par le Comité Valmy.

Le Figaro du 18 avril 2017 :

Jean-Luc Mélenchon a assuré aujourd'hui qu'il ne souhaitait sortir ni de l'Europe ni de l'euro "Ne croyez pas ce qu'ils vous disent : « il veut sortir de l'Europe, de l'euro » (...), allons, un peu de sérieux", a déclaré le candidat de La France insoumise, évoquant des "enjeux immenses de savoir si nous allons nous opposer les uns aux autres en Europe ou si nous allons faire baisser les tensions qui existent entre les peuples".

Extrait de la séance du 9 juin 1992 au Sénat

- ...les vrais démocrates ne peuvent que vouloir l'avènement de la nation européenne et, avec elle, de la citoyenneté européenne.

- N'ayons pas honte de ce traité. Déjà, il va au-delà de la situation actuelle, il constitue une avancée.

- En tant qu'homme de gauche, je souhaiterais me tourner un instant vers certains de nos amis (l'orateur se tourne vers les travées communistes) pour leur faire entendre que Maastricht est un compromis de gauche : pour la première fois, dans un traité de cette nature, des mesures d'encadrement du marché sont prévues ; pour la première fois, citoyenneté et nationalité sont dissociées ; pour la première fois, les syndicats vont être associés aux processus décisionnels. (Protestations sur les travées communistes. – Applaudissements sur les travées socialistes.)

- Demain, avec la monnaie unique, cette monnaie unique de premier vendeur, premier acheteur, premier producteur, représentant la première masse monétaire du monde, l'Europe sera aussi porteuse de civilisation, de culture, de réseaux de solidarité...

- ...c'est l'avènement de la nation européenne porteuse de paix, de civilisation et de solidarité.

- Si j'adhère aux avancées du Traité de Maastricht en matière de citoyenneté européenne, bien qu'elles soient insuffisantes à nos yeux, vous devez le savoir, c'est parce que le plus grand nombre d'entre nous y voient un pas vers ce qui compte, vers ce que nous voulons et portons sans nous cacher : la volonté de voir naître la nation européenne et, avec elle, le patriotisme nouveau qu'elle appelle...

Partie 3.

La monarchie et ses serviteurs.

Le président de la République dispose du pouvoir de nommer tous les hauts fonctionnaires énumérés à l'article 13 de la constitution du 4 octobre 1958 (conseillers d'État, grand chancelier de la Légion d'honneur, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des comptes, les préfets, les représentants de l'État dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales) en conseil des ministres selon son gré, son humeur du moment.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 septembre 2017

CAUSERIE

Quand Mélenchon estime qu'il aurait dû être président et Hamon son Premier ministre - LeParisien.fr

Comme quoi il n'a jamais rompu avec l'idéologie du PS. Un coup de barre à droite qui va porter un coup fatal à bien des illusions parmi ceux qui l'ont soutenu. Hamon, c'est le capitalisme, la Ve République, l'UE, l'OTAN, l'ONU, la troïka, etc. la réaction au grand complet... et Mélenchon aussi. Pour qui roule-t-il ? On vient de le dire. Est-il de gauche ? Mais certainement, autant que le capitalisme, la Ve République, l'UE, l'OTAN, l'ONU, la troïka, etc. la réaction au grand complet. A qui faut-il faire un dessin ? Quelle outrance ! Non, c'est la stricte réalité.

Mélenchon a été ministre (secrétaire d'Etat à la formation professionnelle) de Chirac, Hamon de Hollande au côté de Valls et Macron. Mélenchon avait rêvé à haute voix d'être Premier ministre de Hollande, puis de Macron... Ce type-là est à la fois un furieux mégalomane et mythomane, doublé d'un pitoyable opportuniste, le bouffon cumule, bref un imposteur comme les aiment tant les médias.

A. Einstein : "La définition de la folie, c'est de refaire toujours la même chose, et d'attendre des résultats différents."

- "Il existe deux choses d'infini l'univers et la bêtise humaine, pour l'univers je n'ai pas de certitude."

Introduction.

Pour n'avoir pratiquement rien publié depuis près de trois mois, je me retrouve avec un tas d'écrits sur des sujets divers qu'il m'est très difficile de présenter de manière cohérente. Car s'y côtoient brouillons, questionnements, idées inachevées ou à explorer et réflexions plus profondes, ainsi que quelques rares instants de lucidité, bref, c'est un vrai foutoir dans lequel je crains d'être le seul à m'y retrouver.

J'ai véritablement tout donné pour réaliser cet instrument pédagogique d'information et de combat politique. Vous n'êtes pas sans ignorer qu'il n'existe aucun portail (ou blog) semblable ou équivalent à celui-ci, disons tel qu'il se présentait il y a environ un an, il était et demeure unique en son genre, ce qui en faisait un outil de réflexion irremplaçable.

Bien que j'aie effectué une tâche colossale, les lecteurs ont cru bon de n'en retenir que les aspects qui leur semblaient négatifs selon eux, ce qui les amena à mépriser ou à faire preuve d'indifférence envers son auteur et cet ouvrage qui leur rendait tant de services et dont ils doivent se passer dorénavant, la nature humaine est ainsi faite il faut croire, il faut faire avec, on n'a pas le choix.

Longtemps je n'en ai pas tenu compte ou je suis fait une raison, dans le cas contraire jamais je ne me serais lancé dans une telle aventure ou j'y aurais mis un terme très rapidement, puis vint le moment, vous savez la dialectique, où je me suis dit que je m'épuisais inutilement puisque le socialisme était dorénavant renvoyé aux calendes grecques, et qu'aussi douloureux que soit ce constat, il était plus sage de l'admettre et décidé en conséquence qu'il fallait se calmer ou lever le pied, sous peine d'y laisser ma santé et bien autres choses encore pour rien puisque finalement rien ne pressait.

Si j'ai tenu aussi longtemps, c'est parce que j'étais littéralement scandalisé par l'attitude et le discours de l'extrême gauche et de tous ces gens qui se prétendent de gauche qui vouent un culte au capitalisme, leur compromission ou collusion avec le régime, leurs rapports aux différentes classes et aux institutions, leur mauvaise foi, leur maçonnerie intellectuelle, leur faculté de faire abstraction de certains facteurs ou événements, leur amnésie ou leur mémoire sélective, et par dessus tout leur arrogance et leur mépris envers tous ceux qui ne pensent pas comme eux, en un mot leur opportunisme débridé, qu'à ce stade ils devaient forcément avoir pris conscience un jour, un peu comme quelqu'un qui profère effrontément un grossier mensonge en toute impunité...

Bref, il m'était impossible de me reconnaître dans ces gens-là, car je n'y retrouvais ni mes principes ni les valeurs auxquelles j'étais profondément attaché et que je n'ai eu de cesse d'enseigner dans ce portail, d'où la réaction en général de mes lecteurs et vous aurez compris pourquoi. La plupart d'entre eux partagent dans leur fort intérieur avec les derniers des crétins de se croire plus intelligents que les autres, alors qu'en réalité ils sont incapables de faire la part des choses, ils ne sont pas dialecticiens pour deux ronds assurément. Si on devait enseigner en priorité une matière aux hommes, ce serait celle-là.

J'ai essayé dans ce portail de rassembler tous les éléments qui composent la réalité et qui se trouvent disséminés dans la nature. On pourrait dire que chacun d'entre nous ou de nombreux acteurs politiques très divers possèdent un bout de la vérité et s'identifie avec elle, pour l'imposer aux autres qui évidemment possèdent eux aussi leurs propres vérités, de sorte qu'ils s'opposent les uns aux autres sans que personne ne fasse l'unanimité, ce qui débouche sur rien ou ne nous fait pas avancer d'un millimètre.

Ce petit bout de vérité se rapporte toujours à des faits, à certains faits qui sont privilégiés, pendant que tout un pan ou de nombreux aspects de la réalité sont occultés, ne sont pas pris en considération, on ne les a pas à l'esprit parce qu'on ignore parfois leur existence ou parce qu'on ne peut pas avoir présent à l'esprit en permanence tous les facteurs déterminants, et on refuse de l'admettre, c'est cela le point essentiel, car c'est la clé pour progresser. On va être amené à nier des faits parce qu'on les ignorait, de la même manière on va refuser de se pencher sur un sujet, parce qu'ils ont été portés à notre connaissance ou il a été soulevé par quelqu'un qui ne partageait pas nos idées ou notre orientation politique ou pire encore s'y opposait, on va préférer demeurer ignorant et s'interdire de réfléchir, c'est tout à fait stupide, mais c'est hélas ainsi que les choses se passent le plus souvent.

On comprend pourquoi toute tentative de confronter des idées sera un exercice impraticable, qui tournera rapidement à l'affrontement, ou toute question posée demeurera sans réponse, tout argument ne figurant pas dans notre démonstration sera traité par le mépris. Comment progresser dans ces conditions-là ? Impossible, même moi qui pense 24h/24 à la situation mondiale ou à notre cause j'ai fini par ne tirer aucun profit de rapports aussi médiocres ou pire, ils me conduisaient à la paralysie chaque fois que je leur accordais trop d'attention, car ils allaient à l'encontre du principe que j'avais adopté, selon lequel nous devons progresser ensemble... ou régresser ensemble, ce à quoi je ne pouvais me résoudre, d'où les multiples occasions où j'ai failli fermer le portail.

Rassembler tous les matériaux à notre disposition pour mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, et réfléchir ensemble

à partir de ces matériaux, n'intéresse décidément personne, est-ce l'effet de l'atomisation de notre classe, de nos droits, qui s'exprime de la sorte, cela a sans doute une influence. J'ai constaté que les membres des classes moyennes (médecins, architectes, avocats, etc.) ou des intellectuels (enseignants, ingénieurs, chercheurs, etc.), d'anciens hauts fonctionnaires, etc. qui postaient des commentaires dans le blog Les-Crises.fr ou participaient à ce blog ou encore le finançaient, n'avaient pas ces a priori ou ces préjugés ravageurs. J'y trouve davantage matière à réflexion que nulle part ailleurs parce qu'on y trouve des analyses contradictoires, alors qu'il m'est arrivé de vilipender violemment ce blog et son auteur, je me suis même permis de lui faire savoir par courriel.

C'est à croire que les membres des classes supérieures ont davantage de conscience de classe que ceux des classes inférieures, et qu'ils ont conscience qu'il va de leur intérêt de la partager, même s'ils ne sont pas toujours d'accord. Peut-être a-t-il manqué cette fonction commentaire au portail que j'ai créé, ce qui d'une certaine manière l'aurait rendu moins rigide ou plus convivial, c'est possible, je n'en sais rien, on le saura rapidement. Personnellement je ne le crois pas, parce que les membres des classes inférieures ont tendance à développer un complexe de supériorité dans certaines circonstances, justement parce qu'elles sont inférieures, et évidemment elles n'en ont pas conscience. Se sachant vulnérables, elles croient s'en tirer à bon compte ainsi, elles se trompent lourdement.

Mon père (menuisier) n'était pas très évolué, il vouait un culte aux patrons, aux puissants, à de Gaulle, et il vota pour son parti jusqu'à sa mort. Il fut réactionnaire par bêtise et fier de l'être. Il était obtu et plus têtu qu'un âne, et bien quand je tentais de lui expliquer quelque chose il me traitait d'abruti. Pourquoi, mais parce que j'étais issu du même milieu ouvrier pauvre que lui. Il se croyait très intelligent, plus que moi. Pourquoi, mais parce que lui s'identifiait aux membres des classes supérieures, il reproduisait leurs discours autorisés, et c'est de là qu'il tenait sa légitimité, alors que moi qui les combattais je n'en avais aucune. Macron a dit qu'on n'était rien, mon père ne l'aurait pas désavoué, cela fait réfléchir.

Surtout que plus de 40 ans plus tard je suis confronté aux mêmes rapports avec ma compagne Selvi, en plus compliqué encore, puisqu'il ne s'agit pas de politique mais de la vie en général, chez cette femme ultra arriérée l'intelligence est innée, normal, comme dieu, elle est croyante, hindou pratiquante, on s'est engueulés il y a trois jours et depuis je ne lui ai pas adressé la parole, parce que je n'ai aucun argument à opposer à dieu, vous comprenez.

En deux mots pour ne pas passer pour un monstre, elle confond prêt et donation, or mon revenu est très limité comme vous le savez, et je me prive sur tout pour essayer d'avoir un niveau de vie décent, je ne peux donc pas distribuer de l'argent à des gens qui ne me le rendront jamais, ce qui est déjà le cas de plusieurs membres de sa famille, à hauteur de plus de 160.000 roupies. J'ai refusé de prêter 50.000 roupies aux parents d'un de ses cousins la semaine dernière, la semaine précédente j'avais refusé de prêter 35.000 à la fille d'une de ses soeurs, et ne voilà-t-il pas qu'une autre de ses soeurs débarque et me demande 10.000 roupies, trop, c'est trop, alors que j'ai bien précisé à Selvi que je ne prêterai plus jamais d'argent à aucun Indien.

Il est facile de l'embobiner la pauvre femme, tous ces Indiens travaillent donc ils pourront me rembourser. Sauf qu'ils ont un salaire misérable qui tourne autour de 5.000 roupies. Ils ont des charges ou ils sont endettés ou les deux à la fois le plus souvent, vive le miracle économique de l'Inde ! Pratiquement tous les mois ils doivent consacrer une somme importante à une ou plusieurs cérémonies familiales, attention, c'est une obligation absolue sinon ils en viennent aux mains ; il y en a toujours un ou deux qui tombent malades et ils doivent régler les frais médicaux ; qui est victime d'un accident ménager ou de la route, bref, sans parler qu'ils ont un tas de besoins élémentaires non satisfaits, ils ont mille et une raisons valables de se retrouver sans le sou chaque fin de mois pour peu qu'ils estiment que vous pouvez attendre votre argent indéfiniment. Quel dilemme pour moi, passer pour un salop qui n'a pas de cœur ou me faire dépouiller !

J'ai expliqué tout cela à Selvi, mais elle n'en a pas tenu compte. Ce soir-là on devait passer une bonne soirée, il restait une part de pizza à se partager en apéritif, elle adore cela, j'avais acheté deux glaces à déguster plus tard, résultat, j'ai mangé seul dans mon coin et elle n'a pas mangé, on s'est couché sans s'adresser la parole et cela fait trois jours que cela dure, et cela risque de durer encore, combien de temps, je n'en sais rien, ce n'est pas la première fois que cela arrive, c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour lui faire entrer quelque chose dans son cerveau. Au passage, vive la démocratie, ce sera sans moi s'il s'agissait de lui donner le même pouvoir que moi ! Les crétins vont me prendre pour un tyran, j'emmerde ces ignares, d'autant plus que je destine le petit capital dont je dispose à Selvi lorsque je serai crevé, et tout l'argent que je vais économiser jusqu'à ma mort à partir du mois prochain lui reviendra. Bien des femmes l'envieraient d'avoir un compagnon si prévoyant et prévenant, non ? Comme quoi messieurs les crétins je sais tout, il faut se passer de juger nos semblables, ai-je porté un jugement sur quiconque ici, nulle part sous peine d'être injuste. C'est aussi cela être digne, avoir une morale de classe, j'en suis fier, c'est la seule chose qui me reste à dire vrai.

Tout cela pour dire que je ne me faisais guère d'illusions en faisant ce portail, mais je ne m'attendais pas à ce que cela prenne cette tournure. J'ai apparemment surestimé la nature humaine, la mienne aussi semble-t-il, où ou à quel propos, je n'en sais rien, je n'y ai pas vraiment réfléchi, optimisme exagéré, maladresse, méprise, manque d'ambition, de ma part j'entends, sans doute un peu de tout cela bien que ce soit secondaire... pas pour tout le monde sauf pour moi !

Voilà cette introduction à nos retrouvailles va nous permettre de passer au plat de résistance, un énorme pavé à déguster lentement pour ne pas s'étouffer ! Toutes les causeries suivantes comportent des dates approximatives et parfois elles ont été complétées plus tard. Il se peut aussi que certains passages soient incomplets.

J'ai laissé de côté un tas de sujet, Venezuela, Catalogne, etc. Vous avez pu trouver dans les portails ou blogs dont j'ai mis les adresses dans la page d'accueil matière à en savoir plus sur la situation internationale.

Je pense que l'essentiel n'est pas le traitement quotidien de l'information ou d'accumuler des connaissances, mais les blocages qui empêchent les travailleurs de se poser les bonnes questions, les questions déterminantes ou principales, d'apprendre pour comprendre avant de passer à l'action. Si on n'apprend rien ou tout de travers, que peut-on comprendre, rien ou pas grand chose, on cultive le doute, le scepticisme, le pessimisme, la culture de l'inaction ou de l'action inappropriée en se trompant d'objectif ou de camp.

J'avais cru comprendre que notre engagement politique consistait à partager nos expériences et nos convictions et à nous rassembler pour atteindre un objectif politique, abattre le régime et fonder une République sociale, mais apparemment on ne parle pas la même langue, on ne se comprend pas. Non, la situation n'est pas aussi compliquée qu'on le dit, on la complique à souhait, on baigne en pleine confusion qu'on alimente nous-même, on manque de rigueur et de logique et on refuse de l'admettre, on se prive ainsi des moyens de progresser, c'est stupide.

A propos du portail et du blog.

Il a fallu que je parte dans un truc très compliqué, pour m'apercevoir au bout de plusieurs jours qu'il existait une solution fort simple qui consistait simplement à créer une nouvelle page après chaque section ou causerie et un lien vers cette adresse ! C'est lamentable.

Cela implique que je conserve le portail dans l'avenir, ce qui ne fait pas vraiment mon affaire, mais d'un autre côté la présentation est plus compacte et soignée qu'avec un blog. Je pense qu'on va s'en tenir à cette solution et j'espère qu'elle satisfera les lecteurs.

Je n'ai pas le temps de tout relire et de corriger les fautes de frappe ou d'orthographe qui sont souvent dûs à des copier/coller ou parce que je privilégie les idées qui me viennent à l'esprit quand je suis en train de taper au clavier, cela peut donner "censé" au lieu de "sensé" par exemple.

[Haut de page ↗](#)

Le 23 septembre 2017

CAUSERIE

Le lien vers mon portail est de nouveau accessible depuis mon ordinateur.

Je n'ai pas finalisé le blog, cela prend trop de temps et ma connection Internet n'arrête pas de se bloquer. Je préfère de loin ce portail.

Je remets en ligne les causeries rédigées depuis deux mois et que je n'avais pas publiées, avec les fautes de frappe et d'inattention pour ce qui concerne l'orthographe, par contre j'ai pris le temps de les corriger dans le blog, donc toutes les causeries depuis la mi-août sont disponibles dans le blog et peuvent être commentées, sans passer par un modérateur.

Le seul lien vers ce blog (<https://lvog2017.blogspot.in/>) :

- [Cliquez ici pour ouvrir le blog et laisser un commentaire](#)

L'ordre dans lequel les articles apparaissent est imposé par le concepteur du blog et il n'existe apparemment pas de fonction pour le changer.

Cette formule est peut-être provisoire, je n'ai pas le temps de m'investir dans l'informatique, et puis si je m'aperçois que les lecteurs ne laissent pas de commentaires, je n'insisterai pas, je fermerai ce blog sous quinzaine.

Je n'ai pas terminé les causeries du 19 au 23 septembre, je les publierai dès que possible, rien ne presse, n'est-ce pas ?

[Haut de page ↗](#)

Le 25 septembre 2017

CAUSERIE

J'ai négligé la présentation, pas le temps !

Dorénavant je ne consacre plus que le tiers ou le quart de mon temps au portail, terminés les sacrifices inutiles, vaut mieux faire moins mais mieux, gageons que cela rapportera plus.

Parole d'internaute (Les-Crises.fr)

1- "Les gens s'enferment dans leurs certitudes; la lecture des commentaires sur différents sites montre que ceux qui réagissent (souvent les mêmes) ne changent pas d'un iota, malgré la pertinence des arguments (d'où qu'ils viennent). La rapidité des réactions montre même qu'ils n'ont pas pris le temps de réfléchir..."

Mon cher monsieur, tout le monde en est là à peu de choses près. Et l'ignore évidemment.

Même le dernier des crétins se croit très intelligent et il en demeurera ainsi tant qu'il n'en aura pas pris conscience. Cela dit, cela n'en fera pas pour autant quelqu'un de plus intelligent, loin s'en faut. Il croira y parvenir en lisant abondamment, mais cela ne fera de lui qu'un crétin un peu plus instruit dans la plupart des cas pour avoir négligé un aspect déterminant de sa démarche : Savoir lire, non seulement cela ne s'improvise pas ou ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire. Pour y parvenir tout dépendra de la hauteur de l'idéal que vous avez adopté ou de sa nature, car il déterminera la détermination et la rigueur qui vous seront nécessaires pour progresser et résoudre les contradictions que vous rencontrerez au cours de votre étude, c'est votre idéal qui fixera en quelque sorte le niveau vos exigences et les moyens de les satisfaire. Plus votre idéal sera faible et plus vous serez apte à croire n'importe quoi ou à vous satisfaire de réponses incomplètes, incohérentes ou insatisfaisantes aux questions que vous vous posiez, exactement comme avant, et plus votre idéal sera élevé, plus vous chercherez à en savoir davantage, moins vous serez enclin à être influencé par l'idéologie de la classe dominante qui hante ou pollue tous les domaines du savoir.

Il ne suffit pas de vouloir apprendre à lire et à écrire, il faut une puissante motivation et une méthode (didactique) pour y arriver, et bien pour apprendre à réfléchir ou penser, c'est la même chose.

Comment ne pas voir que la plupart des gens (et des militants) s'en tiennent à des idées qu'ils considèrent comme acquises pour l'éternité, alors qu'ils n'y ont jamais réellement ou sérieusement réfléchi ou ils ont cessé un jour d'en vérifier la véracité ou le bien-fondé, estimant qu'elles avaient acquises la valeur d'une vérité absolue, vérité absolue qui dans la philosophie néolibérale servira à nier chez l'homme la faculté d'accéder à la connaissance ou à déconstruire toutes les connaissances acquises ou antérieures, hormis celles à la gloire du marché.

Quel est le plus idiot des deux, le crétin qui s'ignore ou l'individu cultivé qui partage les idées dominantes ou les plus communément admises et qui s'en contente ? Le plus à plaindre est le second, car il a conscience de l'ampleur de son ignorance, et pour ne pas oser s'aventurer en terrain inconnu, tout comme il craindra d'affronter le régime, sa pensée demeurera confinée au niveau de la société bien pensante, pour laquelle à l'horizon le capitalisme est indépassable...

2- "Pour le dire bref, il s'agit d'une revisitation de l'allégorie de la caverne. Finalement, l'histoire est un éternel recommencement (ça date de Platon quand même) et l'homme reste un singe mimétique (même si pas que...) quelque soit la taille du diplôme et le nombre d'années d'études."

On pourrait préciser que, contrairement aux arriérés quand l'individu cultivé fait dans le "singe mimétique", c'est toujours ou de préférence au détriment du reste de la société. Il est favorable à la guerre à condition qu'elle n'affecte pas son mode de vie confortable, autrement il y est opposé, voilà pour sa morale...simiesque !

3- "Quand on sait que l'immense majorité des gens se font ou croient se faire une opinion sur un sujet – en particulier ou en général – en regardant (et écoutant) principalement la télévision, (l'image animée et le son ajouté ont un taux de pouvoir de captation de l'esprit au moins égal à 75%) l'idée de "l'hypnose" (et d'autres formes de persuasion) prend tout son sens quand on observe des téléspectateurs fascinés (hypnotisés, si vous préférez) – toujours passifs et impuissants – devant leur écran, le cerveau disponible et captif prêt à l'emploi. C'est peut être pour ça que les vedettes (journalistes, présentateurs et invités externes récurrents) du petit écran sont soigneusement choisis pour ne pas dire triés sur le volet. Une fois le sujet sous hypnose il est prêt à lire tous les jours, le bon, le vrai, le juste et le beau quotidien papier et écouter, la bonne, la vraie, la juste et la belle radio qui entretiendront soigneusement son hystérie individuelle au sein de l'hystérie collective. A ce stade on peut affirmer que le sujet est devenu un zombie."

Autrefois, sa profonde ignorance n'en faisait pas autre chose. Maintenant on sait que ce n'est pas le facteur qui l'empêche de passer à l'action pour prendre en mains son destin quand les conditions objectives s'y prêtent, mais qui le tire sans cesse en arrière

ou l'empêche de voir plus loin. Or pour changer la société, il est impératif de se donner les moyens de voir beaucoup plus loin, au-delà de la société existante, d'où tous les efforts déployés par la réaction pour que les exploités et les opprimés ne parviennent jamais à se doter de ces instruments et demeurent sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le zombie de ce monsieur est cultivé, il a été scolarisé, et il est vrai que je vois peu de différence avec le comportement de ma compagne ultra arriérée, illettrée, qui compte sur ses doigts ou ignore que la terre tourne autour du soleil, qui peine tout simplement à penser et à qui on peut faire croire n'importe quoi. Cependant, elle a compris un certain nombre de choses et a évolué pour avoir développé un profond sens de l'observation, ce qui l'a familiarisé avec les rapports de cause à effet qui existent dans la nature (et la société), de telle sorte qu'elle est en mesure de comprendre tout ce qui relève de ce genre de rapports, ce qui signifie qu'il suffit d'aborder avec elle un sujet sous cet angle pour qu'elle saisisse de quoi on lui parle et évolue, pour peu qu'on s'en donne la peine ou qu'on fasse preuve de patience avec elle. Sans en attendre de miracles ou un résultat immédiat.

C'est juste un exercice élémentaire de logique, qui mérite parfois d'avoir les nerfs solides, j'en conviens, mais le résultat est garanti. Or, on n'a jamais voulu aborder les travailleurs sous cet angle, prétextant qu'il ne figurait pas dans le cahier des charges de la conception de la lutte de classe il y a un siècle ou davantage encore, la télévision non plus, la radio non plus, Internet non plus, etc. autant d'instruments qui servent à diffuser la propagande officielle, à conditionner les masses, à les abrutir, les déstabiliser, les diviser, sans qu'on juge indispensable de s'y attaquer pour les aider à se délivrer de cette emprise idéologique qui pèse sur leurs décisions et leur moral ou à en tirer des leçons pratiques qui sont nécessaires pour que leur niveau de conscience progresse...

4- "Nous ne sommes pas en position de force mais notre ennemis, quoiqu'il ait aujourd'hui tous les moyens possibles à sa disposition, a de moins en moins d'options pour durer dans le temps.

Au quotidien, nous autres simples citoyens, pouvons agir à notre échelle. La principale et la plus efficace des actions, de mon point de vue, est de discuter en des termes simples avec tout le monde de la propagande quotidienne.

Il existe une méfiance grande et grandissante à l'égard de la doxa, qui est aujourd'hui trop incohérente pour survivre à une simple discussion.

L'erreur à ne pas faire c'est de vouloir convaincre, car il est trop tôt pour ça. L'objectif doit être de simplement en parler, sans partir dans les grandes considérations, les grands enjeux, etc, simplement en parler.

Essayez vous verrez, il suffit d'en parler sans défendre aucune thèse, juste en relevant telle et telle incohérence, en des termes simples et sans vraiment conclure : pour beaucoup aujourd'hui cela suffit.

L'objectif aujourd'hui ne doit pas être de convaincre, mais de préparer les esprits à changer bientôt radicalement d'avis."

Cette démarche est positive et efficace à défaut de mieux avec bien des personnes effectivement.

5- "Certes, mais comme dirait l'autre on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. Sans révolution ou toute autre forme d'action ultra-violente concertée et et mûrement réfléchie cela va sans dire, aucun, je dis bien aucun changement ne sera possible."

Je ne vous le fais pas dire.

[C'est l'Inde ! On sait quand est-ce que cela commence, mais on ignore quand est-ce que cela se terminera.](#)

- Inde: Modi inaugure un grand barrage - Reuters

Le chantier a suscité d'âpres débats depuis la pose de la première pierre en 1961 par le Premier ministre d'alors, Jawaharlal Nehru. La construction du barrage proprement dite n'a débuté qu'en 1987. Reuters 17 septembre 2017

Terminé en 2017, 56 ans pour construire un barrage, record mondial à battre ! En exploit !

Ici à Pondichéry, ils ont entrepris de construire un minuscule tronçon surélevé qui doit faire moins d'un kilomètre de long, avec deux voies dans chaque sens de la circulation. Ils ont commencé il y a 4 ou 5 ans et ils viennent juste d'en terminer la moitié, donc on peut l'emprunter dans les deux sens sur une seule voie, l'autre moitié sera terminée d'ici... quand je n'en sais rien !

[La réalité qu'on se refuse à prendre en considération.](#)

J'ai pris pour référence la répartition des classes et des différentes couches sociales en Grèce et en France qui va lui ressembler

de plus en plus. Les pourcentages fournis proviennent de mémoire de nombreux articles de presse des dernières années, ils sont justes ou approximatifs mais toujours proches de la réalité, il faut donc les prendre comme tels. On pourrait procéder à quelques ajustements qui ne remettraient pas en cause les conclusions ou les leçons qu'on pourrait en tirer.

Quand on milite et qu'on se destine à changer la société, vaut mieux savoir comment elle se compose et comment se comporte chaque classe et couche de chaque classe, cela explique bien des choses, et puis c'est préférable pour ne pas dire ou faire n'importe quoi ou aller de désillusions en désillusions.

La population adulte ou en âge de travailler ou de voter compte 10% de patrons, 20 à 25% d'auto-entrepreneurs, 15 à 25% de fonctionnaires, 15 à 20% de retraités (de toutes catégories ou de tous status sociaux), combien reste-t-il d'ouvriers ou d'employés (tous status confondus, simple employé ou cadre), 25% à 35% en modérant les pourcentages précédents, on peut même aller jusqu'à 40%. Et parmi ces 40% un dixième sont des cadres et un quart sont des salariés qui disposent d'un revenu équivalent au double du smic ou plus, et parmi les 27% restant, disons que 50% sont en couple et cumulent 2 salaires, pendant que ceux qui sont en couple ou seuls ne disposent que d'un seul salaire pour vivre ou un salaire et demi en comptant les salariés à temps partiel ou au chômage.

Il ne reste donc plus que 13 à 15 % de travailleurs à ne plus être en situation de pouvoir supporter les méfaits ou les maux du capitalisme, soit qu'ils disposent d'un revenu unique (salaire ou retraite) autour de 1000 euros nets par mois, soit qu'ils disposent d'un salaire et demi ou d'allocations chômage ou RSA, auxquels il faut ajouter une partie des fonctionnaires et des auto-entrepreneurs qui sont dans la même situation, combien, prenons un quart comme base, on arriverait à 25% qui doivent faire face en permanence à des difficultés matérielles ou financières, tandis que 75% peuvent encore s'accommoder du régime.

Macron est aussi utile qu'un déodorant qui empeste les chiottes, dans lesquelles une crotte de chien est posée sur un coucher de soleil, d'où son surnom de roi soleil crépusculaire. Au lieu de crotte de chien on aurait pu dire un étron, mais je tiens à cette crotte de chien qui me fait penser à Marx qui avait traité de chiens les Versaillais qui avaient écrasé la Commune dans un bain de sang.

Ni juvénile ni sénile, ni matière ni esprit, on a envie de donner un coup de pied dedans !

25%, c'est entre 6 et 7 millions de travailleurs, en terme d'organisation ou de militants politique autour de 2%, et encore. Si on retire les 10% constitués de fonctionnaires et d'auto-entrepreneurs pauvres qui vouent un culte à l'Etat ou au capitalisme, il ne reste plus que 15% pour lesquels l'existence est un cauchemar au quotidien ou qui auraient des raisons de vouloir en finir avec le régime.

En Grèce, quand on ajoute aux 25% de fonctionnaires, les 25% d'auto-entrepreneurs, plus les 10% de patrons, on s'aperçoit que le régime dispose de la majorité pour garantir sa stabilité politique. Quand on est patron cela se comprend, c'est naturel, logique. Quand on est fonctionnaire, c'est l'Etat votre patron, vous n'avez donc pas intérêt à l'affaiblir ou à sa disparition. Et quand vous êtes auto-entrepreneur, vous avez adopté le capitalisme, son mode de pensée, vous ne serez donc pas enclin à écouter les discours anti-capitalistes, votre idéal étant de devenir un grand patron ou un patron qui a réussi, fortuné.

Choisir de devenir fonctionnaire, c'est avant tout penser à son statut personnel, la vocation de servir la collectivité n'est qu'un alibi destiné à se donner bonne conscience. Cela vaut davantage encore pour les auto-entrepreneurs, bien que la plupart échappent ainsi au chômage ou refusent de prendre un emploi précaire ou ne correspondant pas à leur qualification, c'est plus la situation sociale qu'autres choses qui les poussent dans cette voie. Ce que l'on retiendra en priorité, c'est l'idéologie que les uns et les autres adopteront en conséquence, qui ne va pas vraiment dans le sens de la remise en cause de l'ordre établi.

Cela étant dit, quel que soit votre revenu ou votre statut à l'exception des patrons, vous devrez subir une multitude de contraintes ou difficultés liées à la crise du capitalisme et à la décomposition accélérée de la société au point de vous angoisser ou de vous pourrir littéralement la vie, en dehors de vos rares moments de réelle détente ou de satisfaction éphémères, vous ne pourrez pas échapper à l'ambiance délétère, nauséabonde dans laquelle baigne l'ensemble de la société, qui constitue la toile de fond de votre existence quotidienne qui ne devrait pas s'améliorer dans l'avenir.

Evidemment, cela devrait conduire l'ensemble des travailleurs des différentes classes hors celle des capitalistes à se questionner sur l'orientation de la société dirigée par l'oligarchie, encore faudrait-il qu'ils comprennent comment et pourquoi la société est devenue plus inégalitaire et injuste, pourquoi elle n'est pas en mesure de permettre à chacun d'accéder au bien-être sans devoir subir un tas de frustrations, d'humiliations, de sacrifices inutiles ou que rien ne peut finalement justifier, sinon permettre à une infime minorité de continuer de s'enrichir toujours plus et de disposer du pouvoir politique pour uniquement pérenniser son statut privilégié. L'article que je vous propose ci-dessous fournit des indications précises sur la nature des ordonnances de Macron et l'orientation de sa politique. C'est le point de vue de la réaction, qui elle part de la réalité pour en modifier l'orientation en fonction des besoins des capitalistes. Son modèle, c'est les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Grèce qui sont largement ubérisés ou des Etats de non-droit pour les travailleurs, c'est leur idéal à l'extrême opposé du nôtre. Dans la mesure où il s'agit de modifier durablement et en profondeur les rapports entre les classes au profit du capitalisme, il s'agit bien de lutte des classes.

- Pourquoi l'entrepreneur a gagné la lutte des classes - Challenges

Pour Leonidas Kalogeropoulos, président de Médiation & Arguments et vice-président d'Ethic la France s'est trouvée une nouvelle idéologie: l'entrepreneuriat. Et c'est une bonne nouvelle.

La France a été l'un des derniers pays d'Europe à entretenir la flamme moribonde d'une confrontation entre un " patronat " réputé nanti d'un côté, et une classe laborieuse, réputée exploitée de l'autre. Sur le fondement de cette vision étriquée, obsolète, trompeuse et idéologique de la réalité, ont été élaborés tout un échec de normes, de droits, de taxes, de limitations du temps de travail, d'interventions étatiques, de régulations publiques pour organiser à peu près pacifiquement cette lutte des classes à peine larvée qui plombe notre pays, notre unité nationale et notre ambition de grandeur depuis trois décennies. Cette séquence, qui s'essouffle depuis quelques années, voit émerger la meilleure nouvelle dont notre pays pouvait rêver : l'entrepreneuriat sort victorieux de cette confrontation, parce que les pulsions révolutionnaires, les idéaux autogestionnaires et la passion conquérante dont notre pays est pétri se sont investis dans une nouvelle terre de conquête, la création d'entreprises ! Pour affranchir l'homme de la " dictature " économique, au lieu de vouloir corseter les entreprises, on s'est mis collectivement à en créer.

Terre de création d'entreprises

Dans ce registre, où nous tenons le premier rang en Europe, nous surperformons pour atteindre depuis le premier semestre le rythme sans précédent de 600.000 créations d'entreprises par an. Entreprises innovantes, start-up, entrepreneurs, auto-entrepreneurs, c'est le nouveau visage du capitalisme français qui se dessine sous nos yeux, réalisant la convergence entre la dynamique émancipatrice chère à la gauche, et l'attachement à l'économie de marché chère à la droite, conférant un socle idéologique cohérent à la majorité parlementaire sortie des urnes aux dernières élections.

Ce socle idéologique repose sur la conviction que l'esprit d'entreprendre des citoyens est tout à la fois une source d'émancipation et d'accomplissement individuels et la source des richesses de la Nation. Ainsi, encourager avec volontarisme cette dynamique entrepreneuriale et lui offrir les moyens de donner ses pleines potentialités pour développer la société devient une nécessité reconnue collectivement. C'est le sens des Ordonnances réformant le code du travail, qui sont en train d'être adoptées sans ambages, parce que presque personne ne parle plus de " cadeaux offerts aux patrons ", mais bien de leviers efficaces pour ne refreiner aucune création d'emplois dont chaque entrepreneur peut enrichir la société.

Le nouveau patronat en mission

Hormis quelques tribuns qui haranguent les foules pour défendre une organisation sociale qui condamne notre pays – et en particulier sa jeunesse - au chômage de masse depuis 30 ans, les réformes en cours ou annoncées ne sont globalement plus perçues comme une menace, mais au contraire comme la promesse du rebond tant attendu. C'est en promouvant l'esprit d'entreprendre de ses citoyens que la France est en train de renouer avec son ambition émancipatrice, celle qui l'a fait abolir les privilèges et parler au monde des Droits de l'Homme. Pour poursuivre cette vocation, l'esprit des Lumières et l'esprit d'entreprendre doivent se combiner pour être les instruments conjoints d'élaboration d'un projet individuel que chaque citoyen se donnera les moyens d'entreprendre (littéralement, " prendre en main "), en tant que salarié ou en créant son entreprise, qu'importe, être entreprenant ne se limite pas à détenir un Kbis. Tous les registres de la vie sociale sont gagnés par cette dynamique de l'entrepreneuriat mis à la portée de tous, depuis les écoles, où se propagent depuis 10 ans les interventions comme celles de l'association " 100000 Entrepreneurs dans les Ecoles " ; dans les Universités, où fleurissent les Junior Entreprises ; dans les quartiers, où se multiplient des initiatives comme celle des Déterminés, association de jeunes qui accompagne des promotions d'entrepreneurs avec le soutien d'un nouveau patronat que se sent investi de la mission de propager et valoriser cette énergie créatrice dans tout le pays. Pas un secteur d'activité n'y échappe, de la culture au numérique, de l'agriculture à la fonction publique : partout fleurissent des initiatives de terrain destinées à éveiller les énergies, les projets disruptifs, les solutions innovantes.

Une nouvelle identité pour la France

Ceux qui ne voient dans cette dynamique qu'un phénomène économique n'ont pas pris la mesure de la lame de fond qui transforme notre pays. Il ne s'agit pas d'économie, il s'agit d'une nouvelle dimension culturelle, qui redonne son identité à notre Nation. Elle est capable de transcender les différences sociales ou d'origines en traçant la voie d'un chemin fédérateur : éveiller et entretenir son esprit créatif et entrepreneurial en poursuivant la réalisation d'un projet utile à la société, c'est un chemin de citoyenneté qui consolide la communauté nationale, et qui trace les contours les plus prometteurs de notre identité collective. Tous les défis de notre société sont à la portée de cette énergie-là. La reconstruction des banlieues, la transition énergétique, le défi alimentaire, le défi démographique... il n'est aucun domaine qui puisse échapper au potentiel créatif d'une Nation entreprenante, qui fait prendre conscience à tous ses enfants et citoyens qu'il n'est de richesses que celles que leurs compétences et leur opiniâtreté sont capables de créer.

Cette prise de conscience, qui vient des profondeurs de notre pays, a une portée plus large que les limites de notre seule Nation. Ce message a une portée universaliste, conforme à la vocation de la France à parler au monde. Promouvoir un capitalisme entrepreneurial est en train de redonner sa fierté à notre pays. Sous l'impulsion de la France, nul doute que cette voie est également en mesure de constituer une ambition fédératrice pour l'Europe, qui peut y retrouver un idéal commun en se fixant pour objectif d'être le continent célébrant et stimulant l'esprit d'entreprendre de ses 500 millions d'habitants, et de ceux qui veulent

le rejoindre. Challenges le 19 septembre 2017

Qu'on se le tienne pour dit ! Ce qui cloche dans cette démonstration, c'est que la force de travail a existé avant que voie le jour la première entreprise et elle survivra à l'entreprise privée...

Serions-nous sous influence ?

En guise de réponse à l'article de Challenge en quelque sorte.

Question : Pourquoi ne pourrions-nous pas envisager de passer immédiatement au communisme sans passer par la phase de transition que l'on a appelé socialiste au cours de laquelle les inégalités même très atténuées ou supportables persisteraient pendant que le capitalisme s'éteindrait, puisque nous sommes d'ores et déjà parvenu au stade où nous sommes en mesure de produire des richesses en abondance et de satisfaire tous les besoins matériels ou sociaux des hommes ?

Ne serait-ce pas cet aveuglement ou cette persistance à ne pas tenir compte du développement des forces productives, de la société qui nous conduirait à vouloir appliquer un scénario devenu obsolète et de fait irréalisable et qui risque de nous être fatal ? Oui et non, c'est mal poser la question.

K. Marx - ...quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (Critique du programme de Gotha - 1875)

La population mondiale est passée de moins d'1 milliards d'habitants au milieu du XIXe siècle à plus de 7 de nos jours, donc "le développement multiple des individus" est largement réalisé, quant aux forces productives elles se sont accrues dans des proportions colossales depuis le milieu du XIXe siècle, donc les conditions objectives existent pour appliquer ce principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! ».

Ce qui fait défaut, ce sont les conditions subjectives, la prise de conscience par les travailleurs que le processus matérialiste historique rend possible la réalisation de ce principe et qu'ils en sont les acteurs principaux.

Comment peut-on accepter de vivre un jour de plus dans une société aussi hideuse qui nous impose tant de maux ou souffrances, alors qu'elle recelle le potentiel de les supprimer du jour au lendemain ? Voilà le genre de questions élémentaires au côté desquelles passent les travailleurs, alors qu'elle devrait hanter leurs cerveaux jusqu'à ce qu'ils trouvent les réponses adéquates ou satisfaisantes.

(Marx évoquant les inégalités persistantes et leurs origines qu'il cite plus loin) - Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Ces "défauts", Marx les évoque ensuite : " l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel", le travail conçu seulement comme "un moyen de vivre" et non comme un "premier besoin vital", ces "défauts" subsistent après la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, elle en hérite du capitalisme, et même en s'attaquant à ses fondements, en expropriant les capitalistes du CAC40 et des grandes entreprises sans leur verser un centime, en déclarant dans la Constitution que le capitalisme est désormais hors la loi, que la propriété privée des moyens de production est abolie, qu'aucun homme n'a désormais le droit d'en exploiter un autre ou je ne sais quoi, il n'en demeurera pas moins qu'en dehors des rapports de production l'ensemble des rapports sociaux existant dans la société demeureront, le médecin va continuer d'avoir un statut supérieur à celui du tourneur ou de la caissière, un revenu supérieur, un mode de vie supérieur, ce qui changera uniquement, c'est que notre tourneur ou notre caissière n'auront plus à se tourmenter pour se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner, élever leurs enfants, etc. et ils disposeront de temps supplémentaire pour se livrer aux activités de leur choix, pour profiter de la vie comme l'on dit de manière un peu insouciant, car en réalité il s'agit de donner librement un sens à sa vie ou de la rendre plus agréable sans nuire à quiconque, bien au contraire, ce n'est pas pour rien que l'on affirme que le communisme constitue l'idéal humaniste le plus élevé qui soit.

Maintenant, si le stade de développement atteint de nos jours par les différents facteurs énumérés par Marx permettrait de se passer de la période préliminaire du socialisme que nous venons d'évoquer succinctement dans le paragraphe précédent, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité des travailleurs du pays concerné n'y seraient pas prêts et ceux du reste du monde encore moins, d'où semble-t-il l'impossibilité de faire l'économie de cette période transitoire ou de la sauter pour passer directement au communisme, à moins d'envisager un changement encore plus radical et procéder à l'abolition de la monnaie simultanément, auquel cas la question des inégalités ou de l'égalité matériel entre les hommes ou encore la répartition des richesses n'aurait plus aucune raison d'être ou se trouverait définitivement résolue, on aurait ainsi épuisé le sujet ou elle se serait éteinte également, scénario que personne n'ose envisager, mais qui lorsqu'on y réfléchit un peu n'est pas complètement

farfelu ou si précoce que cela, puisqu'il est l'exacte antithèse de la société qu'ils veulent nous imposer basée uniquement sur le marché ou l'argent.

On a tort de refuser d'admettre que le niveau de conscience des travailleurs ne serait pas un des facteurs déterminant de la lutte de classe ou de le négliger, et le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le cas de nos ennemis qui redoublent d'imagination et d'efforts pour les abêtirent ou conforter leur ignorance, eux ils ont l'avantage d'avoir une vision ou une conception globale de la lutte des classes, alors que la nôtre est étriquée, dogmatique, sclérosée et de ce fait impuissant à définir les tâches que le prolétariat doit accomplir pour progresser et aller de l'avant vers son émancipation.

C'est bien simple, on n'ose même plus avancer les principes qui définissent le socialisme ou le communisme, en réalité on subit l'influence de nos ennemis, et on se situe sur le même terrain qu'eux ou on les laisse fixer la règle du jeu qui est forcément à leur avantage, ensuite on s'étonne qu'elle soit communément acceptée par l'ensemble de la société et qu'on soit impuissant à la combattre.

Cherchez l'erreur.

Pourquoi certains refusent d'envisager la nécessité d'un affrontement avec le capitalisme ? Pardi, parce qu'ils ont un fil à la patte, il y a quelque chose qui les retient, le plus souvent inconsciemment, ils craignent d'y perdre s'ils n'en sortaient pas vainqueurs.

A quoi cela sert-il de faire étalage des méfaits ou excès du capitalisme et prôner son abolition, si on n'aborde pas la question des moyens et des objectifs politiques pour y parvenir ? A rien, cela revient à brasser du vent.

- Le grand escamotage néolibéral par Karim Zahidi (Source : Lava Revue - investigation.net)

Extrait.

Karl Marx a analysé le fait qu'un traitement égalitaire d'individus inégaux produit l'inégalité. Dans sa Critique du programme de Gotha, il parle également de l'égalité légaliste : « (...) C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure ; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune que tant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé. »

À l'idéal d'égalité légale, Marx oppose son célèbre « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Mais il réalise que l'on ne passera à une phase supérieure de l'histoire qu'après la liquidation de l'économie capitaliste, lorsque « l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé ». Pour combattre l'inégalité matérielle, tant que le capitalisme n'aura pas complètement disparu, on devra faire appel à des lois et des droits « inégaux et non égaux ».

Cela suppose-t-il un retour à l'Ancien Régime ? Pas nécessairement. Cette idée de l'égalité inégale, Marx l'a empruntée à Gracchus Babeuf, un révolutionnaire français, ennemi juré de l'Ancien Régime. Pour Babeuf, l'égalité inégale consiste en ce que l'État tient compte des conditions matérielles concrètes de chacun. Il est question ici d'inégalité, parce que Babeuf fait la distinction sur base des conditions matérielles de chaque individu séparément : celui qui a peu reçoit davantage. Mais ce traitement, au départ inégal sur le plan quantitatif, vise une égalité substantielle en fin de parcours. De plus, Babeuf combine l'inégalité et l'égalité, vu qu'il ne fait aucune distinction entre les individus de situation matérielle identique.

Ainsi, l'inégalité de Babeuf diffère essentiellement de l'inégalité devant la loi sous l'Ancien Régime : ce n'est pas la position sociale que l'on occupe (en tant que membre de la noblesse, membre du clergé ou simple citoyen) qui est déterminante, mais la situation matérielle de chacun. Tant que le capitalisme subsistera, cette égalité inégale devra être établie dans des lois et est donc aussi un principe légaliste d'égalité. (...)

Égalité des chances et égalité devant la loi : ce sont deux éléments du plaidoyer en vue d'évincer la redistribution. Ils ne sont pas concluants. Une politique d'égalité des chances qui veut être plus qu'une simple chimère doit nécessairement aller de pair avec une politique de la redistribution. L'idée de l'égalité légaliste à la Hayek n'est pas convaincante. C'est se servir de l'égalité des chances et de l'égalité devant la loi pour présenter comme une vérité gravée à jamais dans la pierre une idée de l'égalité historiquement située. Ainsi, on étouffe dans l'œuf la pensée et les aspirations à une société plus égalitaire.

Que l'égalité des chances et l'égalité devant la loi puissent être des instruments pour combattre l'inégalité ne signifie pas qu'on peut réduire la problématique de l'inégalité à ces seuls aspects. Ceux qui ne désirent pas se laisser enfermer dans les cadres de pensée préétablis du néolibéralisme feraient bien d'examiner de façon critique ces prétentions à l'exclusivité. Fin.

Qu'est-ce que signifie "on ne passera à une phase supérieure de l'histoire qu'après la liquidation de l'économie capitaliste", que signifie ou comment doit se traduire concrètement sur le plan politique cette "liquidation de l'économie capitaliste", l'auteur de cet article ne nous le dit pas parce qu'il n'envisage pas sérieusement "la liquidation de l'économie capitaliste", il fait l'impasse

dessus en se concentrant sur "une politique de la redistribution"...

Extrait.

- Les manifestations d'aversion contre la démocratie dans la bouche des porte-étendard du néolibéralisme ne sont pas des dérapages. Elles sont l'émanation logique de l'idée néolibérale de la société de marché. Une telle société ne supporte en effet pas la moindre démocratie substantielle, car il existe alors toujours le risque de voir le peuple prendre une décision qui ne concorderait pas avec la logique du marché. Hayek, lui aussi, trouvait inconciliables la démocratie et la société de marché. Aussi exprimait-il sans sourciller sa préférence pour un « dictateur libéral » plutôt que pour une « démocratie non libérale ».

LVOG - Ce qu'il faut comprendre, c'est que le néolibéralisme s'inscrit dans un processus dialectique, il correspond aux besoins du capitalisme parvenu à un stade précis de son développement, il n'aurait pas pu naître à une autre époque que celle de l'impérialisme pourrissant. Concurrence, monopole, oligopole ; artisanat, manufacture ou usine, conglomérat ; marchand, capitaliste, impérialiste ; commerce, industrie, banque ou finance, etc. Le développement des moyens de communication devait favoriser les échanges ou le commerce et conduire à la concentration des richesses et du pouvoir du marchand qui allait devenir un bourgeois.

Ce processus allait accroître la population des villes et permettre l'essor de la division du travail qui plus tard sera étendue à l'échelle mondiale. Cela allait permettre de donner naissance à de nouveaux besoins et favoriser la production des marchandises correspondantes pour les satisfaire. Et il devait fatalement arriver un jour où la démographie mondiale ayant atteint un niveau démentiel, il serait inconcevable de satisfaire ces besoins gigantesques, tandis qu'une infime minorité concentrerait l'essentiel des richesses produites. Il allait donc falloir envisager sérieusement : soit de liquider des milliards d'êtres humains, ce qui paraît irréalisable ou prendrait un certain temps, soit de leur imposer un régime politique apte à leur imposer des conditions d'existence de plus en plus sordides sans qu'ils puissent contester l'ordre établi. Il suffirait de se servir de l'extrême hétérogénéité de la société pour la diviser, la déchirer, la livrer au chaos de manière à anéantir tout espoir de vie meilleure ou de la changer, d'abuser des faiblesses de la nature humaine pour la corrompre, de sorte que quoi qu'il arrive ceux qui détenaient le pouvoir le conserve et le renforce en s'enrichissant toujours plus au détriment du reste de la société ou de l'humanité.

La putréfaction du capitalisme atteint toutes les classes au lieu de les préserver ou de les développer, dans ce sens la lutte des classes aussi doit disparaître, donc toute trace même en filigrane de la démocratie.

Qui se prend pour Napoléon, devinez ?

- "Il y a beaucoup de jeunes, oui, et de diplômés, oui. J'assume. Les maréchaux d'Empire (qui entouraient Napoléon) étaient jeunes et ce n'étaient pas des paysans, ils avaient fait l'école de guerre".

- "Le coup de balai intégral, ce n'est pas sérieux. Même Napoléon à côté de ses jeunes maréchaux d'Empire est allé piocher dans l'Ancien régime". Philippe Besson - Un personnage de roman (Julliard)

L'erreur, c'est la lutte des classes, qu'est-ce qu'on était con de ne pas y avoir pensé plus tôt !

Pour l'historien Emmanuel Todd, la vraie fracture n'est aujourd'hui plus sociale, mais éducative.

Libération. La lutte des classes sociales est remplacée par la lutte entre les classes éducatives ?

Todd. Oui, même si revenus et éducation sont fortement corrélés. La meilleure variable pour observer les différences entre les groupes est aujourd'hui le niveau éducatif.

Libération. La France insoumise est-elle une tentative de renouer le contact entre élite et peuple ?

Mais ce qui est vraiment original dans l'électorat de Mélenchon, c'est son caractère transclassiste. Ouvriers, employés, professions intermédiaires, diplômés du supérieur : toutes les catégories sociales y sont représentées. En ce sens, les progrès de La France insoumise ne seraient pas une nouvelle forme de gauchisme, mais exactement l'inverse : une certaine forme de réconciliation des catégories sociales et éducatives françaises. Reste à savoir si Mélenchon a dans la tête ce qu'il faut pour gérer une telle réconciliation.

Sur BFM : « On ne peut sortir la France d'un point de vue de gauche, de contestation du système, modérée, qu'avec l'appui des américains ».

Un internaute. "Et propose donc de se rapprocher d'un pays dont le système familial est indifférent aux inégalités... Ne disait-il pas que la « France pourrait sortir d'un point de point de vue de gauche » ?"

Heureusement que la majorité ne se sent pas (encore) concernée.

- Deux tiers des Français jugent que la réforme va "favoriser les licenciements" - AFP

Plus des deux tiers des Français (68%) estiment que les ordonnances sur le Code du travail vont "favoriser les licenciements" et 53% que la politique du gouvernement bénéficie "aux plus aisés", selon un sondage réalisé par Viavoice et publié lundi par Libération. AFP 18 septembre 2017

Ils ont donc conscience que les ordonnances ou la politique du gouvernement vont favoriser les intérêts de la classe des capitalistes au détriment de celle de la classe ouvrière ou l'ensemble des travailleurs, mais apparemment ce n'est pas suffisant pour qu'ils se mobilisent contre. Ceci a peut-être quelque chose à voir avec ce qui a été exposé précédemment.

- La politique d'Emmanuel Macron bénéficie aux plus aisés, selon 53% des Français - Franceinfo

Selon un sondage réalisé par Viavoice et publié lundi 18 septembre par Libération.

A la question de savoir qui "la politique économique du président de la République et du gouvernement vise à aider en priorité", 53% des sondés répondent "les catégories les plus aisées", 12% "les classes moyennes", 11% "les catégories populaires". A la question "[Emmanuel Macron] mène-t-il une politique de droite ou de gauche ?", 43% estiment que la politique économique est actuellement de "droite", 31% la jugent "équilibrée entre droite et gauche" et 6% "de gauche".

Six sondés sur dix craignent une hausse de la précarité

Concernant la réforme du Code du travail, 68% des personnes interrogées estiment que "la réforme favorisera les licenciements" et 65% pensent qu'elle "affaiblira le rôle des syndicats". Pour 60% des sondés, la réforme va "accroître la précarité des salariés". Les personnes interrogées jugent aussi à 55% que le droit du travail n'est actuellement "pas assez protecteur". "Un pourcentage en progression de sept points en deux ans", relève Libération. Franceinfo 18 septembre 2017

Ils font les sondages comme ils font les présidents.

- Regain de popularité en septembre pour Macron qui remonte à 45% - AFP

La cote de popularité d'Emmanuel Macron repart à la hausse en septembre, avec 45% de personnes satisfaites, soit une remontée de 5 points qui intervient après la forte baisse (24 points cumulés) au cours des deux mois précédents, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche (JDD). AFP 24 septembre 2017

Certes, certes, certes...

Le malheur des uns fait le bonheur des autres, et qui s'en plaindrait quand on fait partie des heureux élus qui peuvent facilement se donner bonne conscience en se disant que si ce n'était pas eux qui en profitaient... L'essentiel, c'est d'être servi sans se soucier de savoir ni dans quelles conditions ni du sort de ceux pour qui au quotidien l'existence est un cauchemar.

Et pourvu que cela dure !

Certes, certes, c'est injuste, mais qu'y peut-on, rien de préférence. Non, nous n'avons jamais souhaité vivre dans une telle société, maintenant elle existe et il faut bien faire avec... du moment qu'elle ne nous réserve pas les restes ou les rogatons tombés de la table des nantis.

Libération (le milliardaire Drahi), Laurent Joffrin :

Joffrin - Certes, il y a plus de pauvres en Allemagne qu'en France. Certes, les lois Hartz ont précarisé beaucoup de salariés.

Certes, c'est le prédécesseur de la chancelière, Gerhard Schröder, qui a brûlé les convictions de son parti pour assurer, au prix fort, la compétitivité du «site Allemagne» dans la mondialisation.

LVOG - Quelle merveille ces pays, le monde transformé en une immense salle des marchés aux esclaves !

Joffrin - ...un chômage minimal, une industrie impérieuse, un excédent commercial colossal, un niveau de vie élevé, une société toujours solidaire même si les médications récentes ont aiguisé les inégalités. Libération le 21 septembre 2017.

Il relaie ce que pense la majorité des Allemands...

[A propos des manifestations des 19, 21 et 23 septembre, des ordonnances...](#)

Entre 30.000 et 150.000 personnes ont manifesté samedi à Paris à l'appel de Jean-Luc Mélenchon contre le "coup d'Etat social" d'Emmanuel Macron, contre lequel le président de La France insoumise a appelé à une résistance populaire massive. Franceinfo 24 septembre 2017

Bref, nationalement il n'a pas mobilisé plus de 1% des électeurs qui avaient voté pour lui lors de la présidentielle. Normal quand la révolution se réduit aux "urnes" !

Des mobilisations inutiles et vouées à l'échec, mais il est de bon ton de les louer pour maintenir le moral des troupes à défaut de pouvoir les galvaniser. En réalité plus personne n'y croit, mais personne ne veut l'avouer et encore moins essayer de comprendre pourquoi, dans ces conditions la situation est vouée à empirer indéfiniment. On fournira plus loin une explication parmi d'autres qui permettra de comprendre pourquoi, puisqu'on n'a rien appris ou retenu de l'expérience grecque des dernières années ou même américaine qui l'avait précédée.

Ils font partie de la panoplie des agents provocateurs et autre indics d'un Etat policier.

Les black blocs sont des militants cagoulés issus du Mouvement inter-luttes indépendant et associés aux antifascistes et à l'extrême-gauche qui sont régulièrement pointés du doigt et accusés de violences, selon le Huffington Post.

Un internaute :

- "Les Black et autre casseurs sont les premiers à être instrumentalisés, sous les manifs contre la loi El Khonnery on les laissait faire devant les caméras avec limite une autorisation, sans compter les infiltrés de la police bien là pour attiser ...ça effraie les vieux et les crédules, donc derrière l'effroi...ça réclame la rigidité et accepte que des gamins finissent éborgnés et des passants matraqués car trop près, un Etat policier!"

Ils sont sponsorisés par les médias-oligarques...

Mélenchon place de la République à Paris le 23 septembre.

"Monsieur le président, il vous reste à consulter l'Histoire de France pour apprendre que c'est la rue qui a abattu les rois, c'est la rue qui a abattu les nazis, c'est la rue qui a protégé la République contre les généraux félons, c'est la rue qui a obtenu la quatrième semaine de congés payés, c'est la rue qui a abattu le plan Juppé, c'est la rue en 2006 qui a obtenu le retrait du CPE", a-t-il affirmé dans une anaphore ponctuées des trois mots d'ordre de la journée: "dégagez, résistance, ça suffit". (Il s'adresse à Macron, alors qu'il n'a aucune légitimité, et il ne se soucie guère de le rappeler. - LVOG)

"Personne n'avait jamais parlé au peuple français de cette façon. Ni les rois, ni les gouvernements engagés dans la confrontation la plus dure avec le peuple, n'avaient traité les Français de fainéants, de cyniques, de névrosés, d'emmerdeurs, d'abrutis", a-t-il déclaré. (Ils ne les traitèrent pas ainsi, ils les ignorèrent ou s'en servirent comme chair à canon ! - LVOG)

"Dans le fond, ce que vous voyez, c'est la chienlit libérale", a-t-il dit. (On préfère le chaos quand on ne se reconnaît pas dans le gaullisme. - LVOG)

"Ces gens détruisent tout ce que nous avons construit", a-t-il ajouté en parlant du "saccage" de l'éducation nationale, du logement social, des retraites et des hôpitaux. (Ces "gens" représentent un ordre social, une classe sociale, cela s'appelle la lutte des classes. - LVOG)

"Je souhaite, avec les organisations syndicales, et nous sommes prêts à nous ranger derrière elle, une action forte et dense", a-t-il lancé, évoquant la possibilité de "déferler à un million sur les Champs-Élysées". (Encore un haut lieu de la lutte des classes ! Pour quoi faire ? La réponse est ci-dessous et l'oligarchie en tremble déjà ! - LVOG)

D'ici là, il appelle samedi 30 septembre à un concours de "casserolades". Le principe repris ces derniers jours par les indépendantistes catalans est simple: faire un maximum de bruit pour "empêcher de dormir ceux qui vous pourrissent la vie". (Gesticulation pathétique ! - LVOG)

«Nous ne sommes pas, en dépit des apparences, en monarchie. Il existe encore un encombrement qui s'appelle le Parlement, dont on a essayé de vous faire croire qu'il était une caverne de brigands» a poursuivi Jean-Luc Mélenchon. (Un Parlement placé sous

la tutelle d'un monarque qui peut le dissoudre à volonté, selon la Constitution de la Ve République. Il faut bien qu'il justifie sa participation au Parlement, sa collaboration à un régime qui tient d'une monarchie constitutionnelle que le couronnement du marché vient sacrer. - LVOG)

Et l'ancien candidat à la présidentielle d'adresser une ultime mise en garde pour conclure et rappeler son véritable objectif. "A la fin de la rue, souvent, il y a les élections." huffingtonpost.fr et Reuters 23 septembre 2017

Ouf, il n'y a pas la révolution !

Négationnisme. Ce sont des "démocrates et républicains" qui ont préféré porter au pouvoir "la fange nazie" plutôt que le socialisme...

Christophe Castaner a estimé sur Twitter qu'il était "indigne de porter (l'écharpe tricolore de député) quand on mêle démocrates et républicains à la fange nazie".

De son côté, Richard Ferrand, président du groupe La République en Marche à l'Assemblée, a dénoncé sur le réseau social des "amalgames délirants" et "déhonorants". Reuters 23 septembre 2017

Répondre à ces raclures serait leur faire bien trop d'honneur.

Vous savez ce qu'ils vous disent ?

- Castaner s'oppose "au fait qu'on emmerde les Français" - Reuters

Le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a déclaré mercredi qu'il respectait le droit de manifester mais qu'il s'opposait au fait qu'"on emmerde les Français" en bloquant la France, à la veille d'une nouvelle journée de mobilisation contre la réforme du code du travail.

"(...) Il est important de rappeler qu'aujourd'hui il y a un pouvoir légitime", a-t-il dit. Reuters 20 septembre 2017

"Un pouvoir légitime", mais de quoi parle-t-il ?

Florence Drory a été élu députée LREM avec 5,23% des voix des électeurs inscrits. Roland Lescure a été élu député LREM avec 5,81% des voix des électeurs inscrits. Samantha Cazebonne a été élu députée LREM avec 6,09% des voix des électeurs inscrits.

Nous ne sommes pas en monarchie, quoique...

- Trois ans de travaux pour faire "renaître" Azay-le-Rideau, joyau de la Renaissance - AFP

Trois ans de travaux et huit millions d'euros ont été nécessaires pour faire "renaître" le château d'Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire), un joyau de la Renaissance française reflété par les "miroirs d'eau" qui en font l'une des icônes du Val de Loire. AFP 23 septembre 2017

Réforme du Code du travail : Emmanuel Macron signe les ordonnances - Franceinfo

Il aura fallu quatre mois pour mener cette réforme du Code du travail, un temps record. Vendredi 22 septembre, Emmanuel Macron a signé les cinq ordonnances qui réforment le Code du travail. La mise en scène est maîtrisée, avec d'un côté Muriel Pénicaud, ministre du Travail, et Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement. "Jamais une réforme d'une telle ampleur n'a été faite depuis le début de la Vème république, et en un temps si court", a déclaré le chef de l'État. Franceinfo 23 septembre 2017

Qui a dit ?

"il y a des gens qui râlent tout le temps pour tout, donc râlez, mais moi je suis content"

Jupiter à Marseille jeudi 21 septembre. (Franceinfo 22 septembre 2017)

'Il y a une vraie réforme du marché du travail qui est nécessaire parce qu'aujourd'hui on produit beaucoup trop de chômage".

... et pas suffisamment d'esclave taillable et corvéable à merci. Merci, on avait compris.

Mimétisme.

- Valls veut la "réussite" de Macron et veut y "contribuer" - AFP

Faites donc, ne vous gênez pas, vous nous rendrez service...

- Jean-Luc Mélenchon : "Les communistes sont mes amis" - Zap Politique

Les amis de mes ennemis sont mes ennemis, tant pis pour lui, il l'aura voulu.

Qui a dit ?

- « La démocratie se fait partout. Il y a la démocratie politique : cela passe par les urnes. ».

- "La démocratie politique passe par les urnes"

Réponse : Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT qui a appelé à voter Macron qui ne le contredira pas : "la démocratie n'est pas dans la rue". (Source : Franceinfo 22 septembre 2017) En fait Martinez est comblé !

Quand ils mettent à la disposition des patrons le licenciement prêt à l'emploi et sans risque.

Le gouvernement prévoit un formulaire Cerfa pour licencier à moindre risque. - lentreprise.lexpress.fr

Parmi toutes les solutions envisagées par le gouvernement pour sécuriser la rupture des contrats de travail, la création de modèles types de lettre de licenciement.

Sécuriser la rupture du contrat de travail pour lever les freins à l'embauche. Ce leitmotiv patronal, pris avec le plus grand sérieux par l'exécutif, est désormais bien connu. Outre la barémisation des dommages et intérêts en cas de licenciement abusif et la réduction des délais de contestation aux prud'hommes, le gouvernement envisage, pour atténuer les peurs des employeurs, de limiter les risques liés aux vices de forme dans les procédures de licenciement.

C'est pour cette raison que devrait être créé un formulaire Cerfa spécial licenciement.

Un modèle-type "permettrait de "sécuriser l'employeur, en clarifiant les exigences de forme nécessaires à l'énoncé des motifs du licenciement."

À remplir des cases, on risque moins les sorties de route, c'est sûr. Les entreprises sont habituées aux formulaires Cerfa. Elles en remplissent un par exemple pour chaque déclaration préalable à l'embauche, ou pour déclarer annuellement leur TVA.

Par ailleurs, considérant que les collaborateurs qui se voient annoncer leur licenciement sont toujours demandeurs de plus d'explication que ce qui figure dans la lettre, et que cette incompréhension du motif peut les conduire sur la voie du contentieux, le gouvernement entend "permettre au salarié, indépendamment de toute instance judiciaire, de demander à son employeur des explications complémentaires sur certains griefs qui lui sont reprochés, explications qui pourraient désamorcer le conflit en amont".

Surprenante mesure... Dialoguer et expliquer au salarié les raisons pour lesquelles on est malheureusement obligé de se séparer de lui: n'est-ce pas le but de l'entretien préalable au licenciement, obligatoire? lentreprise.lexpress.fr le 29/06/2017

[Quelle formidable menace pèse sur nous !](#)

- Front national : le divorce entre Florian Philippot et Marine Le Pen - Franceinfo

On a envie de dire : Rien à foutre du FN et de Le Pen et Cie, d'ailleurs je crois l'avoir déjà dit. Il n'y a que des abrutis pour y prêter attention, de préférence de la pseudo-gauche et extrême gauche qui fraient avec de véritables extrémistes de droites qui se présentent comme des antifascistes, ne reconnaissant pas dans le néolibéralisme une idéologie d'extrême droite.

La minable prestation télé de Marine Le Pen face à Macron l'avait confirmé si besoin était.

Allez faire comprendre à ces crétins de la pseudo-gauche et extrême gauche qu'ils agitent la menace de l'extrême droite pour tenir les travailleurs à l'écart de la véritable extrême gauche qui incarne le socialisme. Ils leur disent : Méfiez-vous des extrêmes, de

sorte qu'il ne viendra à l'esprit de personne que ceux qui leur tiennent ce discours incarnent l'extrême droite ou mènent une politique en tous points conforme au programme de l'extrême droite, sans recourir à la violence pour le moment, en s'en tenant aux moyens mafieux dont ils disposent du fait qu'ils détiennent tous les pouvoirs.

Voici une application de l'instrumentalisation du FN en deux temps.

- Les Français dressent un portrait sévère de Mélenchon, selon un sondage Odoxa - Reuters

Les Français dressent un portrait sévère de Jean-Luc Mélenchon, jugé "proche des gens" mais pas sympathique ni compétent, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi soir.

D'après cette enquête, les sondés sont 58% à avoir une "mauvaise opinion" du leader de la France insoumise, qui ferait un "mauvais président" aux dires de 66% d'entre eux.

Si une majorité de personnes interrogées (56%) jugent le député de Marseille "proche des gens", elles sont nombreuses à dresser de lui un portrait sévère : 68% le jugent "agressif", 63% pensent qu'il est "trop perso", 55% le considèrent "pas sympathique" et 53% "pas compétent". Reuters 22 septembre 2017

Pour qu'un amalgame entre différents acteurs soit plausible, il faut que ses différents acteurs aient un ou plusieurs points communs, au besoin on les invente en ne tenant pas compte de leur intention ou orientation respective. Cela fera naître le doute ou donnera lieu aux pires confusions ou méprises qui soient dans la tête de ceux qui pouvaient se reconnaître de près ou de loin dans la politique d'un de ces acteurs, et qui finalement refusera de lui accorder sa confiance, le but recherché.

- Près de six Français sur dix ont une mauvaise opinion de Mélenchon - AFP

Mais alors qui sont les 4 sur dix qui auraient une bonne opinion de Mélenchon ? Réponse :

- Mélenchon tend les bras aux FN «fâchés mais pas fachos» - LeFigaro.fr

Selon notre sondage, 36 % des sympathisants du FN ont une bonne image du leader de La France insoumise. LeFigaro.fr 22 septembre 2017

[On se disait bien que la pseudo-extrême gauche était de droite.](#)

- Hillary Clinton finance l'extrême-gauche US - Réseau Voltaire 20 septembre 2017

Hillary Clinton a versé 800 000 dollars à cinq groupes d'extrême-gauche via le Super-Pac Onward Together, révèle le Daily Caller.

Les heureux bénéficiaires sont :

- Indivisible (déjà bénéficiaire des largesses de George Soros, il dément pourtant —malgré les documents de la Commission électorale— avoir reçu des dons de Soros et Clinton)
- Swing Left,
- Color of Change,
- Emerge America
- Run for Something. Réseau Voltaire 20 septembre 2017

Méfiez-vous comme de la peste de toutes ces organisations qui surgissent spontanément et qui se caractérisent d'extrême gauche, antifascistes, etc. et qui font l'objet d'une attention particulière de la part des médias, attention pas forcément flatteuse mais toujours intéressée, selon le principe que le meilleur moyen de faire connaître une organisation ou de la propulser en avant est d'en parler, plus ils en parleront plus elle sera susceptible de recruter des adeptes à leur insu, puisqu'ils en ignoreront les véritables intentions ou de quelle manière elle compte les manipuler pour atteindre des objectifs inavouables qui sont à la fois tournés contre le mouvement ouvrier et contre la classe ouvrière, la jeunesse en particulier.

[Ils osent tout, vous en doutiez encore ? Made in USA.](#)

Détruire "totalement" un pays et massacrer sa population.

La représentante permanente des Etats-Unis à l'Onu, Nikki Haley, a estimé dimanche que "si la Corée du Nord continue d'avoir ce comportement téméraire, si les Etats-Unis doivent se défendre ou défendre leurs alliés de quelque façon, la Corée du Nord

sera détruite..." Reuters 17 septembre 2017

"Les États-Unis ont une grande force et une grande patience, mais s'ils sont forcés de se défendre ou de défendre leurs alliés, nous n'aurons pas d'autres choix que de détruire totalement la Corée du Nord", a poursuivi le président américain. Franceinfo 19 septembre 2017

Racisme institutionnel.

- Etats-Unis: encore des violences à St. Louis après l'acquittement d'un policier - AFP

Bioterrorisme. Prédiction d'un eugéniste milliardaire actionnaire de Monsanto (notamment).

Bill Gates met en garde contre une pandémie pouvant tuer 30 millions de personnes

L'humanité pourrait connaître une immense pandémie, aussi forte que celle de la grippe pandémique que le monde a connue en 1918, d'après le milliardaire Bill Gates. Dans le rapport annuel Goalkeepers, il évoque la menace la plus terrible à laquelle le monde pourrait faire face dans la prochaine décennie en emportant environ 30 millions de vies.

La menace inévitable qui s'approche à grands pas de l'humanité serait une éventuelle éruption pandémique, qui serait capable de tuer environ 30 millions personnes, indique Bill Gates dans le récent rapport Goalkeepers. Annuellement, ce rapport de la fondation de Bill et Melinda Gates présente les dernières découvertes mondiales dans le domaine de la santé publique.

«Nous arrivons sur le centenaire de la grippe pandémique de 1918», a déclaré Bill Gates à Business Insider. «Nous avons heureusement été épargné de telles pandémies pendant ces 100 dernières années, mais il est inévitable qu'une éruption pandémique de virulence égale apparaisse».

Un simple virus de la grippe pourra provoquer une pandémie dans le futur, étant capable de se déclencher naturellement ou à l'aide de bioterroristes qui seront en mesure de synthétiser une souche de bactéries, poursuit le milliardaire. D'après Bill Gates, un tel virus serait capable de tuer plus de 30 millions de personnes en moins d'un an. Le milliardaire estime qu'une pandémie de cette échelle pourrait se déclencher dans les 10 à 15 années à venir.

Lors d'une conférence de presse, Bill Gates a déclaré qu'il y aurait du progrès dans le domaine du traitement des maladies chroniques et infectieuses, pourtant, d'après lui, l'humanité n'est pas encore préparée à faire face à leur variété. La fièvre des marais, la pneumonie et le VIH sont encore très répandus dans les pays en voie de développement. On trouve partout dans le monde des maladies chroniques, telles que le diabète, la maladie d'Alzheimer et d'autres maladies neurologiques. sputniknews.com 18.09

Diabète, maladie d'Alzheimer et autres maladies neurologiques sont dans bien des cas les conséquences des produits conçus et commercialisés par les multinationales criminelles de l'agro-alimentaire, du secteur pharmaceutique et de l'industrie en général. Ils renferment un tas de molécules ou de substances chimiques inutiles ou nuisibles à la santé qui favorisent le développement de masse de ces maladies à l'échelle planétaire.

[Ils osent tout. Attentions plus que douteuses.](#)

- Les Etats du Golfe priés de s'impliquer contre la famine au Yémen - Reuters

Que faire des rogatons ? Quelle cruauté !

- Paris : un des plus grands chefs du monde veut ouvrir un restaurant pour les démunis - LeFigaro.fr

L'Italien Massimo Bottura, dont le restaurant à Modène a été élu meilleure table du monde en 2016, rêve de mettre en place dans la capitale un «refettorio», soupe populaire moderne où de grands chefs cuisinent pour les personnes en difficulté. LeFigaro.fr 23 septembre 2017

C'est à croire qu'il va leur manquer !

Décès de l'ancien leader des Frères musulmans Mehdi Akef - AFP

L'ancien guide suprême des Frères musulmans Mohammed Mehdi Akef est mort vendredi à 89 ans dans un hôpital du Caire, a annoncé sa fille. AFP 23 septembre 2017

Quand les multinationales ont pris le pouvoir.

- La révolte des ouvriers serbes face à leurs patrons étrangers - AFP

Qualifiés, bon marché, peu protégés par la loi, les ouvriers serbes ont tout pour plaire aux multinationales étrangères. Mais la grogne monte parmi les travailleurs du plus grand pays des Balkans, candidat à l'Union européenne.

La grève des ouvriers de Fiat fin juin a marqué les esprits. Les 2.400 ouvriers de l'usine de Kragujevac dans le centre du pays demandaient une hausse de leur salaire de plus de 18%. Une demande qui peut sembler exorbitante pour qui ignore que cela aurait fait passer leur traitement à... 370 euros mensuels. Soit 30 euros en dessous du salaire moyen de ce pays, qui négocie son adhésion à l'Union européenne.

Ce fut la première crise qu'eut à gérer la Première ministre Ana Brnabic, une jeune technocrate de 41 ans. Elle l'a gérée en prévenant les syndicats que Fiat ne négocierait pas tant que la grève continuerait. De son côté, le constructeur italien choisissait le silence, laissant se répandre les rumeurs de départ du pays où il est installé depuis les années 1950.

Une perspective inquiétante pour un pays où le taux de chômage avoisine les 15% et où les exportations de Fiat (382,2 millions d'euros au premier quadrimestre 2017) pèsent pour 3% du PIB, selon l'institut national des statistiques. L'été passé, les négociations ont abouti à un accord sur une augmentation des salaires indexée sur le taux d'inflation projeté, soit 4,5% pour 2018.

Malgré cette issue, Ranka Savic, une dirigeante du syndicat ASNS, ne décolère pas: l'Etat "laisse les multinationales faire ce qu'elles veulent, pour pouvoir se targuer d'un taux d'embauche historique", dit cette dirigeante d'un des principaux syndicats serbes.

Pour les attirer, les investisseurs étrangers se voient offrir aides à l'emploi et exonérations fiscales. Sollicité, le Conseil des investisseurs étrangers en Serbie s'est refusé à commenter.

Emblématique, la grève de Fiat ne fut pas le seul signe de la grogne qui monte. Salaires payés en retard, charges sociales "oubliées", heures supplémentaires non rémunérées, conditions de travail désastreuses: la presse rapporte régulièrement de tels abus.

Le groupe sud-coréen Yura, spécialisé dans l'équipement électronique automobile, avait ainsi été au centre d'une tempête médiatique en 2016, avec des récits d'abus, de harcèlement, ou de refus de laisser les ouvriers se rendre aux toilettes dans l'usine de Leskovac (sud). L'histoire d'une mère célibataire atteinte d'une tumeur, dont le contrat n'avait pas été prolongé, avait suscité une vive émotion en Serbie.

Yura, sollicitée par l'AFP par courriel, n'a pas réagi. De son côté, l'inspection du travail n'avait pas trouvé trace de "comportement contraire aux règles".

Mais les ouvriers "ont trop peur pour confirmer publiquement" ces accusations, affirme la rédactrice en chef de Nova Ekonomija, Biljana Stepanovic. Pour Ranka Savic, les ouvriers craignent "de perdre le peu de salaire qu'ils gagnent" dans un pays où l'assurance chômage est ridiculement faible. Notamment dans le sud déshérité du pays.

Mais les 300 ouvriers de l'usine de wagons de Smederevska Palanka (80 km au sud de Belgrade) n'ont plus rien à perdre. Ils ne sont plus payés depuis le début de l'année et sont en grève depuis le printemps. Ils viennent d'organiser une manifestation à Belgrade pour supplier le gouvernement de les aider. En mars, un de leurs collègues, Dragan Mladenovic, 56 ans, s'est pendu dans l'usine.

Après avoir acquis Gosa en 2007, ZOS l'a revendu à une société chypriote en avril 2017. Interrogée, la compagnie slovaque a indiqué qu'elle ne répondrait pas aux questions sur Gosa, qui ne lui appartient plus. Quant à la société chypriote, ses locaux se résument à un simple bureau à Nicosie, où on ne commente pas plus.

"Au début c'était correct, mais d'année en année nos salaires ont diminué, jusqu'au strict minimum, et nos obligations se sont multipliées (...) Au final, ils ont cessé de payer nos salaires", raconte l'ouvrier Dobrica Stevanovic, 60 ans, qui ne peut prendre sa retraite, les charges patronales n'ayant pas été payées par ZOS Tranava, selon les syndicats.

Ces ouvriers de Gosa "sont le symbole d'une classe ouvrière écrasée", a déclaré Bosko Obradovic, leader du parti de droite traditionaliste, Dveri. "Le problème c'est l'Etat qui laisse faire".

"Si le président" Aleksandar Vucic "vante lui même une main d'oeuvre bon marché, pourquoi l'investisseur ferait-il un effort ? Les gens sont à bout. Ils acceptent ce qu'on leur propose", regrette Biljana Stepanovic. AFP17 septembre 2017

A propos de Myanmar.

Désinformation.

- L'Arsa, une rébellion armée aux contours encore flous - Liberation.fr

Un groupe de Rohingyas s'est fait connaître il y a près d'un an en attaquant des poste-frontières, tout en réfutant tout lien avec les groupes terroristes. Liberation.fr

- Aung San Suu Kyi, la fuite dans le déni - Liberation.fr

Elle a refusé de venir parler à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies. Liberation.fr

Information.

- Myanmar: de l'essence et du feu, mais pas le Bien contre le Mal - investigaction.net le 20 septembre 2017

La crise qui se déroule au Myanmar en Asie du Sud-Est a confondu de nombreux analystes géopolitiques en raison de son histoire complexe et de la couverture intentionnellement trompeuse et maintenant contradictoire fournie par les médias occidentaux.

L'actuel gouvernement du Myanmar est dirigé par Aung San Suu Kyi et sa Ligue nationale pour la démocratie (NLD). Ce parti est monté au pouvoir après une lutte de plusieurs décennies contre les militaires qui ont gouverné la nation durant plusieurs dizaines d'années.

Suu Kyi et sa NLD sont les bénéficiaires de dizaines de millions de dollars étasuniens, britanniques et européens. Des fronts de réseaux entiers, présentés comme des organisations non gouvernementales (ONG), ont été créés pour saper et écraser les institutions souveraines du Myanmar.

L'étendue de ce soutien et de ce financement est documentée par de nombreuses organisations occidentales mêmes, notamment la Burma Campaign UK qui, dans son rapport de 36 pages en 2006, «Négliger le peuple de Birmanie ?» explique en détail comment elle et ses homologues US ont construit la domination politique aujourd'hui impressionnante de Suu Kyi sur le Myanmar.

Le rapport indique explicitement:

La Fondation nationale pour la démocratie (NED – voir l'annexe 1, page 27) a été à l'avant-garde des efforts de notre programme visant à promouvoir la démocratie et l'amélioration des droits de l'homme en Birmanie depuis 1996. Nous fournissons un financement de 2 500 000 \$ au cours de l'exercice 2003 affecté à la Birmanie dans le cadre de la Loi sur les opérations à l'étranger. Le NED utilisera ces fonds pour soutenir les organisations de promotion de la démocratie en Birmanie ainsi que les minorités ethniques par le biais d'un programme de subventions. Les projets financés sont conçus pour diffuser des informations à l'intérieur de la Birmanie en faveur du développement démocratique de la Birmanie, créer des infrastructures et des institutions démocratiques, améliorer la collecte d'informations sur les violations des droits de l'homme par les militaires birmans et renforcer les capacités de restauration de la démocratie lorsque des ouvertures politiques se produisent et que les exilés / réfugiés reviennent.

Le rapport indique également: Voice of America (VOA) et Radio Free Asia (RFA) ont des services en Birmanie. VOA diffuse un mix de nouvelles et d'informations internationales de 30 minutes trois fois par jour. RFA diffuse des nouvelles et des informations sur la Birmanie deux heures par jour.

Les sites Web VOA et RFA contiennent également du matériel audio et écrit en birman et en anglais. Par exemple, l'éditorial de VOA, le 10 octobre 2003, « Release Aung San Suu Kyi » figure en bonne place dans la section birmane de VOAnews.com. Le site Web de RFA met à disposition des versions audio des 16 discours d'Aung San Suu Kyi du 27 au 29 mai 2003. La radiodiffusion internationale américaine fournit des informations cruciales à une population qui se voit refuser les bienfaits de la liberté d'information par son gouvernement.

En ce qui concerne l'endoctrinement et l'éducation des futurs dirigeants de ce bloc politique mandaté par l'Occident, le rapport indique:

Le Département d'État a versé 150 000 \$ pour l'exercice 2001-2002 en vue de fournir des bourses aux jeunes Birmans à travers Prospect Birmanie, une organisation partenaire ayant des liens étroits avec Aung San Suu Kyi. Avec les fonds de l'exercice 2003/04, nous prévoyons de soutenir encore le travail de Prospect Birmanie qui a fait ses preuves dans la gestion des bourses d'études destinées aux personnes privées d'opportunités éducatives par la répression continue de la junte militaire, alors que ces personnes sont engagées dans le retour à la démocratie en Birmanie.

Reconnu coupable de crimes financiers, George Soros est également de la partie avec son Open Society. En ce qui concerne leur ingérence dans les affaires politiques internes du Myanmar, le rapport indique: Notre aide à l'Open Society Institute (OSI) (jusqu'en 2004) soutient en partie un programme d'octroi de bourses aux étudiants réfugiés birmans qui ont fui la Birmanie et qui souhaitent poursuivre leurs études au niveau du premier cycle ou du troisième cycle. Les étudiants poursuivent généralement des études en sciences sociales, en santé publique, en médecine, en anthropologie et en sciences politiques. La priorité est accordée aux étudiants qui manifestent leur volonté de retourner en Birmanie ou de travailler dans leurs communautés de réfugiés pour la réforme démocratique et économique du pays.

Écrit en 2006, alors qu'une autre marionnette US, Thaksin Shinawatra, dirigeait la Thaïlande en tant que Premier ministre, le rapport détaille également le rôle qu'a joué la Thaïlande pour saper et renverser le pouvoir en place au Myanmar:

L'année dernière, le gouvernement américain a commencé à financer un nouveau programme de l'Organisation internationale pour les Migrations (IOM) afin de fournir des services de santé de base aux migrants birmans en dehors des camps officiels de réfugiés, en coopération avec le ministère de la Santé publique de Thaïlande. Ce projet a été soutenu par le gouvernement thaïlandais et a reçu une couverture favorable dans la presse locale. Des efforts comme ceux-ci qui s'efforcent de trouver des moyens positifs de collaborer avec le gouvernement thaïlandais dans des domaines d'intérêt commun contribuent à renforcer les programmes financés par les États-Unis pour soutenir les groupes birmans en faveur de la démocratie.

Par exemple, l'actuel ministre de l'Information du Myanmar, Pe Myint, a suivi une formation à la NED ainsi qu' à la Fondation Indochina Media Memorial à Bangkok, une fondation financée par l'Open Society.

Un câble diplomatique US disponible sur Wikileaks révèle à quel point cette formation était intégrée dans le projet de construire cet État client des États-Unis qu'est devenu le Myanmar.

Intitulé « Aperçu des organisations médiatiques birmanes basées en Thaïlande du Nord », le câble de 2007 indique (c'est moi qui souligne):

D'autres organisations, dont certaines ont une portée au-delà de la Birmanie, offrent également des opportunités éducatives aux journalistes birmans. Par exemple, la Fondation Indochina Media Memorial, basée à Chiang Mai, a proposé l'année dernière des formations pour les journalistes de l'Asie du Sud-Est qui comprenaient des participants birmans. Les principaux bailleurs de fonds pour les programmes de formation en journalisme dans la région comprennent la NED, l'Open Society Institute (OSI) et plusieurs gouvernements et organismes de bienfaisance européens...

... Un certain nombre de programmes actifs de formation aux médias attirent les exilés et ceux de l'intérieur de la Birmanie jusqu'à Chiang Mai pour des cours de journalisme allant d'une semaine à un an. Ces programmes de formation identifient les futurs journalistes qui sont actifs dans les communautés en Birmanie, ainsi que dans les ONG en Thaïlande, et les aideront à obtenir des postes en lien avec les groupes de médias birmans dans la région. Les programmes de formation permettent de garantir que les générations futures pourront succéder aux fondateurs des organisations actuelles.

Le câble relie également le financement des États-Unis à l'attitude «pro-américaine» et très prévisible adoptée par les bénéficiaires de ces avantages:

Dans une approche rafraîchissante pour les diplomates US interagissant avec les médias étrangers, la communauté des journalistes exilés reste fermement pro-américaine. Des groupes tels que DVB et The Irrawaddy recherchent continuellement davantage de participation des fonctionnaires des États-Unis et utilisent fréquemment des interviews, des communiqués de presse et des clips audio publiés sur les sites Web du gouvernement US. Une interview en direct avec un diplomate étasunien est une marchandise précieuse, capable même d'encourager une concurrence saine parmi les médias rivaux pour décrocher un scoop. Une interview d'Irrawaddy en 2006 avec le Secrétaire d'État adjoint aux régions d'Asie de l'Est et du Pacifique, Eric John, s'est multipliée en plusieurs articles et a largement circulé dans la communauté exilée ainsi que dans les médias traditionnels.

Le financement du gouvernement US joue un rôle dans cette bonne volonté ...

Sans aucun doute, Suu Kyi et ceux qui occupent les meilleurs postes au sein de son gouvernement sont le fruit de décennies de soutien, de formations et d'endoctrinement américano-britanniques et européens.

Un récit malheureux prend forme dans les médias alternatifs, dépeignant la minorité Rohingya du Myanmar comme des «islamistes» se lançant dans le «jihad».

En réalité, la minorité Rohingya du Myanmar vit dans ce pays depuis des générations. Jusqu'à récemment, ils vivaient en harmonie avec leurs voisins de la majorité bouddhiste à travers le pays, y compris dans l'État de Rakhine.

Beaucoup de points de discussion maintenant adoptés contre le Rohingya sont littéralement copiés et collés de groupes extrémistes soutenus par les Etats-Unis au Myanmar. Les allégations selon lesquelles le terme « Rohingya » est simplement inventé, que les Rohingya sont en fait des Bengalis illégaux et qu'ils devraient être expulsés par la force du Myanmar ont été depuis des années les points forts des partisans violents de Suu Kyi, les « bonzes safran » (en référence à la couleur de leur robe, NDT).

Les partisans de plus en plus puissants d'Aung San Suu Kyi – dont beaucoup étaient présents lors de la «révolution de safran» en 2007 – sont les premiers agitateurs de la crise des Rohingya. Alors que les médias occidentaux ont tenté de dépeindre l'armée comme étant derrière la violence, ce sont souvent les militaires qui interviennent pour séparer les extrémistes attaquants des villages Rohingya et des camps de réfugiés qu'ils cherchent à détruire et à brûler.

C'était le gouvernement dirigé par l'armée qui avait tenté d'avancer le processus d'octroi de la citoyenneté aux Rohingya. Le parti de Suu Kyi et ses partisans s'étaient opposés au projet qui a été définitivement enterré une fois que Suu Kyi est arrivée au pouvoir.

Plus récemment, les médias occidentaux ont constaté l'émergence de militants Rohingya alignés qui auraient mené plusieurs attaques de grande échelle contre des unités militaires et des policiers dans l'État de Rakhine.

Bien sûr, aucun groupe militant n'existe sans soutien politique, financier et matériel substantiel. Et tout comme d'autres conflits porteurs d'enjeux politiques ont éclaté en Libye, en Syrie, au Yémen et aux Philippines, le financement américano-saoudien est également évident dans les dernières manifestations de violence au Myanmar.

C'est une combinaison d'essence et de feu – les outils d'un unique incendiaire volontairement mis en place pour créer une conflagration géopolitiquement utile.

Dans un article récent intitulé « La nouvelle insurrection d'Asie. Les abus de la Birmanie contre les musulmans Rohingya provoquent une réaction violente », le Wall Street Journal affirme:

Maintenant, cette politique immorale a créé une réaction violente. La plus récente insurrection musulmane du monde oppose les militants Rohingya soutenus par les Saoudiens aux forces de sécurité birmanes. Alors que les troupes du gouvernement se vengeaient contre les civils, ils risquaient d'encourager davantage de Rohingya à rejoindre la lutte.

L'article prétend également:

Appelé Harakah al-Yaqin, appellation en arabe pour « le Mouvement de foi », le groupe répond à un comité d'émigrants Rohingya résidant à la Mecque ainsi qu'à un cadre de commandants locaux ayant une expérience de la guerre en tant que guérilleros à l'étranger.

Sa campagne récente – qui a continué en novembre avec des attaques à base d'engins explosifs artisanaux et des raids qui ont tué plusieurs autres agents de sécurité – a été approuvée par les fatwas des clercs en Arabie saoudite, au Pakistan, aux Emirats et ailleurs.

Les Rohingyas n'ont «jamais été une population radicalisée, constate International Crisis Group, et la majorité de la communauté, ses aînés et ses chefs religieux, ont précédemment rejeté la violence jugée contre-productive.» Mais cela change rapidement. Harakah al-Yaqin a été créé en 2012 après que des émeutes ethniques à Rakhine aient provoqué la mort de quelque 200 Rohingyas. On estime que le mouvement dispose à présent de centaines de combattants qualifiés.

Bien que de nombreux observateurs remarquent que la violence à laquelle les Rohingya ont été soumis devait nécessairement provoquer une réaction violente, les insurrections armées n'apparaissent pas spontanément. Des actes de violence isolés et l'apparition de gangs organisés avec une capacité très limitée sont possibles, mais la violence que décrit le Wall Street Journal n'est pas simplement une «réaction», c'est un activisme à motivation politique financé par l'étranger qui opère sous la couverture d'une «réaction».

Le régime marionnette qui préside actuellement le Myanmar – créé et perpétué par l'argent et le soutien US – est intentionnellement opposé à un militantisme financé et organisé par l'allié le plus proche des Etats-Unis au Moyen-Orient, à savoir l'Arabie saoudite.

C'est une combinaison d'essence et de feu – les outils d'un seul incendiaire volontairement mis en place pour créer une conflagration géopolitiquement pratique.

Il convient de noter que l'État de Rakhine est le point de départ de l'un des projets de la Chine, One Belt One Road (nouvelle route de la soie). Il y relie le port de Sittwe à des infrastructures qui conduisent à travers le Myanmar à la ville méridionale de Kunming

en Chine.

Non seulement la violence dans l'État de Rakhine menace les intérêts chinois, mais elle contribue également à préparer l'implication militaire directe des États-Unis – soit sous la forme d'une «aide contre le terrorisme», comme on leur offre aux Philippines pour lutter contre les militants de l'État islamique appuyés par les États-Unis et l'Arabie saoudite, soit sous la forme d'une «intervention humanitaire».

Dans les deux cas, le résultat sera des effectifs militaires US stationnés dans une nation aux frontières de la Chine en Asie du Sud-Est. C'est ce que les décideurs étatsuniens ont cherché à faire depuis des décennies.

Par exemple, le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) dans un article de 2000 intitulé «Reconstruire les défenses de l'Amérique» déclarait sans cesse son intention d'établir une présence militaire permanente plus large en Asie du Sud-Est.

Le rapport indique explicitement que:

... il est temps d'augmenter la présence des forces américaines en Asie du Sud-Est. Il le décrit en détail, en précisant: En Asie du Sud-Est, les forces américaines sont trop clairsemées pour répondre adéquatement aux exigences de sécurité croissantes.

Depuis leur retrait des Philippines en 1992, les États-Unis n'ont pas eu une importante présence militaire permanente en Asie du Sud-Est. Les forces des États-Unis ne peuvent pas non plus facilement opérer ou se déployer rapidement en Asie du Sud-Est, et certainement pas sans compromettre leurs engagements en Corée. Hormis les patrouilles de routine effectuées par les forces navales et maritimes, la sécurité de cette région stratégiquement significative et de plus en plus tumultueuse a souffert de la négligence américaine.

Notant qu'il est difficile de placer des troupes US là où elles ne sont pas voulues, le document du PNAC note:

Ce sera une tâche difficile nécessitant du tact par rapport à des sentiments nationaux diversifiés, mais elle est d'autant plus convaincante que de nouveaux gouvernements démocratiques émergent dans la région. En garantissant la sécurité de nos alliés actuels et des pays nouvellement démocratiques en Asie de l'Est, les États-Unis peuvent contribuer à faire en sorte que la montée en puissance de la Chine soit paisible. En effet, en temps voulu, le pouvoir américain et les puissances alliées dans la région peuvent stimuler le processus de démocratisation dans la Chine elle-même.

Il convient de noter que la référence du document à «l'émergence de nouveaux gouvernements démocratiques dans la région» est une référence aux États clients créés par les États-Unis au nom de leurs propres intérêts. Ils ne constituaient en aucun cas des «gouvernements démocratiques» réels qui, le cas échéant, auraient représenté les intérêts des personnes qui nourrissent des «sentiments nationaux» opposés en premier lieu à la présence militaire US dans la région.

En 2000, les États-Unis avaient plusieurs régimes clients potentiels en vue, notamment Suu Kyi au Myanmar, Thaksin Shinawatra en Thaïlande et Anwar Ibrahim en Malaisie. Depuis lors, seul Suu Kyi reste – tandis que Shinawatra et sa soeur ont fui à l'étranger et que Ibrahim croupit en prison.

Il est important que les lecteurs et les analystes comprennent plusieurs points clés concernant la crise au Myanmar:

Aung San Suu Kyi et son parti politique sont des créations montées de toutes pièces par les intérêts US et européens; Les Rohingyas vivent au Myanmar depuis des générations;

Les «militants Rohingyas» soutenus par l'Arabie saoudite ne représentent pas plus le peuple rohingya que l'État islamique représente les sunnites de Syrie et d'Irak;

Ces «militants» sont reconnus, soutenus et dirigés par l'Arabie saoudite, ils ne représentent pas une «réaction» légitime contre la violence anti-Rohingya et;

Les États-Unis ne cherchent pas après un «changement de régime» au Myanmar, ils cherchent à perturber les intérêts chinois, à détruire les liens entre la Chine et le Myanmar et, si possible, à placer des effectifs militaires US à la frontière chinoise.

Au plus les analystes partiront de ces faits, au plus ils se rapprocheront de la vérité alors que le conflit au Myanmar continue de se dérouler. Les lecteurs et les analystes devraient se méfier des récits suspects basés sur une rhétorique idéologique ou ceux basés sur des analogies géopolitiques plutôt que des preuves réelles concernant les finances, la logistique et les motivations socioéconomiques.

Au Myanmar, le mouvement de Suu Kyi, la violence anti-Rohingya et la supposée «réaction» sont tous accompagnés

d'empreintes étrangères très évidentes et importantes. C'est un témoignage de l'ampleur et de la complexité de la manipulation que l'Occident est encore capable d'entreprendre. Cette ingérence met en péril non seulement la majorité des personnes au Myanmar – bouddhistes et Rohingya – qui souhaitent vivre en paix, mais aussi toute la région, alors que les États-Unis tentent de poursuivre leur objectif d'hégémonie régionale.

Source originale: Land Destroyer Report

<http://www.investigaction.net/fr/myanmar-de-lessence-et-du-feu-mais-pas-le-bien-contre-le-mal/>

- Le Myanmar et l'Inde contre le jihadisme - Réseau Voltaire

Le 25 août 2017, l'Organisation de Libération Rohingya a lancé 25 attaques simultanées contre des postes de police et des casernes dans l'État de Rakhine, sur la côte birmane, faisant 71 morts.

Cette opération était co-organisée avec un groupe bengali, ayant fait scission en 2016 de la Jamat-ul-Mujahideen autour du slogan « Le Jihad du Bengale à Bagdad ». Ce groupe a fait allégeance au Calife Abou Bakr al-Baghdadi et a rassemblé dans une même coalition les Mudjahiden indiens, Al-Jihad, Al-Ouma, le Mouvement des étudiants islamiques d'Inde (SIMI), le Lashkar-e-Toiba (LeT) et le Harkat-ul Jihad-al Islami (HuJI) pakistanais. Cet ensemble a été financé par la fondation Revival of Islamic Heritage Society (RIHS) du Koweït.

En 2016, cette fédération était armée par l'Arabie Saoudite, le Pakistan, la Turquie et l'Otan.

Les Rohingyas sont les descendants des ouvriers bengalis, d'ethnies diverses, transférés par les Britanniques pour exploiter la Birmanie. Ils ne constituent donc pas une minorité ethnique, mais une minorité sociologique.

Les Rohingyas ont été absorbés par la population birmane lors de son indépendance, mais de religion musulmane, ils ne se sont jamais vraiment intégrés à la population bouddhiste du Rakhine. Ils ont en définitive été déchus de leur nationalité.

Depuis la construction du gazoduc reliant le port birman de Kyaukphyu à la ville chinoise de Kunming, la CIA a apporté son soutien aux Rohingyas contre le Myanmar. Après les attentats du 25 août, le gouvernement birman du Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi a lancé une opération de répression contre l'Organisation de Libération Rohingya. Selon les uns, l'armée aurait alors commis des exactions contre des villages Rohingyas, selon d'autres, ce sont au contraire des agents provocateurs qui seraient venus brûler des villages. Toujours est-il que près de 125 000 personnes se sont enfuies du Myanmar et ont demandé asile au Bangladesh. Très inquiet de la présence de jihadistes parmi ces réfugiés, Dacca les a parqués à la frontière.

Recevant le Premier ministre indien Narendra Modi au palais présidentiel de Naypyitaw, le 6 septembre 2017, la conseillère d'État Aung San Suu Kyi a dénoncé le terrorisme international. Les deux parties ont publiées un communiqué commun dénonçant « la violence extrémiste dans l'État de Rakhine et spécialement la violence contre les forces de sécurité et la manière dont les vies des civils ont été affectées. »

La propagande occidentale et du Golfe présente les événements de Rakhine comme une agression bouddhiste contre une minorité musulmane. Source : « Le Myanmar et l'Inde contre le jihadisme », Réseau Voltaire, 7 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197771.html

Commentaire :

● Cliquez ici pour commenter cette causerie via le blog de LVOG.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 septembre 2017

CAUSERIE

Aucun commentaire dans le blog et très peu de connexions, donc la formule ne plaît pas, à moi non plus ! On va y réfléchir. On pourrait faire un truc dans le genre : voilà une idée ou une position (en une ligne ou quelques mots), qu'en pensez-vous ?

Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes de la causerie d'aujourd'hui ni celui de la recopier dans le blog, on verra cela ce soir

ou demain matin.

Aujourd'hui, c'était un jour férié ici pour cause de Sarasvati puja, une fête religieuse hindoue, mais ma compagne Selvi travaille... et moi aussi...

La question qui tue en moins de 30 secondes.

Comment moralement peut-on s'accommoder du capitalisme ?

Pour la première fois depuis plus de dix ans, le nombre d'affamés a augmenté en 2016 et atteint 815 millions de personnes. L'ONU met en cause une multiplication des conflits armés et l'impact de phénomènes climatiques extrêmes. En passant sous silence les ravages causés par l'accaparement des terres sur les petits paysans du Sud.

Selon l'ONG Action contre la faim, dans le monde en 2015 un enfant mourrait des suites de la sous-nutrition toutes les 30 secondes.

Dans son rapport 2016, l'observatoire de l'accaparement des terres Land Matrix évaluait à 26,7 millions d'hectares la surface de terres agricoles dans le monde ainsi transférées à des investisseurs étrangers (Monsanto, Bayer, Cargill, etc.) depuis 2000. (Source : La faim dans le monde augmente pour la première fois depuis dix ans - Reporterre 19.09.2017)

Vous comprenez pourquoi on ne peut pas caractériser de gauche des partis politiques ou des intellectuels qui refusent d'affronter le capitalisme.

Tactiquement, ce fut un désastre pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, et quand on mesure à quel niveau se situe ce désastre, on se dit que le compte y est, qu'on a dépassé depuis longtemps le stade de l'insupportable qui a pris ouvertement la tournure d'une imposture criminelle, qu'on ne peut pas cautionner, qu'on doit combattre impitoyablement. On nous rétorquera peut-être qu'il n'en sortira rien, qu'en savez-vous ? Le bilan de votre tactique ou de votre stratégie foireuse on l'a sous les yeux quotidiennement, il est nul, abominable.

C'est parce que vous avez adopté cette orientation politique que nous n'avons pas été en mesure de tirer profit de la chute du PS et de ses satellites, et demain il en ira de même quand ce sera au tour de FI, et ainsi de suite pendant que des centaines de millions de travailleurs dans le monde agoniseront. Parfois je me demande si les militants et les intellectuels ont réellement pris conscience de ce que signifiait crever de faim, subir la guerre, etc. je ne le crois pas, sinon ils adopteraient une autre attitude.

Vendredi 28 septembre. On va le faire populaire pour se détendre un peu. L'antidote au populisme à la Mélenchon.

Heureusement qu'on a encore la musique pour faire abstraction pendant un moment de ce monde de merde, dirigé par des cinglés ! Bah, ce n'est pas très marxiste tout cela. Ne nous faites pas chier avec cela, Marx l'était pas et c'est lui qui l'a dit ! Il faut se renseigner avant d'ouvrir sa grande gueule. On a le droit de se soulager, non ?

Avec ma compagne Selvi, on a dîné en compagnie de Carlos Santana et de John McLaughlin en concert à Montreux en Suisse histoire de finir la journée dans la bonne humeur, cela nous changeait des histoires sordides habituelles. On n'a pas seulement besoin de décompresser, on a aussi besoin de faire l'expérience de la liberté qui rime avec bonheur, que l'on s'offre pour tenir le coup ou entretenir le moral qui est soumis à rudes épreuves, surtout en Inde où rien ne nous est épargné. Ce n'est pas un mouchoir qu'il vous faudrait pour éponger vos larmes, si je vous comptais la vie quotidienne de la majorité des Indiens, mais des piles de saris !

Au secours, le cadavre puant de "l'union de la gauche" bouge encore !

L'illusion de la démocratie destinée au petit bourgeois nantis à la bonne conscience.

FI, PS, PCF, EELV, etc. vont créer, je cite Le Huffington Post du 25 septembre : un "média citoyen" censé produire sur Internet une information gratuite et francophone reflétant toutes les sensibilités de la gauche. (...) Objectif: "bâtir un espace commun et visible, influent et fraternel, un espace qui agrège et rassemble des initiatives citoyennes" autour de valeurs marquées à gauche (fonctionnement collaboratif, humanisme, anti-racisme, féminisme, écologie, défense des droits LGBTI).

Autant de "valeurs" qui sont instrumentalisées pour détourner les travailleurs de l'essentiel, du combat pour en finir avec ce régime. Elles leur servent à se donner bonne conscience et à faire oublier qu'ils refusent d'affronter le régime ou qu'ils en sont les complices. La réaction en plus sinistre pour avancer masqués, certains les appellent les néolibéraux de gauche...

Le crétin regarde le doigt du philosophe qui lui montre la lune dit un proverbe chinois. Il privilégie aussi l'action à son orientation.

Il ne faut pas croire que ce "média citoyen" remplira une fonction pédagogique auprès des travailleurs, bien au contraire il contribuera à les subordonner davantage encore au capitalisme ou à renforcer l'idée qu'il faut s'en accommoder.

- Des cadres de la France insoumise et des personnalités réclament un "média citoyen" - Le Huffington Post

Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon soutient la création de ce "pure-player" qui promet de rassembler toutes les sensibilités de la gauche.

Certains avaient annoncé une "chaîne de télé insoumise". Ce sera finalement un "média citoyen" censé produire sur Internet une information gratuite et francophone reflétant toutes les sensibilités de la gauche. Ce lundi 25 septembre, un collectif comprenant des personnalités politiques, dont plusieurs cadres de la France insoumise, des artistes et des intellectuels ont cosigné une tribune appelant à la création d'un média alternatif tournant le dos au modèle économique dominant des sites d'information.

"Nous appelons à soutenir la création d'un nouveau média fondamentalement alternatif par sa gouvernance, son modèle économique et son fonctionnement", peut-on lire dans cette tribune parue dans Le Monde et sur la plateforme de pétitions Change.org où l'initiative avait récolté quelques 4500 soutiens ce lundi en fin d'après-midi. Objectif: "bâtir un espace commun et visible, influent et fraternel, un espace qui agrège et rassemble des initiatives citoyennes" autour de valeurs marquées à gauche (fonctionnement collaboratif, humanisme, anti-racisme, féminisme, écologie, défense des droits LGBTI).

"Ce ne sera pas un média Mélenchon", a promis Gérard Miller ce lundi sur France Inter, en précisant que Jean-Luc Mélenchon préparait de son côté sa propre "télévision insoumise". "Ce média, coopératif, sera indépendant: sa gouvernance impliquera ses sociétaires, ses salarié(e)s et ses 'bénéficiaires'", peut-on lire dans le manifeste.

Si la FI assume d'être à l'initiative du projet, "ce média citoyen ne sera pas affilié à la France insoumise", jure l'un des concepteurs joint par Le HuffPost. Ce dernier promet "un pluralisme complet sur une ligne de gauche". La direction éditoriale du média devrait justement être confiée à une personnalité qui sera garante de son indépendance vis-à-vis de la France insoumise. Le Huffington Post 25.09

- Qui a signé la lettre de soutien au «Media» de La France insoumise ? - Libération

Côté politiques

Marie-George Buffet (députée PCF), Sophia Chikirou (dircom de LFI), Aurélie Filippetti (ex-ministre PS), Eva Joly (eurodéputée EE-LV), Arnaud Montebourg (ex-ministre PS), Adrien Quatennens et François Ruffin (députés LFI), Philippe Poutou (NPA)...

Côté journalistes et chroniqueurs

Cécile Amar (l'Obs), Christian Audouin (directeur de rédaction de l'Echo, conseil politique de LFI) Laurent Baffie (chroniqueur sur C8), Jack Dion (Marianne), Raquel Garrido (C8, porte-parole de LFI), Aude Lancelin (1 Hebdo, JDD)...

Côté artistes et citoyens

Josiane Balasko et Jacques Weber (comédiens)

Lucas Belvaux, Robert Guédiguian, Cédric Klapisch et Philippe Lioret (cinéastes), Cédric Herrou (agriculteur), Juliette (chanteuse), Guillaume Meurice (humoriste), Gérard Miller (psy), Patrick Pelloux (urgentiste), Françoise Degois (ancienne journaliste et conseillère de Ségolène Royal)... Libération 25 septembre 2017

Un sens unique qui menait dans une impasse... fatalement.

John Pilger, journaliste britannico-australien basé à Londres.

Extrait. Il n'existe pas de différence fondamentale entre Démocrates et Républicains. Les termes « gauche » et « droite » sont dénués de sens. La plupart des guerres modernes de l'Amérique ont été initiées non pas par les conservateurs, mais par les Démocrates libéraux.

A la fin de son mandat, Obama affichait le chiffre record de sept guerres, dont la plus longue que l'Amérique ait connue et une campagne sans précédent d'exécutions extrajudiciaires — des meurtres — par des drones.

Selon une étude du conseil des Affaires étrangères, au cours de la dernière année de sa présidence, Obama, « le guerrier libéral malgré lui », a lâché 26 171 bombes, soit trois bombes par heure, 24 heures par jour. Ayant promis de contribuer « à débarrasser le monde » des armes nucléaires, le lauréat du Prix Nobel de la Paix a fait construire plus d'ogives nucléaires que tout autre président depuis la guerre froide.

En comparaison, Trump fait figure de petit joueur. C'est Obama — avec sa Secrétaire d'État Hillary Clinton — qui a détruit la Libye en tant qu'État moderne et a provoqué le déferlement de migrants en Europe. Aux États-Unis, les associations de défense des immigrés l'avaient surnommé « l'expulseur en chef » .

L'un des derniers gestes d'Obama en tant que Président a été de signer un projet de loi accordant la somme record de 618 milliards de dollars au Pentagone, confirmant la montée grandissante d'un militarisme fasciste dans la gouvernance des États-Unis. Trump a entériné cette décision.

<https://consortiumnews.com/2017/08/04/how-the-world-may-end/>

Les effets désastreux de la surpopulation ou ses conséquences en Inde.

En Inde (où je vis), jusque dans les années 70-80 les Indiens donnaient naissance à 7 ou 10 enfants dont 5 à 7 atteindraient l'âge adulte. Ils ont eux-mêmes donné naissance à 3 enfants en moyenne, qui à leur tour allaient donner le jour à 2 ou 3 enfants, tout du moins au Tamil Nadu, dans le sud du pays.

La génération qui avait donné naissance à 7 ou 10 enfants n'a pas pu leur fournir une éducation adéquate, peu d'enfants allèrent à l'école, moins encore s'agissant des filles. Elle partagea son patrimoine composée essentiellement de terres entre ses nombreux enfants, de sorte que chacun d'entre eux reçurent en héritage une portion congrue de terre, pas suffisante pour en vivre, très souvent ils la vendirent pour pouvoir satisfaire de nouveaux besoins ou pour aller s'installer en ville, là où il y avait du travail ou en croyant que la vie y serait meilleure. Bref, ils dilapidèrent leur maigre héritage ou ils le consommèrent rapidement.

Lorsque leurs 3 enfants devinrent adultes, ils n'avaient plus rien à leur transmettre, hormis la maison familiale où se côtoyait encore 3 générations. Or la demeure familiale allait s'avérer trop petite pour accueillir ces générations successives et leurs progénitures, du coup généralement c'est l'aîné qui allait faire main basse dessus et prier ses frères ou sœurs d'aller voir ailleurs. Mais où et comment sans argent, sans économie, qui plus est avec un emploi précaire et un salaire de misère. Les autorités allaient leur fournir une minuscule parcelle de terrain et parfois de quoi construire une modeste maison qui ne dépassera pas 18 ou 20m², sans confort, sans eau ni toilettes.

Leurs propres enfants devenus adultes, et la superficie de la demeure familiale s'étant réduite drastiquement au cours des générations, l'exiguïté des lieux allait rapidement tourner à la haine et à l'affrontement violent au sein de cette fratrie, sur fond d'individualisme exacerbé et de jalousie quasi malade. Ils allaient vivre ainsi parfois pendant plusieurs années dans ces conditions détestables.

Une fois leur situation plus ou moins stabilisée, après qu'ils soient parvenus à louer une habitation très modeste ou avoir obtenu un terrain par l'Etat, ils allaient devoir affronter d'autres difficultés que leurs parents et grands-parents n'avaient pas envisagées, liées à la nombreuses progénitures à laquelle ils avaient donné naissance.

Compte tenu du nombre de personnes encore en vie qui composent chaque famille, au bas mot une centaine, en réalité beaucoup plus puisque chaque fois il faut prendre en compte toute la famille du côté maternel et paternel de chaque génération, il leur faudrait participer financièrement à chaque événement familial, naissance, perçage des oreilles, puberté, fiançailles, mariage, décès, auxquels il faut ajouter ceux de leurs proches, soit au total des dizaines d'occasions de ponctionner leur revenu misérable ou déjà insuffisant pour vivre décemment, je parle en Inde ou correspondant au strict minimum pour survivre, s'alimenter essentiellement, et si le salaire minimum a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, les prix et le nombre de leurs besoins ont explosé rendant la situation encore plus insoutenable pour les plus pauvres d'entre eux, bref, il n'est pas rare qu'ils soient mis à contribution financière plusieurs fois chaque mois au point de les empêcher d'économiser la moindre roupie ou de se retrouver à sec avant la fin du mois.

Les Indiens ont le choix entre célébrer chaque événement familial en invitant qui ils veulent ou personne, mais l'immense majorité se sent obligée d'inviter un maximum de personnes pour recevoir un maximum d'argent ou de cadeaux, qu'il devra restituer par la suite à chaque personne à raison d'un montant ou d'une valeur égale. Or nombreux sont ceux qui se livrent à un mauvais calcul, ils considèrent que l'argent ou les cadeaux qu'ils vont recevoir sont des dons, alors qu'en réalité ce sont des dettes qu'ils devront honorer lors d'événements familiaux futurs sans savoir quand ils se produiront et s'ils auront suffisamment d'argent pour faire face à cet engagement.

Et gare à celui qui aurait accepté cet argent ou ces présents, et qui par la suite tenterait de se soustraire à cette obligation, on viendra lui réclamer chez lui, on le menacera, il se fera tabasser et même parfois on le tuera ! Il n'y a pas une semaine sans qu'on

me raconte ce genre d'histoires sordides, vous comprenez pourquoi je suis excédé en présence de tant de malheur.

Je connais des Indiens qui certains mois y laissent la totalité de leur salaire et s'endettent auprès d'usuriers pour survivre malgré tout. Ces derniers mois j'ai prêté de l'argent à 6 familles pour faire face à des besoins urgents, sans intérêt évidemment, et elles me rembourseront quand elles le pourront ou pas parfois, avec mes 300 euros de revenu mensuel, je suis encore un privilégié, donc je partage à bon escient. En gros, je ne conserve que ce dont j'ai besoin une fois réduit mes besoins au strict minimum, j'économise juste de quoi pouvoir faire face à un imprévu et pour assurer un revenu à ma compagne quand je serai décédé, thésauriser est contraire à mes principes, à mes idées, à la cause que je défends, à mon idéal, à ma morale, donc si un jour je disposais d'une importante somme d'argent j'en ferais le même usage, à mon avis cela ne risque pas d'arriver !

Une petite histoire pour illustrer ce propos.

Je me suis soulagé de 20.000 roupies ce soir (mercredi) et cela m'a mis de bonne humeur ! Je deviens dingue, c'est possible, il faut l'être pour prêter aux pauvres !

Les beaux-parents de la fille (29 ans) d'une des soeurs de ma compagne ont prié leur fils, son épouse et leurs deux enfants en bas âge de dégager pour laisser la place à leur fils aîné qui n'avait pas un salaire fixe et ne pouvait plus payer un loyer, du coup il allait se retrouver à la rue avec son épouse et ses deux gosses. La maison ou plutôt la pièce unique des parents fait environ 15 à 18 m² pour héberger 7 ou 8 personnes enfants compris. La cuisine est à l'extérieur, tout comme la salle d'eau et le terrain vague le plus proche sert de toilettes collectifs. Cela a pris la tournure d'un drame humain comme ilss en existe des centaines de millions d'autres en Inde et partout dans le monde.

Violence et privation de nourriture au programme pendant une semaine, y compris les gosses, on m'a sollicité et je n'ai pas pu refuser mon aide. Quand tu as la personne en face de toi et que tu as un peu d'argent sur ton compte courant à la banque, que tu vis confortablement, tout en te privant sur tout, tu ne peux pas être indifférent à sa condition et prétendre combattre pour le socialisme, donc tu vas forcément craquer, pour rigoler, du fric ! Et vous savez à quel point j'ai horreur de l'ouvriérisme (et du tiers-mondisme), encore plus de l'hypocrisie qui consiste à verser généreusement une larme sur la misère du monde, mais qui est indifférent au sort de ses proches ou de son entourage, pire, qui les fuit dès qu'ils sont dans le besoin, des fois qu'il leur viendrait à l'idée de vous taper du fric, cette saloperie de fric qui pourrait décidément tout. Sans rire, ce sont des partisans d'un meilleur partage des richesses...

Quand on a une situation précaire ou qu'on a juste de quoi survivre, il est fortement recommandé pour s'en sortir d'acquérir un certain art de vivre dépouillé de besoins inutiles. C'est ainsi que j'ai acquis l'art d'accommoder les restes ou de faire un festin d'ingrédients tout à fait banals, de tirer profit (ou du plaisir) de peu de choses, je peux me passer d'un tas de choses et vivre confortablement, contrairement à beaucoup de gens qui se pourrissent la vie en se créant un tas de besoins et en entassant un tas de choses qui ne leur serviront à rien.

En mémoire à André Breton, savourer un cornichon est un acte créateur qui permet d'entrevoir la saveur de la liberté qui nous est si chère ou de se faire plaisir à peu de frais, en substance. J'avais lu cette ode dédiée au cornichon dans un de ses livres, alors que j'étais dans le métro, il y a plus de 40 ans. J'en avais déduit qu'à défaut d'accéder au bonheur dans les grandes choses puisque la société nous en privait, en attendant les petites pouvaient très bien faire l'affaire en faisant abstraction du reste. Vous aurez noté au passage que le cornichon en question appartient bien à la réalité, et qu'à travers ce qui ressemblait à une divagation tirée de l'imagination du poète, en réalité il se livrait à une véritable prise de conscience à partir d'un tout petit rien qui renfermait un précieux enseignement. Cela aide à apprécier les choses à leur juste valeur, selon l'usage auquel on les destine ou l'idée qu'on s'en fait, et c'est particulièrement utile quand on a l'impression d'être au fond du trou, qu'on broie du noir ou qu'on n'a pas le moral.

Ce n'est pas juste de dire que les gens adaptent leur mode de vie en fonction de leurs moyens, la plupart en sont incapables, ils sont aussi insoucians ou inconscients qu'en politique, et c'est la société qui va dicter leur comportement ou leurs besoins. Les pauvres y sont contraints par la force des choses, donc ce constat ne les concerne pas, quant aux autres, c'est un art de vivre !

La politique, cela résume tout. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas que le peuple travailleur s'en empare, il pourrait la diriger contre le capitalisme et ses institutions. Il faut que le peuple s'éloigne de la politique ou que la politique s'éloigne de lui. Il faut donc que la politique aille au peuple, c'est la tâche du militant socialiste-révolutionnaire.

[Une réflexion à propos du portail et ses lecteurs](#)

Les personnes qui se sont connectés à ce portail au cours des dix dernières années n'ont pas compris l'intérêt qu'il représentait, semble-t-il. Elles s'en sont progressivement détournées parce qu'elles ne partageaient pas ou ne supportaient pas l'engagement politique de son auteur, qui évidemment n'en changera pas pour autant. Si je les avais imitées, je ne me connecterais plus à un seul portail ou blog ! Bref, je me priverais d'informations disponibles nulle part ailleurs, autrement dit, je ne serais plus en mesure de comprendre quoi que ce soit à ce qui se passe dans le monde.

Un jour, un journaliste avait expliqué que l'originalité et la légitimité de son travail reposait non pas sur le fait qu'il aurait été le seul à divulguer certaines informations, mais pour rassembler toutes les informations qui sont publiés dans le monde par un grand nombre de sources et en plusieurs langues sans que le public n'y ait forcément accès facilement, ce qui lui permettait d'avoir une vue d'ensemble sur une question ou un sujet d'actualité la plus large ou la plus complète possible pour pouvoir ensuite l'analyser de manière impartiale ou objective, ce qui devait en faciliter la compréhension...

Bien entendu, un seul journaliste ou un groupe restreint de personnes ne peuvent pas traiter toutes les questions ou tous les sujets d'actualité, de plus ils vont les aborder sous un angle plutôt qu'un autre selon leur sensibilité ou leurs convictions politiques, leurs analyses vont être orientées, leurs conclusions davantage encore, il en va ainsi de chaque rédacteur.

En règle générale, les rédacteurs sélectionnent ou ne retiennent que les faits qui justifient leurs analyses ou qui sont conformes à leurs convictions et ils évacuent ceux qui les contredisent, c'est la limite de leur honnêteté intellectuelle. Il arrive souvent aussi que certaines informations leur aient échappé, que d'autres publieront dans des articles qui comporteront également des lacunes plus ou moins importantes.

Pour remédier à cet inconvénient, j'avais entrepris de rassembler tous les articles présentant un intérêt rédigés par de nombreux auteurs et publiés par des sources diverses, ce qui devait constituer une énorme base de données très pratique pays par pays, pour découvrir certains pays ou actualiser nos connaissances, un instrument à la disposition des militants et des travailleurs qui souhaitaient en savoir davantage sans perdre de temps, sachant qu'il est compté et précieux. Il était possible à partir de là de rassembler tous les articles sur un pays dans un seul fichier pdf de manière à pouvoir se faire une idée très précise sur la situation dans un pays en particulier. Il aurait pu servir comme support à la formation des militants en plus de documents politiques, pour préparer des réunions, etc.

En résumé, il s'agissait de rassembler les informations et les sources d'informations qui sont disséminés dans le monde dans un unique support pratique ou facile d'accès. J'imaginai mal par exemple, un militant se connecter sur le portail du Pentagone ou du New York Times pour aller chercher certaines informations, en admettant qu'il maîtrise l'anglais, naviguer quotidiennement d'un portail ou blog à l'autre pour collecter des articles sans savoir s'ils présenteront un intérêt quelconque pour lui.

Il arrive souvent qu'un seul paragraphe ou certains passages d'un article présentent vraiment un intérêt, mais la personne qui va le lire ou le télécharger n'en sait rien au départ, elle va donc perdre un temps considérable à lire des pages et des pages qui ne lui serviront à rien, alors que dans notre portail je ne reproduisais que les passages en question dans les causeries, ce que je n'ai pas toujours fait... par manque de temps justement, j'ai publié pendant des années des articles qui n'en valaient pas la peine hormis certains passages ou parfois un chiffre ! J'ai toujours privilégié les faits, estimant que c'était à chacun d'en faire une libre interprétation.

En se détournant de ce portail, les lecteurs avaient plus à y perdre qu'à y gagner manifestement, mais je respecte leur choix.

Pour assurer le fonctionnement normal du portail, il aurait fallu que 3 ou 4 personnes y consacrent au minimum une heure par jour, en plus de mon travail réduit à 4 ou 5 heures par jour, en réalité j'y passe toujours plus de temps car il faut gérer aussi le disque dur, faire des sauvegardes sur un disque dur externe, etc. il faut être très rationnel, être organisé, rigoureux et faire preuve d'imagination, car on ne manie pas un outil informatique comme un stylo et une feuille de papier. En présence de tant de contraintes il faut être discipliné, ne pas se disperser, il faut aller à l'essentiel, encore faut-il déterminer ce qui l'est un jour et ne l'est pas un autre jour, on est toujours en train de peser le pour et le contre, c'est un vrai casse-tête.

S'agissant des causeries, c'est pire encore compte tenu de la diversité des lecteurs potentiels, mais j'ai résolu le problème en ignorant ce facteur parce que c'était une histoire de fou. J'écris ce que je pense, cela passe ou cela casse sans que j'aie à le justifier, on passe sa vie à se justifier, ce qui n'est pas le cas d'internautes anonymes, alors ça va, on arrête là les frais, ensuite comprend celui qui veut bien se donner la peine de comprendre, et je laisse la mauvaise foi ou les procès d'intention à ceux qui ne supportent pas qu'on ne partage pas leurs idées ou qu'on les critique, c'est marrant parce qu'ils sont les premiers à s'en prendre aux travailleurs bourrés de préjugés envers ceux qui ne leur ressemblent pas, et ils agissent de la même manière, comme quoi en réalité ils ne sont pas plus évolués qu'eux ou si peu, j'ai donc raison de leur prêter aucune attention particulière. On est comme on est et on s'assume.

Cela fait partie de la lutte des classes. Bien qu'apparemment nous soyons engagés dans le même combat contre le même ennemi, on a du mal à admettre qu'il existe autant de personnalités ou de caractères que de militants ou de travailleurs, ou qu'il existe autant d'angles sous lesquels on peut aborder une question, surtout quand on a tendance à ne pas s'en tenir strictement aux faits au profit de leurs interprétations aux nuances infinies, ce qui est bien commode, soit pour se rallier aveuglément à un point de vue, soit pour justifier son inaction. Pour avoir rejeté ces deux comportements, je devais logiquement me mettre à dos l'ensemble des lecteurs. J'y ai pensé figurez-vous, et je n'ai rien changé pour autant. J'assume mon engagement politique. Et j'assume mon passé, depuis son origine.

Voyez-vous, j'ai parfaitement conscience de revenir de très très loin, de là où peu en sortent ou échappent au destin que la société a programmé pour eux malheureusement, un milieu particulièrement sombre, triste, angoissant, comme un long tunnel sans fin

plongé dans l'obscurité de sorte qu'on est voué à passer à côté de sa propre vie, à la subir sans rien y comprendre jusqu'à notre dernier souffle... Par chance, j'ai pu mettre fin à ce cauchemar, alors que j'étais très arriéré, un abruti fini, un ignare complet si vous préférez, j'étais destiné à reproduire le mode de vie et de pensée de mes parents et j'étais bien parti pour leur ressembler à 19 ans, je n'aurais pas pu lire un seul article que j'ai publié dans ce portail, j'en étais totalement incapable, même pas les premières lignes d'un tract, pas même un mot d'ordre, je n'aurais pas pu réfléchir à une des questions que nous avons abordées ici, j'étais beaucoup trop ignorant, un crétin quoi.

Maintenant je me suis dit qu'entre le crétin qui n'était pas capable de se poser une seule question, parce qu'il n'en comprendrait même pas la formulation, et l'auteur de ces lignes qui depuis s'en est posé des milliers et y a trouvé des réponses satisfaisantes, il existe toute une gamme de niveaux de conscience correspondant au développement et aux expériences de chaque militant ou travailleur qui peuvent encore progresser, et j'espère bien en faire partie, sachant pertinemment qu'il n'était pas donné au premier venu de se poser ces milliers de questions et encore moins d'y apporter des réponses cohérentes, il allait de soi que partager mon expérience personnelle qui couvre un champs très vaste devait aider chacun à progresser, et si je devais vous en vouloir, je dirais que c'est de ne pas m'avoir facilité la tâche pour progresser également en me refusant votre concours. Car vous n'êtes pas sans ignorer - je l'espère pour vous - que c'est grâce aux autres qu'on peut progresser puisque nos expériences personnelles ne suffisent pas, elles peuvent aussi nous induire en erreur. J'en sais quelque chose pour avoir eu un parcours singulièrement atypique et finir mes jours en Inde, moi qui suis parmi les plus casaniers ou pantouflard des hommes me voilà exilé à 10.000 kilomètres de chez moi.

La situation politique inextricable dans laquelle nous nous trouvons, devait se traduire fatalement par des méprises ou beaucoup de confusion qui n'arrangeraient rien à nos affaires. Si c'était inévitable compte tenu de là où nous nous en sommes rendus, cependant une telle unanimité témoigne que les lecteurs ou les militants ne sont pas prêts ou ne souhaitent pas revenir sur les interprétations, les théories ou les positions qu'ils ont un jour adoptées, alors que leur actualisation aurait permis de les épurer de bien des erreurs ou de grossières contrevérités.

Leur démarche et la mienne ne partent pas du même constat manifestement. Eux ils estiment que si les choses sont ainsi de nos jours, c'est qu'elles devaient l'être un point c'est tout, c'est la fatalité ou c'était écrit quelque part en somme, alors pourquoi revenir ou se pencher sur le passé, à quoi bon sinon confirmer ce qu'on sait déjà, qu'on croit savoir serait plus juste, si je peux me permettre. Cela ne présente aucun intérêt pour eux, puisqu'ils estiment que tout ce qui pouvait être fait pour qu'il en soit autrement a été fait, ils ont réussi à s'en convaincre une fois pour toute, n'en parlons plus, ce que je traduirai ainsi, répétons sans cesse les mêmes erreurs en espérant qu'elles produiront d'autres effets. S'ils étaient un peu plus cohérents ou honnêtes, ils devraient proclamer que le socialisme ne verra jamais le jour, et que l'humanité était finalement vouée à la barbarie parce que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme demeurerait son horizon indépassable et la liberté un objectif définitivement hors de sa portée.

Il est vrai que si on devait s'en tenir au discours et gesticulations des partis ouvriers, on serait tenté d'en arriver à cette conclusion. Ce qui explique bien des choses, notamment quand on observe que c'est justement ce que les porte-parole du néolibéralisme s'emploient à inculquer aux masses. Gravez-vous dans la tête une fois pour toute, que si vous n'êtes pas parvenus à réunir les conditions pour changer la société au cours du siècle précédent, vous n'y parviendrez pas davantage demain, jamais, ce qui confortera le petit bourgeois réformiste qu'incarne par exemple Mélenchon.

Cette conclusion est conforme au bilan désastreux du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde. Ils ont le droit de la revendiquer, et c'est là que nos voies divergent parce qu'ils refusent de l'assumer. A la limite ils veulent bien admettre cette conclusion, mais à condition seulement que leur responsabilité ne soit pas mise en cause. Selon eux, il existerait un ou des facteurs déterminants qui seraient à l'origine de la situation actuelle et qui leur seraient totalement étrangers, mais de quels facteurs pourrait-il s'agir hormis le cours du capitalisme et la lutte de classes. Justement, c'est bien cela qu'on leur reproche, de ne pas avoir été capables de les interpréter pour déterminer les tâches politiques qui auraient permis de modifier l'orientation de la lutte des classes et d'influer par voie de conséquence sur le cours du capitalisme puisque les deux demeurent intimement liés.

Il ne s'agit pas ici de réécrire l'histoire ou de se livrer à une chasse aux sorcières, mais d'essayer de comprendre pourquoi elle a emprunté une voie plutôt qu'une autre, de manière à dégager les moyens de remédier aux erreurs du passé, ce qui demeurera impossible si on part du postulat selon lequel nos dirigeants ne se sont pas fourvoyés dans le passé, un fait amplement avéré et que chacun a pu vérifier, cette démarche est donc cohérente, trop apparemment. Elle se distingue de la propagande qui est le seul discours qu'emploient les militants pour s'adresser aux travailleurs, qui consiste en gros à les convaincre de quelque chose où à leur marteler des vérités révélées auxquelles ils doivent adhérer sans chercher à les aider à comprendre pourquoi ils sont sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. A l'opposé, je propose de réfléchir librement à un certain nombre de questions qui semble-t-il nous ont échappé, sans que mes interlocuteurs se sentent obligés de partager mes conclusions, qui finalement ne correspondent à aucune doctrine ou théorie particulière pour s'en tenir aux faits uniquement. Maintenant que ces conclusions coïncident avec une orientation politique, avec une conception de la civilisation humaine, c'est un fait, c'est inévitable et il serait inutile de chercher à le nier, cela présente l'avantage de placer tous ceux qui se réclament du progrès social, de la démocratie, bref, d'un idéal humaniste de se retrouver face à leur conscience, à eux de voir ensuite ce qu'ils comptent en faire.

Ma démarche ne consiste pas à convaincre qui que ce soit de quoi que ce soit qu'il ne serait pas en mesure de comprendre, car

cela ne présente absolument aucun intérêt et ne servirait pas notre cause.

En lisant un commentaire dans un blog, je me suis dit que j'avais dû commettre l'erreur de porter trop d'attention à certaines théories dont globalement l'orientation était juste, mais dont les conclusions et les moyens employés pour y parvenir n'étaient pas toujours appropriés ou corrects, ce qui devait produire un mauvais effet sur les lecteurs qui ne feraient pas la part des choses entre les différents arguments avancés et dont seulement certains présentaient un réel intérêt ou étaient fidèles à la réalité.

Cela vaut pour le 11/9 et la théorie officielle invraisemblable, les pratiques mafieuses de la Fed qui n'a toujours pas expliqué où étaient passés 9 des quelque 16.000 milliards de dollars qu'elle a fabriqués depuis 2008, qui en avaient été les bénéficiaires, pour quoi faire, les différents attentats qui ont eu lieu en Europe et qui chaque fois se produisaient à des moments opportuns, et qui firent immédiatement l'objet de nouvelles lois liberticides appelées à renforcer le caractère policier du régime, etc.

Il est parfaitement clair que tous ces événements sans exception étaient destinés à modifier l'évolution de la situation mondiale au profit de l'oligarchie qui détient le pouvoir, pour le renforcer. De ce fait, et partant du principe que lorsque des faits se répètent encore et encore on ne peut plus évoquer sérieusement le hasard ou on ne peut plus parler de simples coïncidences, cette explication ne tient pas, on est donc en présence d'autre chose, il existe forcément en amont un facteur qui les a déclenchés ou qui en était responsable. Peut-être qu'on aurait dû s'en tenir à ce simple constat, qui en soi était suffisant pour en tirer des enseignements politiques.

Quoiqu'il en soit, on ne pouvait pas se contenter de faits tronqués ou déformés (leur déroulement) et se pencher uniquement sur leurs conséquences sans en chercher l'origine ou les commanditaires, car dans ce cas-là ils seraient demeurés en grande partie incompréhensibles ou l'interprétation qu'on en aurait fait aurait été faussée pour les avoir traités comme des abstractions, alors qu'en réalité ils s'inscrivaient dans un processus politique et poursuivaient des objectifs politiques, selon une stratégie bien arrêtée que justement on peine à discerner ou à caractériser.

Si Marx et Engels n'étaient pas remontés à l'origine du capitalisme et qu'ils s'étaient contentés de traiter ses conséquences comme on a la fâcheuse mauvaise habitude de le faire, ils n'auraient pas découvert les forces motrices qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine (les forces productives et la lutte des classes), et ils n'auraient pas pu définir son orientation en fonction de leur comportement ou de l'évolution des rapports entre les classes, qu'ils ont théorisé pour donner naissance au socialisme scientifique, nous en serions encore à nous interroger sur les tenants et les aboutissants du capitalisme et nous serions condamnés à la barbarie.

Nous nous sommes retrouvés face à une difficulté que nous avons voulu résoudre, alors que nous n'en avons pas les moyens, provisoirement. A savoir, que le déroulement des faits tel qu'il nous a été présenté présentait tant de graves lacunes ou questions demeurées sans réponse par la suite, qu'on aurait dû s'en tenir pour une fois, non pas à la version officielle qui manifestement était frauduleuse, mais à ses conséquences au lieu de retenir telle ou telle hypothèse aussi bien étayée soit-elle en l'absence de témoignages ou d'aveux publics de personnalités importantes, sachant qu'il existait bien des éléments de preuve pour soutenir une théorie plutôt qu'une autre, mais que persisterait une part d'ombre qui concourrait à la discréditer auprès d'une population sous influence ou encline à croire la thèse officielle.

Il est arrivé qu'on se livre à certains raccourcis qui pour nous étaient totalement justifiés, tout en manquant d'éléments pour prouver le bien-fondé de nos conclusions, ce qui a pu être incompris. Quand on apprend que la plupart pour ne pas dire tous les individus qui se sont livrés à des actes terroristes en Europe et aux Etats-Unis, étaient en relation avec les services secrets ou certains services de police depuis des années, on ne peut tout de même pas évacuer ce facteur et décréter qu'ils n'ont joué aucun rôle dans la préparation ou le déroulement de ces attentats, par contre on ne dispose d'aucune preuve qu'ils y auraient participé directement, du coup toute accusation portée contre eux paraîtra suspecte ou tombera sous le coup de la théorie du complot qu'on nous attribuera, alors qu'en réalité nous en sommes les victimes, c'est là que c'est bien joué, et qu'on a peut-être manqué de prudence en traitant ces événements.

Pourquoi y attachons-nous tant d'importance ? Parce que ce sont des éléments qui permettent de comprendre la stratégie politique adoptée par l'oligarchie, comment elle compte composer avec la crise du capitalisme, comment elle s'en sert sur le plan politique, elle l'instrumentalise, elle cherche à la dominer, à contourner ses contradictions, de manière à sauver ce système économique selon les uns, prévenir son effondrement, ce qui est absurde puisqu'il est en faillite et elle le sait, ou plutôt comme on le pense pérenniser le système de l'exploitation de l'homme par l'homme en instaurant un régime ploutocratique basé uniquement sur un règlement policier et non sur la lutte des classes une fois neutralisée, livrant l'humanité au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Personnellement, j'ignore s'il existe une limite au développement des forces productives et à la lutte des classes, mais ce que je constate, c'est qu'il n'existe pas de limite à l'endettement mondial, et que la Fed et la BCE (notamment) continuent de fabriquer des centaines de milliards de dollars ou euros chaque mois, qu'elles distribuent ensuite aux banques ou aux institutions financières les plus puissantes.

J'ai lu hier une polémique intéressante sur la question de savoir si cet argent était fabriqué ou non sans contrepartie, les uns et

les autres présentant un certain nombre d'arguments probants mais insuffisants, sans qu'on puisse les départager, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que si cette masse colossale d'argent était bien créée, il était vrai et faux de prétendre que c'était sans contrepartie, car en réalité c'est la plus-value à venir qu'ils hypothèquent, qu'ils engouffrent dans la spéculation et dans leurs guerres, ne laissant derrière eux qu'un champ de ruines.

Ils ne peuvent pas se débarrasser du jour au lendemain du système capitaliste, tout comme ils ne peuvent pas imposer d'un coup de baguette magique de nouveaux rapports entre les classes qui seraient basés sur un simple règlement de police, il leur faut combiner les deux en attendant, avancer étape par étape, soumettre les Etats à des institutions supranationales qu'ils contrôlent, leur imposer des traités qui signifient l'abdication de leur souveraineté, éloigner les peuples de la politique en recourant à une multitude d'instruments pour les conditionner, les corrompre, les détourner de la politique, les dégoûter de tous les partis pendant que le ou les leurs s'emparent du pouvoir politique, atomiser leurs droits de sorte que les travailleurs n'aient plus l'impression d'appartenir à une classe sociale distincte des autres, ce qui devrait entamer ou briser leur capacité de résistance, de se rassembler pour combattre ensemble le régime, neutraliser ainsi la lutte des classes qui se réduirait au marché et à ses sujets, dont l'existence serait toute tracée de leur naissance à leur mort, et dépendrait uniquement de leur aptitude à remplir certaines fonctions pour le compte du marché ou des oligarques, ce qui leur permettrait d'accéder à certains droits ou déterminerait leur statut individuel sans qu'ils puissent le contester ou y déroger en aucune manière, chaque individu faisant l'objet d'une surveillance de chaque instant, de sorte qu'il se soumette sans broncher au sort qui lui a été réservé sous peine par exemple de se voir refouler des magasins d'alimentation, des pharmacies, des hôpitaux devenus tous privés, de se voir interdire de trouver un travail, un logement, d'obtenir un compte bancaire, etc. toutes ces fonctions ou besoins pour être satisfaits devant passer l'épreuve d'une autorisation délivrée par l'Etat ou ce qui ferait office d'Etat.

J'ignore où ils en sont en France, mais je peux vous dire qu'en Inde ils avancent à grands pas dans cette voie. Cela a commencé par l'instauration d'un fichier d'identité national de type reconnaissance biométrique, y figure les empreintes des dix doigts des deux mains et des yeux, plus des photos prises de face et de profil. Depuis, un certain nombre de services, banques et multinationales, se sont dotés de scanners pour vérifier l'identité de leurs clients, cela fait marrer les Indiens ! Demain, si vous étiez viré d'une banque ou que vous n'aviez pas payé votre facture de gaz ou de téléphone suite à un désaccord sur son montant, inutile d'essayer d'ouvrir un compte dans une autre banque, de courir chez un autre fournisseur de gaz ou de téléphone, avec la simple empreinte de votre pouce vous serez refoulé partout. Inutile de préciser que vous ne pourrez pas quitter le pays ! Ce n'est pas de la science-fiction ou je ne délire pas, j'ai découvert cela hier à ma banque. Et ainsi de suite. Ils n'auront pas besoin de vous implanter une puce sous la peau comme le suggéraient certains, en douceur ils ont trouvé tout aussi efficace ou imparable.

Deux exemples pour voir comment ça marche.

Il m'est arrivé de changer de compte bancaire. Lorsque je vais acheter du gaz, je dois m'acquitter d'une facture supérieure à celle du prix de la bouteille de gaz, le double en fait. La différence m'est rendue le mois suivant si j'ai été enregistré dans le fichier que j'ai évoqué plus haut, elle est directement versée sur mon compte en banque. Ne sachant pas si cette somme m'était revenue, j'ai demandé à mon banquier ce qu'il en était après avoir changé de numéro de compte, je lui ai demandé si je devais actualiser ma fiche d'identité, il m'a répondu que ce n'était pas nécessaire, cela se faisait automatiquement car tous les réseaux sont reliés entre eux, dès que la banque modifie quoi que ce soit, l'adresse, le numéro de téléphone ou de compte d'un client, etc. immédiatement le fichier central de cet Etat policier est mis à jour !

Une autre fois, j'ai reçu des SMS (textos) de Vodafone menaçant de couper ma connection si je ne venais pas rapidement m'identifier avec leur scanner, ce que j'ai fait sans tarder évidemment. A suivre.

Fabrication du consentement. Ils ne sont jamais à court d'imagination.

L'astroturfing désigne le fait de donner l'impression d'un phénomène de masse qui émerge sur internet, en réalité créé de toutes pièces pour influencer l'opinion publique.

A l'ère de la post-vérité, au milieu des fake news et alternative facts, émerge l'astroturfing. Cet anglicisme un brin barbare, qui évoquerait plutôt un délire mystique ou une nouvelle façon de lire son horoscope, fait référence à un procédé perfide qui sévit sur internet : la simulation d'une activité ou d'une initiative qui serait issue du peuple, en réalité montée de toutes pièces par un acteur souhaitant influencer sur l'opinion.

Juste pour être certains d'avoir bien compris, pouvez-vous nous donner une définition complète de l'astroturfing ? Fabrice Epelboin – L'astroturfing englobe l'ensemble des techniques – manuelles ou algorithmiques – permettant de simuler l'activité d'une foule dans un réseau social. On peut commencer à parler d'astroturfing quand plusieurs personnes interagissent de concert et sans dévoiler leur connivence dans un même fil de discussion, pour tromper ceux qui ne sont pas dans le secret. Mais l'astroturfing implique le plus souvent des identités créées de toutes pièces, destinées à mettre en scène des phénomènes de foule dans un environnement tel que Facebook, de façon à influencer la perception des utilisateurs de la plateforme ou à donner plus de visibilité à un sujet, en fabriquant de façon artificielle sa popularité.

Quand le terme a-t-il été utilisé pour la première fois ?

Le terme est issu d'une marque créée par l'entreprise américaine Monsanto qui a imaginé un faux gazon pour le stade de baseball de Houston, dont l'équipe s'appelle les Astro – d'où la marque, "astroturfing", qui désigne un faux gazon. En anglais, un mouvement populaire spontanée est appelée "grassroot", du coup, astrotrufing peut être compris comme "faux grassroot". Ceci dit, le concept date de bien avant. Nixon avait une équipe à la Maison Blanche dont les membres se faisaient passer pour des citoyens ordinaires en écrivant aux courriers des lecteurs des médias américains pour chanter les louanges de sa politique. Dans Jules César de Shakespeare, Cassius envoie à Brutus de faux courriers censés être écrits par des citoyens ordinaires l'incitant à renverser César.

Qui, exactement, met en place des stratégies d'astroturfing ? Les gouvernements ?

Nombreux sont les Etats à pratiquer l'astroturfing dans le but d'influencer l'opinion publique.

[Et si en plus le chaos était rentable...](#)

- C'est une Allemagne vieillissante face à une vague massive d'immigration que nous retrouvons en 2017. - Atlantico.fr

Laurent Chalard est géographe-consultant, membre du think tank European Centre for International Affairs.

L'évolution démographique d'un pays dépend de deux facteurs, le solde naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès, et le solde migratoire, la différence entre les entrées et les sorties définitives du territoire. Dans la plupart des pays de la planète, la population augmente du fait d'un solde naturel positif, témoignant d'un excédent des naissances sur les décès, alors que le solde migratoire, aussi variable puisse-t-il être, ne joue qu'un rôle secondaire dans l'évolution démographique globale.

Concernant l'Allemagne, la situation est différente. En effet, l'évolution de la population depuis plusieurs décennies apparaît grandement dépendante des variations du solde migratoire d'une année sur l'autre, le solde naturel étant constamment déficitaire depuis 1972 (soit près de 50 ans !), avec une tendance à l'accentuation au fur-et-à-mesure du temps depuis le début des années 1990. Le pays est passé d'un déficit naturel de - 7634 personnes en 1988 à - 187 625 personnes en 2015. Cette situation est principalement la conséquence d'une dénatalité constante depuis les années 1970, l'Allemagne ayant une fécondité très inférieure au seuil de remplacement des générations (moins de 1,5 enfant par femme depuis le début des années 1980), ce qui conduit à une très forte baisse des naissances (662 785 en 2011 contre 1 357 304 en 1964 !), alors que les décès ont été relativement stables dans le temps (925 200 en 2015 contre 907 882 en 1965).

En conséquence, l'évolution de la population allemande est totalement dépendante des variations du solde migratoire. Lorsque celui est fortement positif, la population augmente, l'excédent migratoire faisant plus que compenser le déficit naturel, comme ce fut, par exemple, le cas en 2015, avec un excédent de plus d'1 million de personnes. Par contre, lorsque le solde migratoire est faiblement excédentaire, voire négatif, comme en 2008 et 2009, la population diminue.

Si cet épisode de 2015 a pu surprendre par son ampleur, quels ont été les flux connus par le pays au cours de ces 30 dernières années ? Quelles sont les principales nationalités représentées, et quelles sont les évolutions constatées lors de ces dernières années ?

Au cours des trente dernières années, contrairement à une idée reçue, les flux migratoires vers l'Allemagne n'ont pas du tout été réguliers. En effet, la courbe de l'immigration se caractérise par des pics et des creux. Au début des années 1990, l'excédent migratoire atteint un premier pic, pas si éloigné que cela de celui de 2015, avec + 780 000 personnes en 1992, lié à la chute du communisme en Europe de l'Est, qui conduit à un afflux conséquent d'immigrés originaires de cette partie du continent à la recherche d'un meilleur niveau de vie. Puis, les flux se sont ralentis à la fin des années 1990, tout en demeurant positif. Au début des années 2000, l'excédent migratoire repart à la hausse, dépassant les + 200 000 personnes en 2001 et 2002, correspondant à une seconde vague originaire d'Europe de l'Est. Puis, au moment de la crise économique de 2008-2009, qui touche assez brusquement l'économie allemande, très dépendante des exportations, le solde migratoire s'inverse, devenant négatif, de nombreux travailleurs étrangers repartant (temporairement) dans leur pays d'origine. Enfin, une fois le redémarrage de l'économie engagé en 2010, l'immigration repart de plus belle, étant donné les besoins de main d'œuvre de l'Allemagne, en particulier dans le secteur industriel, dans un contexte de faiblesse de l'offre de main d'œuvre autochtone du fait de la forte dénatalité allemande héritée. Le pays (re)devient attractif pour les européens de l'est et du sud, mais aussi pour les migrants du reste de la planète. La crise des migrants de l'été 2015 est donc venue accentuer un processus, engagé quelques années auparavant, d'autant qu'il convient de rappeler que l'appel aux réfugiés syriens ne répondait aucunement à une vision humaniste, mais uniquement à une vision économiciste de besoin de main d'oeuvre. (...)

Comment imaginer l'avenir démographique allemand ?

Même si la natalité venait à se redresser (d'après les données provisoires portant sur l'année 2016, les naissances ont augmenté

de plusieurs dizaines de milliers), le déficit naturel devrait persister, du fait de l'arrivée progressive des générations très nombreuses du baby-boom à l'âge de décès, ce qui va conduire à l'augmentation de ces derniers. Cette évolution sous-entend que si l'Allemagne juge nécessaire de maintenir son niveau de population autour de 80 millions d'habitants (une politique choisie de décroissance démographique, sur le modèle japonais, peut aussi se justifier, l'Allemagne étant plutôt densément peuplée), le pays sera obligé de continuer d'importer de la main d'œuvre, et qui plus est, de plus en plus, étant donné l'ampleur de la dénatalité héritée. En fonction du volume de l'excédent migratoire, la population verra son déclin limité ou arrivera à se maintenir au même niveau qu'actuellement, voire continuera de croître si les volumes d'immigration s'alignaient sur les niveaux constatés ces dernières années, qui apparaissent exceptionnels. Atlantico.fr 27.09

Quelques infos en bref.

La palme du crétinisme ou du faussaire.

- PS : «Hollande s'est fait piéger par Macron», affirme Cambadélis - LeParisien.fr

Cela faisait 10 ans qu'ils préparaient Macron afin que le moment venu ils le propulsent sur le devant de la scène... mais Hollande n'en savait rien... LeParisien.fr

Là c'est bien réel et c'est normal

Ils ne se reconnaissent pas dans les aristocrates : mon cher Edouard Philippe, auriez-vous l'amabilité de me passer le sel s'il vous plaît...

- Sondage Odoxa: Plus d'un tiers des Français incapables de nommer le Premier ministre - Reuters

Cinq mois après sa prise de fonctions, Edouard Philippe reste peu connu et plus d'un Français sur trois (38%) n'est pas capable de donner précisément son nom, selon un sondage Odoxa avec Dentsu consulting pour Franceinfo et le Figaro publié jeudi. Reuters

Le rejet majoritaire se confirme mesure après mesure, jour après jour...

- Réformes: 69% des Français jugent "injuste" la politique menée par Macron - L'Express.fr

Selon un sondage Elabe pour L'Express, 68% des Français jugent aussi la politique de l'exécutif globalement "conforme aux engagements de campagne d'Emmanuel Macron". L'Express.fr

- Les deux tiers des Français (65%) estiment que le budget présenté est "injuste", selon un sondage Franceinfo

Jubilation éphémère d'un ivrogne destinée à une comète.

- Emmanuel Macron : son discours fait jubiler Bruxelles - Franceinfo

Emmanuel Macron veut passer la vitesse supérieure dans le renforcement de l'Union européenne. Comment ces propositions sont-elles accueillies à Bruxelles (Belgique) ? "On jubile ce soir dans les étages de la commission européenne. D'ailleurs, quelques secondes seulement après la fin du discours, Jean-Claude Juncker, a salué dans un tweet, je cite : '

Ce discours très européen de mon ami Emmanuel Macron'. Et il faut bien reconnaître qu'il y avait bien longtemps qu'un chef d'État n'avait pas osé prêcher pour davantage d'Europe, pour plus d'intégration des 28 à tous les niveaux", explique Valéry Leroige. Franceinfo 27 septembre 2017

Mimétisme.

- Baisse d'impôt : la loi de finances ne fait pas plaisir à tout le monde - Franceinfo

Le gouvernement prévoit sept milliards d'euros de baisse d'impôts pour les particuliers et les entreprises. Franceinfo

- Trump veut baisser l'impôt sur les sociétés et sur les revenus des riches - Reuters

Axe majeur de sa réforme, une forte réduction de l'impôt sur les sociétés, qui passerait de 35% à 20%... Reuters 28 septembre 2017

France. Un Etat policier permanent.

- Loi antiterroriste: l'Assemblée vote l'article sur les assignations à résidence hors état d'urgence - AFP

L'article 3 du texte permet au ministre de l'Intérieur des "mesures individuelles de surveillance" pour des personnes soupçonnées d'une sympathie avec la mouvance terroriste, sans avoir assez d'éléments pour les poursuivre en justice, pour remplacer les assignations à résidence permises par l'état d'urgence.

La durée totale d'assignation dans un périmètre donné pourra être d'un an maximum.

Le texte ne prévoit pas de contrôle d'un juge a priori, la personne surveillée pourra saisir le juge administratif dans les 48 heures, qui devra statuer sur sa demande, recours retardant d'autant l'application éventuelle.

A la différence de l'état d'urgence, le périmètre des assignations s'étendra au minimum à la commune, au lieu du seul domicile, et devra permettre à l'intéressé de poursuivre sa vie familiale et professionnelle. Le périmètre pourra être étendu dans certains cas au département si la personne accepte de porter un bracelet électronique.

Les personnes concernées devront se présenter à la police une fois par jour, contre trois fois sous l'état d'urgence, et "fournir tous leurs numéros de téléphone et identifiants de communication électronique". AFP 27 septembre 2017

Côté cour, poubelles, jetables, déchets...

- Hausse du chômage - Liberation.fr

Au cours du mois d'août, la courbe du nombre de chômeurs a continué son ascension, après un premier mois de hausse en juillet et plusieurs mois de fluctuation en début d'année. Ainsi, fin août 2017, l'agence pour l'emploi comptabilise 5 646 000 chômeurs en France métropolitaine, dont 3 540 400 sans aucun emploi (catégorie A) et 2 105 600 exerçant une activité réduite (catégories B et C). Soit une hausse mensuelle de 0,6% (+22 300) pour la catégorie A et de 0,4% (+24 600) pour les trois catégories. Pincettes

Le chiffre est toutefois à prendre avec des pincettes, pointe la Dares qui prévient : «il convient comme toujours de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois». Sauf que sur trois mois, la tendance est toujours à la hausse : +46 000 inscrits en catégorie A. Pas de vacances pour le chômage en août Liberation.fr 26 septembre 2017

- Budget de la sécu : opération réduction - Public Sénat

Le gouvernement a présenté jeudi 28 septembre son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Alors que le retour à l'équilibre a été reporté à 2020, l'objectif est de redresser les comptes de la sécurité sociale, au prix d'importants efforts demandés au système de santé. Pour le gouvernement, il faut trouver 4 milliards d'euros d'économie à faire et limiter les hausses de dépenses de santé à 2,3%. L'hôpital est mis à contribution : le forfait jour devrait passer du 18 à 20 euros pour gagner 100 millions d'euros. Les médicaments génériques vont être favorisés pour faire 1 milliard d'économie et les administrations de la sécurité sociale devront baisser de 15% sur 4 ans leurs frais de fonctionnement. Publicsenat.fr 28 septembre 2017

... coté jardin, richesse, luxe...

- Budget 2018 : Edouard Philippe "assume" que "yachts, jets et bijoux" ne soient plus soumis à l'impôt sur la fortune - Franceinfo

Drahi et les oligarques exultent.

- Budget : les riches d'abord - Libération

- La fortune des 500 Français les plus riches multipliée par sept en 20 ans - Le Parisien

«Challenges» publie dans son numéro de jeudi son nouveau classement des 500 Français les plus riches. Leur fortune a été multipliée par sept en vingt ans. Celle des 10 plus riches l'a été par 12.

En 22 ans de classement «Challenges», le produit intérieur brut (PIB) français a à peine doublé, passant de 1259 milliards d'euros en 1996 à 2222 en 2017. Dans le même temps, la fortune des 500 personnes les plus riches de France du classement Challenges a été multipliée par sept, passant de 80 à 571 milliards d'euros de 1996 à 2017. La fortune cumulée des 10 Français les plus riches

a été multipliée par 12.

«Le nombre de milliardaires en France est passé d'une dizaine au début de notre classement, en 1996, à maintenant plus de 90», expose au «Parisien» Eric Tréguier, journaliste de «Challenges» qui consacre trois mois chaque année au classement des 500 Français les plus fortunés. Depuis le premier classement, la fortune de Serge Dassault a été multipliée par 20, celle de Bernard Arnault (propriétaire du «Parisien»-«Aujourd'hui en France») – qui reprend la première place à l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt – et de la famille Hermès par 17. La famille d'industriels Wertheimer a vu sa fortune multipliée par 12. «Certains sont rentrés récemment dans le tableau, explique Eric Tréguier. Patrick Drahi est arrivé dans le classement en 2008, Xavier Niel en 2002 et les Wertheimer en 2001.»

Bernard Arnault est à la tête d'une fortune de 46,9 milliards d'euros, devant Liliane Bettencourt et la famille Meyer, propriétaires du groupe L'Oréal (fortune de 35,8 milliards d'euros). En troisième position, Axel Dumas et sa famille, à la tête du groupe Hermès, jouissent d'une fortune de 30,85 milliards d'euros.

Cette progression est surtout due au cours de la bourse. L'action du groupe de luxe LVMH, propriété de Bernard Arnault, a ainsi pris 56 % en un an. La famille Hermès et Axel Dumas bénéficient eux aussi de la hausse de 36 % sur un an de l'action d'Hermès. «Ce n'est que de la monnaie virtuelle, nuance Eric Tréguier. Si demain la bourse dégringole, la fortune de Bernard Arnault dégringolera aussi.» Entre 2007 et 2008, la fortune du patron de LVMH était passée de 23 à 17 milliards d'euros à cause du krach boursier. En 2017, la fortune cumulée des Français les plus riches représente 25,7 % du PIB français. Elle ne représentait que 6,4 % du PIB en 1996.

Autre constat de ce nouveau classement : les riches sont de plus en plus riches. Il suffisait d'avoir 14 millions d'euros en 1996 pour entrer dans le classement des 500 Français les plus fortunés. Un chiffre qui a augmenté au fil des années pour atteindre, cette année, 130 millions d'euros. Source : Le Parisien 27-06-2017

Commentaires d'internautes

1- "Le résultat de la planche à billet des banques centrales qui permet d'emprunter de l'argent à taux négatifs pour acheter des actifs les faire gonfler artificiellement au passage prendre des dividendes même si cela met en danger ces actifs puis revendre sans avoir réellement investi dans ces actifs.

Et encore on ne parle même pas du shadow banking auquel ils ont accès !"

2- "C'est incroyable comme certaines personnes trouvent cela normal, ce décalage inouï entre quelques un qui ont trop et beaucoup d'autres qui n'ont rien. Le plus démentiel c'est que c'est même personnes, qui elles ont peu, plutôt que de s'en prendre à ceux qui ont tout, s'en prennent à ceux qui n'ont rien en les accusant de profiter du système. Mais qui profite du système ?"

3- "Ou l'on remarquera quand même que ces jolis tableaux décollent allègrement à partir de la mandature socialiste de F. Hollande. On savait effectivement la gauche socialiste proche du peuple et ennemi déclaré de la haute finance."

4- " "Gauche socialiste"...hum,hum.....ne serait-ce pas le plus bel oxymore de cette matinée automnale?"

5- "Ce que ça montre, et qui est vrai depuis un moment, c'est que le travail ne paye plus. Aujourd'hui pour gagner de l'argent vaut mieux être rentier du capital (action, dividende, immobilier...)

Et au même moment le gouvernement fait les poches des modestes qui gagnent si peu de la sueur de leur front en leur sucrant 5 euros d'APL..."

6- "La finance mondialisée et apatride, les 0,0001%, sont un nouvel acteur de la lutte des classes et celui-ci n'a plus besoin d'un appareil de production pour produire de la richesse car il le fait ex-nihilo, ce qui a pour conséquence d'appauvrir ceux qui utilisent encore les moyens de production (patrons et salariés) pour produire, réellement cette fois, de la richesse. Aussi les conséquences de leur enrichissement sont toujours les mêmes : destruction de l'appareil de production et chômage de masse."

[L'orientation du capitalisme mondial.](#)

- Les millionnaires, toujours plus nombreux et plus riches, selon une étude - Reuters

Le nombre de millionnaires à travers le monde a augmenté de près de 8% l'année dernière et ils sont désormais 16,5 millions à se partager une fortune totale de 63.500 milliards de dollars, selon une étude publiée jeudi par Capgemini.

La richesse des détenteurs de grandes fortunes, désignés par l'acronyme HNWI pour "high net worth individuals" et que Cap

Gemini définit comme les détenteurs d'un patrimoine d'au moins un million de dollars (850.000 euros) hors résidence principale, objets d'art et de collection et biens courants, a progressé de 8,2% en 2016 et semble bien partie pour dépasser les 100.000 milliards de dollars d'ici 2025.

La tribu des millionnaires a accueilli 1,15 million de nouveaux venus l'année dernière, selon l'étude.

Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Chine comptent le plus grand nombre des millionnaires dont près des deux tiers résident dans l'un de ces quatre pays.

La France arrive en cinquième position avec 579.000 millionnaires, passant de justesse devant la Grande-Bretagne qui en compte 568.300.

Aux Etats-Unis leur nombre s'est accru à 4,8 millions contre 4,46 millions un an auparavant et en Chine il est passé de 1 million à 1,13 million.

L'Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord ont contribué dans les mêmes proportions à l'augmentation de la richesse totale des millionnaires tandis qu'en Russie, au Brésil et au Canada ils ont renoué avec l'enrichissement après le recul de l'année précédente, selon l'étude.

En Russie, le nombre et la richesse des millionnaires ont augmenté de 20% à la faveur de la sortie du pays de la récession et du rebond de son marché boursier.

Les avoirs financiers des millionnaires étaient composés à hauteur de 31,1% d'actions au deuxième trimestre 2017 contre 24,8% en 2016. La part des obligations était stable à 18% tandis que les liquidités étaient passées de 23,5% à 27,3%.

Les actifs alternatifs comme des fonds spéculatifs, les dérivés, les devises, les matières premières ou le private equity ont en revanche vu leur part reculer de 15,7% des avoirs à 9,7%.

L'étude ne précise pas les raisons de ces réallocations au sein des avoirs financiers des millionnaires mais l'accélération de la croissance mondiale et l'abondance des liquidités liée aux politiques monétaires ultra-accommodantes des grandes banques centrales ont favorisé la hausse des marchés boursiers. Reuters 28 septembre 2017

Faits et arguments contre la propagande et l'idéologie officielle.

11 septembre 2001

La discussion autour de la tour n°7 se résume à savoir ou à se demander si cette tour de 49 étages, tombée en chute libre 7 heures après l'effondrement des tours no 1 et n° 2 du World Trade Center, est en effet tombée suite à la présence de feux de bureaux causés par la chute de débris comme l'affirme le NIST, l'agence américaine nationale des normes et de la technologie, dans sa publication en 2005 ou si au contraire, elle aurait pu être démolie suite à la présence d'explosifs. Seule la conclusion du NIST a été reprise par les médias occidentaux. (dont le blog Les-Crises.fr - LVOG)

Une étude scientifique a été publiée dans la revue Europhysicsnews de la société européenne de physique (www.EPS.org) en avril 2016 sous le titre : « 15 ans plus tard : les aspects physiques des écroulements de gratte-ciel ». Elle met en doute l'hypothèse d'un effondrement en chute libre d'une tour d'acier de 49 étages, à la suite de feux. D'ailleurs l'exemple récent de l'incendie du 13 juin 2017 de la tour de 24 étages, la Grenfell Tower de Londres, n'a pas non plus résulté en sa chute malgré les 60 heures de feu intensif.

Il paraît de plus en plus évident que la manière dont la tour no 7 s'est effondrée suggère une démolition avec assistance d'explosifs.

A regarder de plus près les témoignages de première main à New York le 11 septembre 2001, des explosions sont entendues et décrites par des pompiers et d'autres témoins. Des résidus d'explosifs ont été identifiés dans les débris pulvérisés des tours. <http://arretsurinfo.ch> 22.08

Parole d'internautes

1- "Professeur d'histoire en collège, je confirme les propos de Romaric Godin : l'inculture économique est organisée par les médias, mais aussi par l'Éducation nationale. Depuis plusieurs années, on a supprimé de nos programmes l'initiation économique, la Crise de 1929, et tout ce qui ressemble à une analyse du système monétaire. Ne reste plus qu'une histoire guimauve autour des "valeurs", où on invite les élèves à choisir les gentils contre les méchants. Avec pédagogie, bien sûr.

L'ennui, c'est qu'il y a une demande confuse mais réelle de la part des élèves. Lorsque je leur explique le mécanisme de la Crise de 1929, le scandale du dollar-papier, ou les conséquences sociales du libre-échange, ils deviennent très attentifs."

2- "Merci des infos cela me déplaît de le dire mais nous serions donc obligé d'instruire "nous mêmes" nos enfants, petits enfants a cause de l'indigence des programmes ? C'est triste que le système capitaliste agresse l'école publique, laïque et la laisse aux mains des lobbies économiques aux dernières nouvelles. IL y a 30 ans nous craignons l'entrée de ces lobbies et désormais l'école est hélas le terrain de chasse d'instructeurs peu honnêtes. Expliquer la crise de 29 est une excellente chose, les enfants doivent comprendre pourquoi tout va mal, leurs parents ayant sans doute des difficultés en lien avec le système bancaire. Tout se qui se décide a ce niveau ayant des conséquences sur la vie des citoyens."

3- "La crise de 29 était au programme de 3e puis au lycée à mon époque (née en 75). Je l'ai eue en sujet d'histoire au brevet. On demandait alors une petite dissertation, pas juste des dates. Et toutes les secondes avaient de l'initiation à l'économie. Apparemment ce n'est plus au programme..."

4- "Oui c'est logique nous devenons un peu plus "américain" chaque jour : culture, écoles, communautarisme, privatisations, modèle de société tant vanté par Georges Soros par le biais des ONG, stratégie d'influence oblige, la France perd son âme et sa culture unique. Si les français ne réagissent pas, nous allons droit vers l'aliénation, et la perte des vraies valeurs même "édulcorées" par les précédents politiciens. L'Union européenne n'étant qu'un moyen de nous coloniser encore plus, atomiser les citoyens en multiples "communautés" au lieu de la grande organisation de classe d'avant."

5- "Le prix Nobel de Sciences Economiques Maurice Allais estime qu'il n'y a pas de différence entre la création monétaire faites par les banques centrales et les faux monnayeurs (puni par la loi). Elle se fait à partir de rien et aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents..."

Il y a un point commun entre les banques centrales et ces faux monnayeurs. Il crée de l'argent ex nihilo (à partir de rien)."

Comme je l'explique ailleurs, c'est plus compliqué que cela, c'est vrai et faux à la fois. Ce sont des prévaricateurs...

6- "Vous pouvez remplacer "banques centrales" par "banques commerciales" et "législateur/organismes de contrôle". En effet la monnaie est aussi (surtout) créée à travers le crédit octroyé par les banques commerciales (et ce à concurrence des effets de leviers autorisés par ceux qui sont sensés "réguler" la chose). La banque crée de la monnaie lorsqu'elle vous prête le montant de votre prêt immobilier. Elle "s'expose" de se fait de quelques pourcentages de plus (100,000001 fois ses fonds propres au lieu de 100 fois)."

7- "«La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents...»: en effet, mais cela mérite quelques explications.

Si l'on part du principe que la monnaie ne contient pas intrinsèquement de la richesse (elle n'en est que le support), la création monétaire ne génère en elle même aucune richesse supplémentaire (bien qu'elle puisse faciliter la croissance, sous certaines conditions). Elle dilue la richesse existante dans plus de monnaie.

Le faux monnayeur s'attribue donc une partie de la richesse des autres dans les billets qu'il crée pour lui dans sa cave.

La Banque centrale, en initiant officiellement la création monétaire, fait la même chose, mais pas pour son profit personnel. La question essentielle devient alors: à qui profite cette monnaie créée?"

8- "Bernard Maris – Création et destruction monétaire :

« (...) C'est le principe fondamental de la création monétaire : si je fais un crédit papier de 100 et si je sais qu'une grande partie de ce crédit reviendra chez moi banquier, je peux multiplier le crédit bien au-delà du stock d'or dont je dispose. (...) Le mécanisme est décrit dans l'adage : « les prêts font les dépôts ». Le crédit fait les dépôts, il fait l'argent. Et non l'inverse ! Avis à ceux qui croient que l'épargne fait l'argent. Quel contresens économique !

(...) Mais la vraie garantie de la création monétaire, c'est l'anticipation de l'activité économique, du cycle production consommation. Encore faut-il que cette anticipation soit saine : toute création monétaire saine débouche sur une destruction monétaire équivalente.

(...) Nous percevons mieux la nature de la monnaie : des dettes (des créances sur la banque émettrice) qui circulent.

Des dettes qui, si elles sont saines, doivent, par l'activité économique, provoquer leur remboursement. Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini. »"

Quand Soros s'emmêle, ça pue !

- George Soros finance l'indépendantisme catalan - Réseau Voltaire

La fondation Open Society Initiative for Europe de George Soros a financé en 2014 des organisations militant pour l'indépendance de la Catalogne, a révélé La Vanguardia l'année dernière

Selon des documents internes, elle a versé

- 27 049 dollars au Consell de Diplomàcia Pública de Catalunya (Conseil de diplomatie publique de Catalogne) ; organisme créé par la Généralité de Catalogne avec divers partenaires privés ;

- 24 973 dollars au Centre d'Informació i Documentació Internacionals a Barcelona (CIDOB — Centre d'information et de documentation internationale de Barcelone), un think tank indépendantiste.

Le CIDOB joue le rôle de pré-ministère des Affaires étrangères pour la Généralité de Catalogne. Il défend en toutes choses le même point de vue que celui d'Hillary Clinton. Réseau Voltaire 26 septembre 2017

“George Soros financió a la agencia de la paradiplomacia catalana”, Quico Sallés, La Vanguardia, 16 de agosto de 2016.

<http://www.lavanguardia.com/politica/20160816/403969314802/george-soros-diplocat-financio.html>

La voix des manipulateurs

La voix d'Israël.

- Quand le parti travailliste britannique s'abîme dans un antisémitisme quasi assumé - Atlantico.fr

- Pourquoi le Kurdistan indépendant a peu de chances de voir le jour - Franceinfo

La voix de la NED/CIA/Open Society

- Manifestation pour le 3e anniversaire d'"Occupy" à Hong Kong - Reuters

- Russie: l'opposant Alexeï Navalny interpellé à Moscou - AFP

- Référendum en Catalogne : «On nous prive de notre liberté de parole» - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis.

Les faits en marge des violentes manifestations à Charlottesville par Philippe Huysmans - 17 août 2017

Ce que le Monde passe sous silence.

Si en effet l'appellation alt-left utilisée par Donald Trump constitue une première, et donc une sorte de néologisme, les violences, elles, ont bel et bien perpétrées par les deux camps qui ont semé la désolation dans la ville. Et ceux-là sont connus partout dans le monde depuis les années '30, sous le nom d'antifas. Ils partagent les mêmes méthodes violentes que ceux qu'il prétendent combattre et s'avèrent souvent être d'authentiques fascistes. C'est actuellement l'arme de prédilection du pouvoir pour couper court à toute tentative d'émergence d'une gauche véritable, ou de l'idéologie anarchiste. Raison pour laquelle la violence est, dans leur cas tolérée, voire encouragée.

Parce que, tout de même, les autorités savaient pertinemment bien que les gros beaufs suprémacistes allaient débouler en ville, et

ils ne pouvaient pas ignorer qu'une contre-manifestation des antifas était, elle-aussi, prévue. Cela ne pouvait donc tourner qu'à l'affrontement, et dégénérer. La responsabilité des autorités, en pareil cas, est de maintenir une distance de sécurité entre les deux groupes de manifestants, en s'interposant, et en canalisant celles-ci. Pourquoi ceci n'a-t-il pas été fait, c'est la première question à se poser.

Le Monde... en fait des tonnes

La propension des médias de gôche bobo-solférinienne à dépeindre l'Amérique de 2017 comme s'il s'agissait de Munich en 1936 est proprement sidérante. Si les mouvements suprémacistes aux USA ont bel et bien eu leur heure de gloire, ils ne sont plus aujourd'hui que l'ombre d'eux-mêmes, les chiffres sont éloquentes :

Ku Klux Klan

Comptait jusqu'à 4 millions de membre à son apogée, en 1925. Ils ne seraient plus aujourd'hui que 4.000, après que leurs effectifs furent tombé à 3.000 autour de 1978. À noter que les estimations actuelles sont données non pas par des agences officielles, mais par l'Anti-Defamation League qui est elle-même une émanation du B'nai B'rith. Si l'on ramène ça à la population du pays en 2016 (323,1 millions), cela nous donne 0,001238007 %, soit une personne sur cent mille, environ.

American Nazi Party

Au mieux, on peut estimer que ce parti politique (qui ne compte aucun élu), pèse au plus 200 ou 300 adhérents à travers tout le pays, puisque, selon Wikipedia, le National Socialist Movement (un autre mouvement d'inspiration nazie) était, d'après le New York Times (2011), « le plus important mouvement suprémaciste avec 400 membres répartis dans 32 États ».
Totalement anecdotique.

Les « non classés »

Une partie des laissés-pour-compte de la société américaine, notamment dans la ceinture de rouille et dans les États du Sud représentent le véritable vivier de l'intolérance et du suprémacisme blanc. Qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? Partout où le chômage et la misère sont endémiques parmi certaines couches de la population, l'extrême droite fait florès. Et comme à chaque fois, on a les responsables tout trouvés ! Les étrangers, les immigrants, qui viennent manger le pain des Français Américains.

Selon moi, ça n'en fait pas des nazis, sauf à penser que l'électorat de Marine Le Pen serait, lui-aussi, constitué d'authentiques nazis bouilleurs de chatons.

Venezuela.

Venezuela : l'indulgence de la presse française pour la violence d'extrême-droite Par LVSL - 18 août 2017

Au Mexique, la prétendue guerre totale contre les cartels de drogue lancée en 2006 par le président Felipe Calderón et poursuivie par son successeur Enrique Peña Nieto aurait déjà fait entre 70 000 et 100 000 morts et disparus et le bilan macabre continue de s'alourdir. Cependant, la situation au Mexique ne fait pas les gros titres de la presse française ; c'est un autre pays latino-américain traversant une profonde crise économique, sociale et politique, qui retient l'attention des médias de masse : le Venezuela.

Quel est le ressort de cet effet médiatique de miroir grossissant sur les convulsions vénézuéliennes et d'invisibilisation des autres pays latino-américains ? C'est qu'au-delà du parti pris atlantiste de la classe dominante française, le Venezuela est également instrumentalisé à des fins de politique intérieure. Autrement dit, avec le Venezuela, le camp néolibéral fait d'une pierre, deux coups : relayer l'agenda géopolitique de Washington qui n'exclut pas une intervention militaire et donner des uppercuts à la gauche de transformation sociale (FI et PCF), quitte à banaliser l'aile la plus radicale de la droite vénézuélienne qui est aujourd'hui en position de force au sein de la MUD, la large et composite coalition d'opposition au chavisme. Il ne s'agit pas de prétendre ici que les forces de l'ordre vénézuéliennes ne seraient responsables de rien, qu'Hugo Chávez Frías et son successeur seraient irréprochables et n'auraient commis aucune erreur, notamment en matière de diversification économique ou de lutte contre l'inflation ou bien encore que le « chavisme » ne compterait pas, dans ses rangs, des éléments corrompus ou radicaux. Il s'agit de mettre en lumière que le parti pris médiatique majoritaire en faveur de l'opposition vénézuélienne, y compris de l'extrême-droite, répond à la volonté de marteler, ici comme là-bas, qu'il n'y a pas d'alternative au modèle néolibéral et à ses avatars, pour reprendre la formule consacrée et popularisée en son temps par Margaret Thatcher, fidèle soutien de l'ancien dictateur chilien, Augusto Pinochet.

La droite réactionnaire vénézuélienne jugée respectable dans la presse française

Fait inquiétant : la frange la plus extrême et « golpiste » de la droite vénézuélienne semble avoir les faveurs de l'administration Trump. La veille de l'élection de l'assemblée nationale constituante, le vice-président Mike Pence a téléphoné à Leopoldo

López, figure de cette frange radicale, pour le féliciter pour « son courage et sa défense de la démocratie vénézuélienne ». Lilian Tintori, l'épouse de López, accompagnée de Marco Rubio, un sénateur républicain partisan de la ligne dure et de l'ingérence contre Cuba et le Venezuela, avait été reçue à la Maison Blanche par Donald Trump, quelques mois plus tôt. Qui se ressemble, s'assemble. Pourtant, après avoir largement pris parti pour la campagne d'Hillary Clinton au profil bien plus rassurant que Donald Trump, la presse française dominante, y compris celle qui se réclame de la « gauche » sociale-démocrate (Libération, L'Obs), ne semble guère s'émouvoir, aujourd'hui, de cette internationale de la droite réactionnaire entre les Etats-Unis d'Amérique et le Venezuela. Nous avons pourtant connu notre presse dominante plus engagée contre l'extrême-droite comme, par exemple, lorsqu'il s'agissait de faire campagne pour Emmanuel Macron au nom du vote utile contre Marine Le Pen.

Il faut dire que la presse dominante a mis beaucoup d'eau dans son vin en ce qui concerne ses critiques à l'encontre de Trump depuis qu'il est à la tête de l'Etat nord-américain, comme on a pu notamment le constater lors de sa visite officielle le 14 juillet dernier. De plus, notre presse entretient de longue date un flou bien plus artistique que journalistique sur la véritable nature politique d'une partie de l'opposition vénézuélienne voire sur l'opposition tout court. Ainsi dans un article du Monde, on peut lire que la « Table de l'Unité Démocratique » (MUD) est une « coalition d'opposants qui va de l'extrême-gauche à la droite ». S'il existe bien une extrême-gauche et un « chavisme critique » au Venezuela comme Marea Socialista ou le journal Aporrea, ce courant politique n'a jamais fait partie de la MUD qui est une coalition qui va d'Acción Democrática, le parti social-démocrate historique converti au néolibéralisme dans les décennies 80-90 à la droite extrême de Vente Venezuela de Maria Corina Machado et de Voluntad Popular de Leopoldo López. En février 2014, L'Obs publie un portrait dithyrambique de Leopoldo López. Sous la plume de la journaliste Sarah Diffalah, on peut lire que « sur la forme, comme sur le fond, Leopoldo López est plutôt brillant », que c'est un « homme de terrain », « combattif », qu'il a une « hauteur intellectuelle certaine », qu'il « peut se targuer d'une solide connaissance dans le domaine économique », que « la résistance à l'oppression et la lutte pour l'égalité, il y est tombé dedans tout petit », qu'il est un « époux modèle », qu'il a une « belle allure » et qu'il est devenu « le héros de toute une frange de la population ». On y apprend également que Leopoldo López est « de centre-gauche » ! Henrique Capriles, un autre leader de l'opposition, serait ainsi « plus à droite que lui ». Pourtant, dans le dernier portrait que L'Obs consacre à Leopoldo López, on lit bien qu'il « présente l'aile la plus radicale de la coalition d'opposition » ! Leopoldo López n'a pourtant pas évolué idéologiquement depuis 2014... et L'Obs non plus. Cherchez l'erreur.

Le magazine américain Foreign Policy, peu suspect de sympathie pour le chavisme, a publié, en 2015, un article sur la fabrication médiatique du personnage de Leopoldo López intitulé « The making of Leopoldo López » qui dresse un portrait de l'homme bien moins élogieux que celui de L'Obs. L'article répertorie notamment tous les éléments qui prouvent que Leopoldo López, à l'époque maire de la localité huppée de Chacao (Caracas), a joué un rôle dans le coup d'état d'avril 2002 quand bien même, par la suite, la campagne médiatique lancée par ses troupes a prétendu le contraire. L'article rappelle également qu'il est issu de l'une des familles les plus élitaires du Venezuela. Adolescent, il a confié au journal étudiant de la Hun School de Princeton qu'il appartient « au 1% de gens privilégiés ». Sa mère est une des dirigeantes du Groupe Cisneros, un conglomerat médiatique international et son père, homme d'affaires et restaurateur, siège au comité de rédaction de El Nacional, quotidien vénézuélien de référence d'opposition. Ce n'est pas franchement ce qu'on appelle un homme du peuple. Après ses études aux Etats-Unis – au Kenyon College puis à la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard -, il rentre au Venezuela où il travaille pour la compagnie pétrolière nationale PDVSA. Une enquête conclura plus tard que López et sa mère, qui travaillait également au sein de PDVSA, ont détourné des fonds de l'entreprise pour financer le parti Primero Justicia au sein duquel il militait. L'Humanité rappelle ses liens anciens et privilégiés avec les cercles du pouvoir à Washington ; en 2002, il rencontre la famille Bush puis rend visite à l'International Republican Institute, qui fait partie de la NED (National Endowment for Democracy) qui a injecté des millions de dollars dans les groupes d'opposition tels que Primero Justicia.

En 2015, Leopoldo López est condamné par la justice vénézuélienne à 13 ans et neuf mois de prison pour commission de délits d'incendie volontaire, incitation au trouble à l'ordre public, atteintes à la propriété publique et association de malfaiteurs. Il est condamné par la justice de son pays pour son rôle d'instigateur de violences de rue en 2014, connues sous le nom de « guarimbas » (barricades), pendant la campagne de la « salida » (la sortie) qui visait à « sortir » Nicolás Maduro du pouvoir, élu démocratiquement un an auparavant. Ces violences se solderont par 43 morts au total dont la moitié a été causée par les actions des groupes de choc de l'opposition et dont 5 décès impliquent les forces de l'ordre, selon le site indépendant Venezuelanalysis. L'opposition, les Etats-Unis et ses plus proches alliés vont s'employer à dénoncer un procès politique et vont lancer une vaste campagne médiatique internationale pour demander la libération de celui qui est désormais, à leurs yeux, un prisonnier politique (#FreeLeopoldo). La presse française dominante embraye le pas et prend fait et cause pour Leopoldo López. Pour le Monde, il est tout bonnement le prisonnier politique numéro 1 au Venezuela. Pourtant, à l'époque, la procureure générale Luisa Ortega Diaz, qui, depuis qu'elle critique le gouvernement Maduro, est devenue la nouvelle coqueluche des médias occidentaux et suscite désormais l'admiration de Paulo Paranagua du Monde qui loue son « indépendance », estimait que ces « manifestations » « [étaient] violentes, agressives et [mettaient] en danger la liberté de ceux qui n'y participent pas ». Paulo Paranagua parlait, quant à lui, de « manifestations d'étudiants et d'opposants [sous-entendues pacifiques, ndlr], durement réprimées » dans un portrait à la gloire de Maria Corina Machado, très proche alliée politique de Leopoldo López, présentée comme la « pasionaria de la contestation au Venezuela » comme l'indique le titre de l'article. Notons que si Luisa Ortega est aujourd'hui très critique du gouvernement Maduro, elle n'a, en revanche, pas changé d'avis sur la culpabilité de Leopoldo López et la nature des faits qui lui ont valu sa condamnation. Dans l'article de Sarah Diffalah de L'Obs, la stratégie insurrectionnelle de la « salida » est qualifiée de « franche confrontation au pouvoir » qui constitue néanmoins « une petite ombre au tableau » de López, non pas pour son caractère antidémocratique et violent mais parce qu'elle a créé des remous au sein de la coalition d'opposition car, selon la journaliste, « certains goûtent moyennement à sa nouvelle médiatisation ». Et la journaliste de se demander s'il ne ferait pas « des jaloux ». Cette explication psychologisante s'explique peut-être par le fait que Leopoldo López avait déclaré à L'Obs, de passage à Paris, qu'il entendait trouver des « luttes non-violentes, à la façon de

Martin Luther King » et que Sarah Diffalah a bu ses paroles au lieu de faire son travail de journaliste.

Le chiffre incontestable de plus de 120 morts depuis le mois d'avril, date à laquelle l'opposition radicale a renoué avec la stratégie insurrectionnelle, est largement relayé dans la presse hexagonale sauf que l'on oublie souvent de préciser que « des candidats à la constituante et des militants chavistes ont été assassinés tandis que les forces de l'ordre ont enregistré nombre de morts et de blessés » comme le rappelle José Fort, ancien chef du service Monde de l'Humanité, sur son blog. Par exemple, la mort d'Orlando José Figuera, 21 ans, poignardé puis brûlé vif par des partisans de l'opposition qui le suspectaient d'être chaviste en raison de la couleur noire de sa peau, en marge d'une « manifestation » dans le quartier cossu d'Altamira (Caracas), n'a pas fait les gros titres en France. On dénombre plusieurs cas similaires dans le décompte des morts.

Exemple typique de ce qui s'apparente à un mensonge par omission : dans un article de Libération, on peut lire que « ces nouvelles violences portent à plus de 120 morts le bilan de quatre mois de mobilisation pour réclamer le départ de Nicolás Maduro » sans qu'aucune précision ne soit apportée quant à la cause de ces morts. On lit tout de même plus loin qu'« entre samedi et dimanche, quatre personnes, dont deux adolescents et un militaire, sont mortes dans l'Etat de Tachira, trois hommes dans celui de Merida, un dans celui de Lara, un autre dans celui de Zulia et un dirigeant étudiant dans l'état de Sucre, selon un bilan officiel. » Le journaliste omet cependant de mentionner que parmi ces morts, il y a celle de José Félix Pineda, candidat chaviste à l'assemblée constituante, tué par balle à son domicile. La manipulation médiatique consiste en un raccourci qui insinue que toutes les morts seraient causées par un usage disproportionné et illégitime de la force par les gardes nationaux et les policiers, et qu'il y aurait donc, au Venezuela, une répression systématique, meurtrière et indistincte des manifestants anti-Maduro forcément pacifiques. L'information partielle devient partielle. L'article de Libération est en outre illustré par une photo de gardes nationaux, accompagnée de la légende « des policiers vénézuéliens affrontent des manifestants le 30 juillet 2017 ». Les images jouent en effet un rôle central dans la construction d'une matrice médiatique.

Et Marianne de titrer sur « l'assemblée constituante, élue dans un bain de sang », faisant écho au titre d'une vidéo de 20 minutes « Venezuela : après l'élection dans le sang de l'Assemblée constituante, l'avenir du pays est incertain », au titre de l'article du Dauphiné « après le bain de sang, le dictateur Maduro jette ses opposants en prison », à celui de L'express « Maduro saigne le Venezuela » ou encore au titre d'un article du Monde « Au Venezuela, une assemblée constituante élue dans le sang », signé par Paulo Paranagua, le journaliste chargé du suivi de l'Amérique Latine du quotidien, particulièrement décrié pour sa couverture de l'actualité vénézuélienne. A cet égard, Thierry Deronne, un belge installé de longue date au Venezuela, a écrit et publié, cette année, sur son blog, un article décryptant le traitement pour le moins discutable du Venezuela par Le Monde et Maurice Lemoine, ancien rédacteur en chef du Monde Diplomatique, s'était fendu, en 2014, d'un courrier au médiateur du Monde à ce sujet.

Au micro de la radio suisse RTS (07/07/2017), le même Maurice Lemoine s'insurge contre ces raccourcis médiatiques : « J'y suis allé pendant trois semaines [au Venezuela, ndlr].

Les manifestations de l'opposition sont extrêmement violentes, c'est-à-dire que vous avez une opposition qui défile de 10h du matin jusqu'à 1h de l'après-midi et, ensuite, elle est remplacée par des groupes de choc de l'extrême-droite avec des délinquants. [...] Ils sont très équipés et c'est une violence qui n'a strictement rien à avoir avec les manifestations que nous avons ici en Europe. On vous dit « répression des manifestations au Venezuela, 90 morts ». C'est pas vrai ! C'est pas vrai ! [...] En tant que journaliste, je m'insurge et je suis très en colère. Dans les 90 morts, vous avez 8 policiers et gardes nationaux qui ont été tués par balle. Vous avez, la semaine dernière, deux jeunes manifestants qui se sont fait péter avec des explosifs artisanaux. Vous avez des gens, des chavistes, qui essayent de passer une barricade et qui sont tués par balle, c'est-à-dire que la majorité des victimes ne sont pas des opposants tués par les forces de l'ordre et, y compris dans les cas – parce qu'il y en a eu – de grosses bavures et de manifestants qui sont victimes des forces de l'ordre, les gardes nationaux ou les policiers sont actuellement entre les mains de la justice. Il y a une présentation du phénomène qui, de mon point de vue de journaliste, est très manipulatrice. »

En outre, la presse mainstream insiste lourdement sur la « polarisation politique », certes incontestable, au Venezuela pour mieux cacher une polarisation sociale à la base du conflit politique. Comme le souligne Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique Latine, dans une interview à L'Obs, « l'opposition peut se targuer d'avoir le soutien d'une partie de la population mais il ne s'agit sûrement pas du peuple « populaire ». Principalement, ce sont des classes moyennes, aisées, jusqu'à l'oligarchie locale tandis que le chavisme s'appuie sur des classes plus populaires, voire pauvres. En fait, le conflit politique qui se joue aujourd'hui cache une sorte de lutte des classes. L'opposition a donc un appui populaire en termes de population mais pas dans les classes populaires. » Les manifestations de l'opposition se concentrent, en effet, dans les localités cossues de l'est de la capitale (Chacao, Altamira) gouvernées par l'opposition tandis que les barrios populaires de l'ouest de la capitale restent calmes. La base sociale de l'opposition est un détail qui semble déranger la presse mainstream dans la construction du récit médiatique d'un peuple tout entier, d'un côté, dressé contre le « régime » de Nicolás Maduro et sa « bolibourgeoisie » qui le martyrise en retour, de l'autre côté.

Ainsi, les manifestations pro-chavistes qui se déroulent d'ordinaire dans le centre de Caracas sont souvent invisibilisées dans les médias français. Le 1er septembre 2016, l'opposition avait appelé à une manifestation baptisée « la prise de Caracas » et les chavistes avaient organisé, le même jour, une contre-manifestation baptisée « marée rouge pour la paix ». Une journée de double-mobilisation donc. Le Monde titrera sur « la démonstration de force des opposants au président Maduro » en ne mentionnant qu'en toute fin d'article que les chavistes avaient organisé une manifestation le même jour qui « a réuni quelques

milliers de personnes ». Ces quelques milliers de chavistes, n'auront pas le droit, eux, à une photo et une vidéo de leur manifestation... D'autant plus qu'ils étaient sans doute plus nombreux que ce que veut bien en dire le quotidien. Dans un article relatant une manifestation d'opposition de vénézuéliens installés à Madrid qui a eu lieu quelques jours plus tard, Le Monde mentionne la « prise de Caracas » du 1er septembre mais réussit le tour de force de ne pas mentionner une seule fois la « marée rouge » chaviste. En réalité, les deux camps politiques avaient réuni beaucoup de monde, chacun de leur côté, illustrant ainsi la polarisation politique et sociale du Venezuela.

Les photos des manifestations de l'opposition et des heurts avec les forces de l'ordre sont largement diffusées et les événements sont traités comme un tout indistinct alors que ces mobilisations d'opposition se déroulent en deux temps, comme l'explique Maurice Lemoine et que les manifestants pacifiques de la matinée ne sont pas les mêmes « manifestants » qui, encagoulés, casqués et armés, s'en prennent aux forces de l'ordre dans l'après-midi. Cet amalgame rappelle le traitement médiatique des mobilisations sociales contre la Loi Travail sauf que, dans le cas français, les médias de masse avaient pris fait et cause pour le gouvernement et les forces de l'ordre et avaient stigmatisé le mouvement social, en amalgamant manifestants et casseurs qui passeraient, soit dit en passant, pour des enfants de chœur à côté des groupes de choc de l'opposition vénézuélienne. Ce parti pris médiatique majoritaire s'explique sans doute parce qu'au Venezuela, le gouvernement est antilibéral et l'opposition est néolibérale, conservatrice voire réactionnaire tandis qu'en France, c'est précisément l'inverse. Sous couvert de dénoncer la violence, la presse de la classe dominante défend, en réalité, à Paris comme à Caracas, les intérêts de la classe dominante.

Le Venezuela devient un sujet de politique intérieure en France

Après avoir publié une interview de Christophe Ventura en contradiction avec sa ligne éditoriale, certes relayée sur sa page Facebook à une heure creuse et tardive (lundi 31/07/2017 à 21h41) et sans véritable accroche, L'Obs renoue avec la stratégie d'instrumentalisation du dossier vénézuélien pour faire le procès de la gauche antilibérale française en relayant sur Facebook le surlendemain, cette fois-ci à une heure de pointe (18h30 pétantes), un article intitulé « Venezuela : La France Insoumise peine à expliquer sa position sur Maduro », agrémenté de la photo choc d'une accolade entre Hugo Chávez et Jean-Luc Mélenchon. Le texte introductif précise qu'un tweet a refait surface. Un tweet qui date de... 2013.

Plutôt que d'informer les lecteurs sur la situation au Venezuela, la priorité semble donc être de mettre l'accent sur des enjeux purement intérieurs. Une avalanche d'articles dénonçant les « ambiguïtés » de la France Insoumise s'abat sur la presse hexagonale. Le Lab d'Europe 1 se demande « comment la France Insoumise justifie les positions pro-Maduro de Mélenchon ».

A France Info, on semble avoir la réponse : « désinformation », situation « compliquée » : comment des députés de La France Insoumise analysent la crise vénézuélienne.

L'hebdomadaire Marianne, quant à lui, parle des « positions équilibrées de la France Insoumise et du PCF ». LCI titre sur le « malaise de la France Insoumise au sujet de Maduro » puis publie une sorte de dossier sur « Jean-Luc Mélenchon et le régime chaviste : économie, Poutine, constituante, les points communs, les différences ». Une partie de la presse alternative et indépendante de gauche n'est pas en reste non plus, à l'instar de Mediapart qui se fait depuis plusieurs mois le relai médiatique en France du « chavisme critique », un courant politique qui participe depuis longtemps au débat d'idées au Venezuela et qui n'est pas dénué d'intérêt pour comprendre la réalité complexe du pays et de sa « révolution bolivarienne ». Ainsi, le journal d'Edwy Plenel, très modérément alternatif sur l'international et sur Mélenchon, en profite pour régler ses comptes avec la FI et le PCF en dénonçant leurs « pudeurs de gazelle pour le Venezuela ».

Les députés insoumis sont sommés de s'expliquer à l'instar d'Eric Coquerel face aux journalistes d'Europe 1 qui ne lui ont posé presque que des questions sur le Venezuela alors qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une émission spéciale sur le pays latino-américain. Ce déploiement médiatique ressemble furieusement à une injonction morale faite à la France Insoumise et à son chef de file dont on reproche avec insistance le silence sur le sujet, de condamner, bien entendu, ce « régime » honni et de souscrire au discours dominant. Les insoumis et les communistes français ne sont pas seuls au monde dans cette galère médiatique. Unidos Podemos, en Espagne, fait face au même procès médiatique depuis des années. Outre-Manche, c'est Jeremy Corbyn et ses camarades qui sont, en ce moment, sur la sellette. Cette instrumentalisation franco-française du Venezuela ne date pas d'hier. On se souvient par exemple de la polémique lancée par Patrick Cohen, à 10 jours du 1er tour des élections présidentielles, sur l'ALBA, de la manchette du Figaro du 12 avril « Mélenchon : le délirant projet du Chavez français » et des nombreux parallèles à charge entre le Venezuela bolivarien et le projet politique du candidat qui ont émaillé la campagne. La rengaine a continué pendant les élections législatives avec un article du Point sobrement intitulé « Venezuela, l'enfer mélenchoniste », publié la veille du second tour.

Aujourd'hui, le coup de projecteur médiatique sur l'élection de l'assemblée constituante vénézuélienne est, une fois encore, l'occasion d'instruire le procès des mouvements antilibéraux français : ainsi, pour Eric Le Boucher (Slate), le Venezuela est « la vitrine de l'échec du mélenchonisme. En réalité, la FI et le PCF, ont tort, aux yeux du parti médiatique, de ne pas adhérer au manichéisme ambiant sur une situation aussi grave et complexe et à sa décontextualisation géopolitique.

Ils refusent également d'alimenter la diabolisation et le vieux procès en dictature que se traîne le chavisme depuis presque toujours alors qu'en 18 ans de « révolution bolivarienne », 25 scrutins reconnus comme transparents par les observateurs internationaux ont été organisés, que l'opposition contrôle d'importantes villes, des États et l'Assemblée Nationale et

que les médias privés d'opposition sont majoritaires (El Universal, Tal Cual, Ultimas Noticias, El Nacional Venevision, Televen, Globovision, etc.). Que la gauche antilibérale puisse considérer le chavisme comme une source d'inspiration pour ses politiques de redistribution des richesses et non pas un modèle « exportable » en France, contrairement à ce que bon nombre de journalistes tentent d'insinuer (Nicolas Prissette à Eric Coquerel, sur un ton emporté, « franchement, est-ce que c'est ça, le modèle vénézuélien que vous défendez ? » sur Europe 1) semble être un délit d'opinion dans notre pays.

Puisque le Venezuela est en passe de devenir un véritable sujet de politique intérieure, rappelons aux éditorialistes de tout poil et autres tenants de l'ordre établi que, par leur atlantisme aveugle et leur libéralisme économique forcené, ils se persuadent qu'ils défendent la liberté et la démocratie au Venezuela alors qu'ils sont tout simplement en train d'apporter un soutien médiatique et politique international décisif à la stratégie violente de l'extrême-droite vénézuélienne et ce, quelles que soient les critiques légitimes que l'on puisse faire à l'exécutif vénézuélien et aux chavistes. Leur crédibilité risque d'être sérieusement entamée la prochaine fois qu'ils ressortiront l'épouvantail électoral du Front National pour faire voter « utile ».

La question kurde.

Le référendum biaisé d'indépendance d'un Kurdistan en Irak - Réseau Voltaire

Le président de la région du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a déclaré qu'en l'absence de contre-propositions de la Communauté internationale, le référendum d'indépendance prévu lundi 25 septembre 2017 aurait bien lieu.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'est pas parvenu à convenir ni d'une résolution (ayant valeur en Droit international), ni même d'une déclaration de son président (indiquant le point de vue des membres du Conseil), mais uniquement d'un communiqué de presse condamnant la possible sécession. À l'évidence, certains membres du Conseil tiennent un discours public qui masque mal leurs intentions sur le terrain.

Le scrutin se tiendra non seulement dans la région autonome du Kurdistan, mais aussi dans les territoires annexés par les Barzani en lien avec Daesh. Le référendum est une décision unilatérale d'Erbil, condamnée par l'Assemblée nationale, le Gouvernement fédéral et la Cour suprême de Bagdad. Il intervient maintenant car plus de 3 millions de non-Kurdes ont fui la région du fait du nettoyage ethnique entrepris par les Barzani et se sont réfugiés en Turquie et en Syrie. Il reste environ 8 millions de Kurdes dans la zone.

Cependant, les finances du Kurdistan indépendant seront difficiles à assurer compte tenu des dépenses militaires engagées et du prix du pétrole alentour de 70 dollars seulement le baril.

Le Français Total exploite au maximum le champ de Shaikan. Le Russe Rosneft vient de signer un contrat avec le président Barzani pour construire un nouveau gazoduc d'une valeur d'un milliard de dollars. Le Britannique Gulf Keystone Petroleum s'apprête également à développer ses investissements sur place.

Cependant, la Turquie qui détient l'opérateur du pipeline kurdo-turc, BOTAS Petroleum Pipeline Corporation, pourrait couper brutalement le transport au port de Ceyhan. L'armée turque masse des troupes à la frontière du Kurdistan irakien, officiellement dans le cadre d'exercices. La presse régionale considère que le président Recep Tayyip Erdogan est prêt à une intervention militaire.

Un accord pourrait être trouvé. Dans ce cas, le référendum ne serait pas suivi d'une proclamation d'indépendance.

Source : « Le référendum biaisé d'indépendance d'un Kurdistan en Irak », Réseau Voltaire, 23 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198014.html

Kurdistan : ce que cache le référendum - Réseau Voltaire

Dans un monde où les images comptent plus que les réalités, la presse évoque un référendum démocratique pour l'indépendance du Kurdistan irakien. Cependant, outre que constitutionnellement ce référendum devrait se tenir dans tout l'Iraq et non pas uniquement dans la zone indépendantiste, plusieurs millions d'électeurs non-kurdes ont déjà été chassés de chez eux et ne pourront plus y retourner. Dans les bureaux de vote, seuls les indépendantistes surveilleront la régularité de ce scrutin. Thierry Meyssan révèle cette escroquerie et les intérêts impérialistes qu'elle cache.

Le référendum pour l'indépendance du Kurdistan est un jeu de dupes. Les États-Unis qui le soutiennent sous la table, s'y opposent en public. La France et le Royaume-Uni font de même, espérant que Washington réalisera leur vieux rêve. La Russie n'est pas en reste, laissant entendre que bien qu'opposée à tout changement unilatéral, elle pourrait soutenir l'indépendance... tout au moins si tout le monde admet l'indépendance de la Crimée et par voie de conséquence, son rattachement à Moscou.

Le degré d'hypocrisie des membres permanents du Conseil de sécurité est tel qu'ils ne sont pas parvenus à statuer sur cette

question, malgré leur apparente unanimité. Ils n'ont pas adopté de résolution (c'est-à-dire de texte ayant force de loi internationale), ni de déclaration présidentielle (c'est-à-dire une position commune des membres du Conseil), tout juste un insipide communiqué de presse lors de leur réunion du 19 septembre [1].

Il existe actuellement huit États non reconnus : l'Abkhazie, Chypre-Nord, le Haut-Karabagh, le Kosovo, l'Ossétie, le Sahara occidental, le Somaliland et la Transnistrie. Tandis que deux régions européennes espèrent leur indépendance : la Catalogne et l'Écosse. Toute modification du statut du Kurdistan iraquien aura des conséquences sur cette dizaine d'autres pays.

L'indépendance du Kurdistan iraquien serait un tour de force, dans la mesure où il s'agirait de déplacer le Kurdistan, tel qu'il a été reconnu par la Conférence de Sèvres en 1920, du territoire turc actuel au territoire iraquien. Certes, tout le monde s'est habitué à utiliser le mot Kurdistan pour désigner cette région dont Londres et Washington ont supervisé depuis 1991 le nettoyage ethnique lent et continu.

Lors de « Tempête du désert », cette région hébergeait une majorité d'Iraquiens kurdes. Londres et Washington en firent une zone de non-survol pour l'armée du président Hussein. Ils y placèrent autoritairement au pouvoir un de leurs collaborateurs de la Guerre froide, Massoud Barzani, qui débuta le déplacement des populations non-kurdes. Ce même Barzani, quoi qu'élu par deux fois depuis, se maintient au pouvoir depuis plus de deux ans sans mandat. L'Assemblée nationale qui exige son départ, ne s'est réunie qu'une fois depuis la fin de son mandat, pour voter le principe du référendum, mais en l'absence du Goran ; un parti qui ne cesse de dénoncer le système féodal des Barzani et des Talabani, le népotisme et la corruption qui en découlent. Dans les faits, Massoud Barzani occupe le pouvoir de manière ininterrompue depuis 26 ans.

De 1991 à 2003, les non-Kurdes ont progressivement quitté la zone de non-survol, de sorte que celle-ci a été proclamée Kurdistan iraquien lors de la défaite du président Hussein.

Le 1er juin 2014, les services secrets d'Arabie saoudite, des États-Unis, d'Israël, de Jordanie, de la région autonome du Kurdistan iraquien, du Qatar, du Royaume-Uni et de Turquie ont organisé à Amman (Jordanie) une réunion préparatoire de l'invasion de l'Iraq par Daesh. Nous connaissons l'existence de ce meeting par le document turc qu'Özgür Gündem a immédiatement publié [2]. Ce quotidien — auquel j'ai collaboré — a été fermé depuis par le « sultan » Recep Tayyip Erdogan [3].

Selon ce document, il a été convenu de coordonner Daesh et la région du Kurdistan iraquien. Le premier a lancé une offensive éclair pour s'emparer de Mossoul, tandis que la seconde s'est emparée de Kirkouk. Le président Massoud Barzani s'était rendu quatre jours plus tôt en Jordanie rencontrer des participants à cette réunion. Il veilla à ne pas y participer, mais y fut représenté par son fils Masrour, le chef de son propre service de Renseignement.

Lorsque Daesh a envahi la partie d'Iraq que les États-Unis lui avaient préalablement attribuée, il fit prisonniers au passage les yazédis et les réduisit en esclavage. L'immense majorité des yazédis est kurde, mais conformément à l'accord d'Amman, les Barzani voisins ne sont pas intervenus, y compris lorsque certains ont fui dans les montagnes de Sinjar. Ces fuyards furent en définitive sauvés par des commandos du PKK turc. Les kurdes turcs les ont tous sauvés qu'ils soient kurdes ou non. Ils utilisèrent cette victoire pour demander leur reconnaissance par les Occidentaux (qui les considèrent depuis la Guerre froide comme des terroristes). La réécriture actuelle de cette affaire par les Barzani ne saurait effacer ce crime contre son propre peuple [4]. Au demeurant, depuis la libération de leurs terres, les yazédis restant sur place ont proclamé leur propre gouvernement autonome. Ils refusent d'être administrés par d'autres kurdes, de sorte que tous les yazédis boycottent le référendum [5].

Un autre célèbre kurde participait à la réunion d'Amman : l'islamiste Mullah Kerkar. Celui-ci était emprisonné en Norvège où il purgeait une peine de cinq ans de prison pour avoir menacé de mort à la télévision la future Premier ministre, Erna Solberg. Il se rendit à ce sommet à bord d'un avion de l'Otan et réintégra sa cellule les jours suivants. Il révéla alors son allégeance à Daesh. Il ne fut pas jugé pour appartenance à une organisation terroriste, mais bénéficia d'une remise de peine de deux ans et fut libéré. Il dirigea alors Daesh en Europe, depuis Oslo, sous la protection de l'Otan. Manifestement, le réseau Stay-behind de l'Alliance atlantique fonctionne toujours [6].

Ayant annexé Kirkouk, le gouvernement régional du Kurdistan iraquien étendit à la zone le nettoyage ethnique que ses membres avaient perpétré dans la zone de non-survol de 1991 à 2003.

On peut être rassuré : le président inamovible Barzani a assuré qu'il ne prendrait pas de mesures de rétorsion contre les électeurs qui voteraient "Non".

Le président non-constitutionnel Barzani a annoncé que toutes les populations du Kurdistan iraquien et des territoires annexés pourront participer au référendum. Toutes ces régions hébergeaient plus d'une douzaine de millions de citoyens en 2013. Mais aujourd'hui trois millions de citoyens non-kurdes ont été contraints de les fuir. Ce sont donc des électeurs choisis qui ont été appelés aux urnes pour décider de l'avenir, non seulement à la place des habitants légitimes expulsés, mais aussi de tous les autres Iraquiens.

Pour participer à ce référendum, il faut :

- habiter au Kurdistan ou dans les régions annexées ;
- avoir plus de 18 ans ;
- s'être fait enregistrer avant le 7 septembre sur les registres électoraux ;
- et pour les personnes réfugiées à l'étranger, s'être fait enregistrer pour pouvoir voter électroniquement... ce qui suppose qu'elles présentent d'abord leurs papiers à l'autorité électorale du Kurdistan dont elles ont été chassées.

Au demeurant, les Barzani ont une conception particulière des populations appelées à voter. En 1992, ils n'ont compté que 971 953 votants, mais une décennie plus tard, en 2014, ils étaient soudain 2 129 846 et trois ans plus tard, le 25 septembre 2017, ils étaient 3 305 925.

L'indépendance donnera aux clans Barzani et Talabani des moyens supplémentaires pour poursuivre leurs affaires. Elle offrira également à l'Israël la possibilité de mettre en œuvre certains de ses objectifs militaires. Depuis la fin des années 90 et le développement des missiles, Tsahal a abandonné sa stratégie d'occupation des « marches », c'est-à-dire des territoires juste à l'extérieur de ses frontières (Sinai, Golan, Sud du Liban). Au contraire, il entend neutraliser l'Égypte, la Syrie et le Liban en les prenant à revers. Tel-Aviv a donc soutenu la création du Soudan du Sud, en 2011, afin d'y placer des missiles pointés sur l'Égypte, et soutient aujourd'hui celle du Kurdistan afin d'y placer des missiles pointés sur la Syrie.

Selon Israël-Kurd, largement cité par la presse turque, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est engagé auprès de Massoud Barzani à transférer 200 000 Israéliens dans le nouvel État pour « aider » à l'administrer [7].

Selon sa logique, pour Tsahal l'idéal serait d'étendre le territoire du Kurdistan iraquien, non seulement à Kirkouk, mais au Nord de la Syrie. C'est le travail du YPG et de son « Rojava ». Cet État autonome auto-proclamé est un long corridor joignant le Kurdistan iraquien à la Méditerranée, occupé par les troupes états-uniennes qui y ont illégalement installé plusieurs bases militaires.

Huit mois avant la réunion d'Amman, une chercheuse du Pentagone, Robin Wright, confirmait l'accord de son pays à ce projet [8]. À l'époque, les Barzani assuraient encore défendre l'ensemble des kurdes, y compris ceux résidant en Turquie et en Iran. Madame Wright expliqua doctement que ce projet était impossible, mais publia la carte du « Sunnistan » attribué à Daesh et du « Kurdistan » attribué aux Barzani en Iraq et en Syrie.

Le Pentagone vient d'ailleurs d'attribuer un appel d'offres, en août dernier, pour acheter et transférer en Syrie 500 millions d'armes et de munitions principalement ex-soviétiques [9]. Les 200 premiers camions ont été livrés au YPG à Hasakeh, les 11 et 19 septembre, via le Kurdistan iraquien, sans être attaqués par les jihadistes [10]. Le ministère russe de la Défense vient de rendre publiques des photographies satellitaires d'un camp des Forces spéciales US en plein territoire de Daesh, vivant en bonne intelligence avec les kurdes et les jihadistes [11].

Mais puisqu'on nous dit que ce « Kurdistan indépendant » est un projet kurde, pourquoi en douterions-nous ? Réseau Voltaire, 26 septembre 2017

[1] « Déclaration du Conseil de sécurité sur le Kurdistan iraquien », Réseau Voltaire, 21 septembre 2017.

[2] « Yer : Amman, Tarih : 1, Konu : Musul », Akif Serhat, Özgür Gündem, 6 juillet 2014.

[3] Ceux de ses journalistes qui ont échappé à la purge et sont parvenus à fuir, ont créé le quotidien électronique Özgürlükçü Demokrasi hors de Turquie.

[4] « La réécriture du massacre du Sinjar », Réseau Voltaire, 11 septembre 2017.

[5] "Establishment of the Provisional Government of Ezidikhan", Voltaire Network, 25 July 2017.

[6] « La guerre secrète en Norvège », par Daniele Ganser, Réseau Voltaire, 25 juillet 2013. Cet article est extrait de : Les Armées Secrètes de l'OTAN, de Daniele Ganser, Demi-Lune, 2007.

[7] « 200 000 Israéliens attendus au « Kurdistan » dès la proclamation de l'indépendance », Réseau Voltaire, 19 septembre 2017.

[8] "Imagining a Remapped Middle East", Robin Wright, The New York Times Sunday Review, September 28, 2013.

[9] "Heikle Fracht aus Ramstein", "Millionen Schuss Munition für Kalaschnikows", Frederik Obermaier & Paul-Anton Krüger, Süddeutsche Zeitung, 12. & 20. September 2017.

[10] « 200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG », Réseau Voltaire, 22 septembre 2017.

[11] « Le ministère russe de la Défense diffuse des photos des Forces US stationnées chez Daesh », Réseau Voltaire, 24 septembre 2017.

Source : « Kurdistan : ce que cache le référendum », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 26 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198042.html

- Les kurdes de Daesh - Réseau Voltaire

La presse occidentale présente Daesh comme une organisation raciste qui combattrait les kurdes parce qu'ils sont kurdes. C'est absolument faux : il existe des unités kurdes au sein de Daesh.

Abu al-Hadi al-Iraqi fut le responsable kurde au sein d'Al-Qaïda. Il dirigea le « camp kurde » de l'organisation en Afghanistan, durant l'Opération Cyclone de la CIA contre les Soviétiques. Après l'invasion états-unienne, il dirigea l'Ashara guest house de Kaboul, en qualité de numéro 3 d'Al-Qaïda. Il est actuellement détenu à Guantánamo.

En novembre 2016, l'Émirat islamique en Irak (futur Daesh) publia une vidéo intitulée « Message aux kurdes et opération martyr ». L'organisation appelait les kurdes à la rejoindre.

Le plus célèbre membre kurde de Daesh est Mullah Krekar (photo) l'émir du groupe salafiste Ansar al-Islam fi Kurdistan. Il est réfugié politique en Norvège. Il y a été emprisonné deux fois pour apologie du terrorisme. Cependant, alors qu'il était officiellement incarcéré, il vint —à bord d'un avion spécial de l'Otan— participer à la réunion d'Amman, le 1er juin 2014, planifier l'invasion de l'Irak par Daesh [1]. De retour dans sa prison en Norvège, il annonça son ralliement à l'État islamique. Il vit désormais libre à Oslo.

[1] « Révélations du PKK sur l'attaque de l'ÉIL et la création du "Kurdistan" », Réseau Voltaire, 8 juillet 2014.

Source : « Les kurdes de Daesh », Réseau Voltaire, 23 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198022.html

200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG - Réseau Voltaire

Les 200 premiers camions d'armes et de munitions offertes par le Pentagone au YPG ont été livrés en deux convois séparés, à Hasakeh, les 11 et 19 septembre 2017.

Les camions provenaient de la région kurde d'Irak et sont passés par le poste frontière de Semalka.

Les armes et les munitions étaient de fabrication ex-soviétique, sauf des véhicules Oshkosh L-ATV de l'armée US.

Ces armes ne sont pas destinées à combattre Daesh, qui est sur le point d'être éradiqué au Levant, mais seront utilisées pour la prochaine guerre contre la Syrie.

Source : « 200 camions d'armes et munitions livrés par le Pentagone au YPG », Réseau Voltaire, 22 septembre 2017, www.voltairenet.org/article198000.html

Syrie

Le ministère russe de la Défense diffuse des photos des Forces US stationnées chez Daesh - Réseau Voltaire

Le ministère russe de la Défense a diffusé, le 24 septembre 2017, des images satellitaires d'un camp des Forces spéciales US en plein centre du territoire de Daesh dans la région syrienne de Deir ez-Zor.

L'agence de presse turque Anadolu avait déjà évoqué l'existence de telles bases, le 17 juin.

De nombreuses sources attestent d'un accord de non-agression entre les Forces US et les Forces kurdes d'un côté et Daesh de l'autre.

Ces photographies contestent la version selon laquelle les États-Unis et leurs alliés kurdes combattent l'État islamique. Seuls les États ayant des satellites positionnés au-dessus de la Syrie peuvent en vérifier l'authenticité. C'est donc à eux que ces informations sont destinées. Réseau Voltaire 24 septembre 2017

Une guerre peut en cacher une autre. Après le Califat, le Rojava - Réseau Voltaire

Alors que l'Armée arabe syrienne, l'aviation russe et le Hezbollah s'apprêtent à en finir avec Daesh, le Pentagone planifie une nouvelle guerre contre la Syrie, cette fois avec des troupes kurdes. De même que la mission du Califat était de créer un Sunnistan à cheval sur l'Irak et la Syrie, de même celle du « Rojava » est de créer un Kurdistan à cheval sur les deux États, ainsi que le Pentagone le prévoit publiquement depuis quatre ans.

Par Thierry Meyssan

Selon la Grande stratégie états-unienne, définie par l'amiral Cebrowski en 2001 et publicisée en 2004 par son adjoint Thomas Barnett, l'ensemble du Proche-Orient élargi doit être détruit à l'exception d'Israël, de la Jordanie et du Liban.

Par conséquent, la victoire imminente contre Daesh ne changera pas les intentions du Pentagone.

Le président Trump s'est opposé à la manipulation des jihadistes. Il a stoppé le soutien financier et militaire que son pays leur accordait. Il est parvenu à convaincre l'Arabie saoudite et le Pakistan de faire de même. Il a modifié la politique de l'Otan en la matière. Cependant rien ne permet de savoir s'il s'opposera également à la grande stratégie du Pentagone. Au plan intérieur, l'ensemble du Congrès s'est ligué contre lui et il n'a d'autre possibilité pour empêcher une procédure de destitution que de négocier avec le Parti démocrate.

Donald Trump a composé son administration avec d'anciens hauts-fonctionnaires de l'administration Obama, des politiciens opportunistes, beaucoup de responsables improvisés, et quelques très très rares personnalités de confiance.

Son représentant spécial contre Daesh, Brett McGurk, est un ancien collaborateur du président Obama censé servir sa nouvelle politique. Il a organisé le 18 août une réunion avec des chefs de tribus pour « lutter contre Daesh ». Pourtant, les photographies qu'il en a diffusées attestent qu'au contraire plusieurs leaders de Daesh participaient à cette rencontre.

Dans la même veine, des hélicoptères des Forces spéciales US ont exfiltré deux chefs européens de Daesh et leurs familles des alentours de Deiz ez-Zor, avant qu'ils ne soient faits prisonniers par l'Armée arabe syrienne, le 26 août. Deux jours plus tard, ils ont à nouveau exfiltré une vingtaine d'autres officiers du Califat.

Tout se passe donc comme si le Pentagone repliait son dispositif jihadiste en le conservant pour des opérations sous d'autres cieux. Simultanément, il prépare une nouvelle manche contre la Syrie, avec une nouvelle armée. Cette fois composée autour de troupes kurdes.

Cette guerre, comme celle du Califat, a été annoncée il y a quatre ans dans le New York Times, par Robin Wright, chercheuse à l'US Institute of Peace (équivalent de la NED pour le Pentagone). Elle prévoyait également de diviser le Yémen en deux États, comme pourrait se le partager aujourd'hui Riyad et Abu Dhabi ; enfin, the last but not the least, de démembrer l'Arabie saoudite.

Au demeurant, le projet de « Rojava » correspond à la stratégie israélienne qui, depuis la fin des années 90 et le développement des missiles, ne vise plus à contrôler les frontières extérieures (le Sinaï, le Golan et le Sud du Liban), mais à prendre par revers ses voisins (d'où la création du Soudan du Sud et éventuellement du Grand Kurdistan)

Le recrutement de soldats européens pour le « Rojava » ne fait que commencer. Il a a priori la capacité de rassembler autant de combattants qu'il y en a eu pour le jihad, dans la mesure où les groupes anarchistes qui servent de vivier sont aussi nombreux en Europe que les prisonniers de droit commun.

En effet, la filière jihadiste a d'abord commencé dans les prisons françaises avant de se transformer en « croisade » généralisée. Il est probable que le recrutement au sein du mouvement anarchiste sera lui aussi élargi par la suite. Washington, Londres, Paris et Berlin qui ont organisé ce recrutement l'ont pensé dans la longue durée.

J'emploie délibérément le mot « croisade » car ces guerres du Moyen-Âge, comme celle que nous venons de vivre, étaient des opérations impérialistes européennes contre les peuples du Moyen-Orient élargi. Il est tout aussi grotesque de prétendre qu'il existe un lien entre le message du Christ et les croisades qu'il y en aurait un entre celui du Prophète et le jihadisme. Dans les deux cas, les donneurs d'ordre sont « occidentaux » [1] et ces conflits servent exclusivement l'impérialisme occidental. Les croisades successives s'étalèrent sur deux siècles et la majorité des chrétiens du Levant se battirent aux côtés de leurs compatriotes musulmans contre les envahisseurs.

Jadis, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, déclarait publiquement que le président Assad « ne méritait pas d'être sur Terre » et assurait que les jihadistes faisaient du « bon boulot ». De nombreux jeunes gens ont répondu à son appel en rejoignant Al-Nosra (Al-Qaïda), puis Daesh. Aujourd'hui, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Bernard

Kouchner, annonce publiquement que la France soutiendra la création d'un État qui englobe le Kurdistan irakien et le couloir qui le relie à la Méditerranée à travers la Syrie. Quelques jeunes européens ont déjà répondu à cet appel, bien d'autres suivront.

Aujourd'hui, comme en 2011-12, la presse occidentale prend fait et cause pour cette nouvelle armée anti-syrienne soutenue par ses gouvernements. Jamais elle ne questionnera le retournement de veste d'Abdullah Öcalan, passé du marxiste-léninisme à l'anarchisme. Elle répétera que le Kurdistan a déjà été reconnu lors de la Conférence de Sèvres, en 1920, mais ne consultera pas les documents qui précisent ses frontières. Elle le croira légitime en Irak et en Syrie alors qu'il se situe dans l'actuelle Turquie. Elle ignorera le fait que son tracé correspond en réalité aux seuls plans du Pentagone.

Le référendum pour l'indépendance de la région irakienne du Kurdistan et des territoires annexés avec l'aide de Daesh lancera le début de cette opération, le 25 septembre. Comme en 2014, il s'agira de détruire simultanément l'Irak et la Syrie, cette fois non pas en créant un « Sunnistan » de Rakka à Mossoul, mais un « Kurdistan », sur un territoire reliant Erbil et Kirkouk à la Méditerranée.

[1] Ce terme est mal choisi dans la mesure où « Occidental » ne s'oppose pas à « Oriental », mais à « Soviétique ». Je n'ai pas trouvé d'autre mot pour désigner à la fois les Européens, les Nord-Américains et les Israéliens. NdA.

Source : « Après le Califat, le Rojava », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 19 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197914.html

- 500 millions de dollars pour la prochaine guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire

Le Süddeutsche Zeitung a mis à jour un transfert d'armes du quartier général des Forces aériennes états-uniennes en Europe, situé à Ramstein (Allemagne), en direction de « rebelles » syriens.

Les armes, principalement des kalachnikovs et des mortiers avec leurs munitions, ont été transférées de l'arsenal de la Navy de Crane (Indiana) à l'arsenal de l'armée de Terre US de Miesau (Allemagne).

Ce trafic est la continuation de l'opération Timber Sycamore (bois de sycomore) élaborée par le général David Petraeus lorsqu'il dirigeait la CIA. Il a débuté en 2013, c'est-à-dire bien avant la création de Daesh. Le rôle de la base de Ramstein a été révélé, en décembre 2015, par le journal serbe Vecernje Novosti.

À la veille des élections fédérales allemande, le Süddeutsche Zeitung s'intéresse particulièrement à l'aspect juridique de sa découverte.

Le Commandement US des Opérations spéciales a demandé aux quatre sociétés sous-traitantes de ne pas déclarer la nature des cargaisons transportées sachant que le gouvernement allemand pourrait s'opposer à un tel trafic sur son territoire. Le procureur général allemand a ouvert une enquête préliminaire pour déterminer si le Pentagone et le gouvernement Merkel ont bien respecté le droit allemand.

Au demeurant, la législation allemande interdit le transfert d'armes vers des pays en guerre. Or, le gouvernement Merkel a déjà autorisé le transfert d'armes vers l'Arabie saoudite dans le cadre du trafic mis en œuvre par l'Azerbaïdjan et sa compagnie aérienne Silk Way. Il ne pouvait pas ne pas savoir que les jihadistes en Syrie étaient les destinataires finaux.

La base de Ramstein a déjà été mise en cause dans l'affaire des enlèvements et des prisons secrètes de la CIA, ainsi que dans des assassinats ciblés par drone au Moyen-Orient élargi. Ni les magistrats, ni les parlementaires n'ont été autorisés à accéder à cette base en vertu de l'accord d'extra-territorialité dont toutes les forces états-uniennes bénéficient en Allemagne.

Mais le plus intéressant est une découverte incidente du quotidien allemand dont il n'a pas mesuré l'importance : selon des documents de l'armée US, le Pentagone a lancé un appel d'offres pour l'acquisition de 500 millions de dollars d'armement ex-soviétique. Ce contrat a été attribué en août 2017. La destination de certains chargements d'armes a alors été modifiée pour la Croatie.

Après le « printemps arabe », Al-Nosra et Daesh, le Pentagone planifie une nouvelle guerre contre la Syrie, en s'appuyant cette fois sur des troupes kurdes auxquelles ces 500 millions de dollars d'armement sont destinées. Ce nouveau conflit devrait éclater dans les prochaines semaines, après l'annonce de l'indépendance du Kurdistan irakien.

“Heikle Fracht aus Ramstein”, “Millionen Schuss Munition für Kalaschnikows”, Frederik Obermaier & Paul-Anton Krüger, Süddeutsche Zeitung, 12. & 20. September 2017.

Source : « 500 millions de dollars pour la prochaine guerre contre la Syrie », Réseau Voltaire, 21 septembre 2017, www.voltairenet.org/article197985.html

Iran

- La CIA admet son rôle dans le coup d'État iranien de 1953 - The Guardian

Des documents déclassifiés décrivent en détail comment les USA — avec l'aide des Britanniques — ont ourdi un coup d'État contre Mohammed Mossadegh.

La CIA a publiquement admis pour la première fois qu'elle était derrière le fameux coup d'État de 1953 contre le Premier ministre démocratiquement élu Mohammed Mossadegh, dans des documents qui montrent aussi comment le gouvernement britannique a tenté de bloquer l'information sur sa propre implication dans le renversement.

Au moment du 60e anniversaire d'un événement souvent invoqué par les Iraniens comme une preuve de l'ingérence occidentale, les archives de la sécurité nationale des États-Unis à l'université George Washington ont publié une série de documents déclassifiés.

« Le coup d'État militaire qui a renversé Mohammed Mossadegh et son cabinet de Front national a été conduit sous la direction de la CIA comme une action de politique étrangère, conçue et approuvée par les plus hautes instances de l'État », est-il écrit dans un chapitre auparavant censuré d'une histoire interne de la CIA intitulée « La bataille pour l'Iran ».

Ces documents, publiés sur le site des archives dans le cadre des lois sur la liberté de l'information, décrivent en détail la façon dont les États-Unis — avec l'aide britannique — ont ourdi le coup d'État, sous le nom de code « TPAJAX » par le biais de la CIA et de l'opération Boot du MI6 de Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne, et en particulier Sir Anthony Eden, le ministre des Affaires étrangères, voyait Mossadegh comme une sérieuse menace contre ses intérêts économiques et stratégiques après la nationalisation par le leader iranien de l'Anglo-Iranian Oil Company, plus tard connue sous le nom de British Petroleum. Mais le Royaume-Uni avait besoin du soutien des États-Unis. L'administration Eisenhower à Washington ne fut pas difficile à convaincre.

Des documents britanniques montrent comment de hauts responsables des années 70 ont tenté d'empêcher Washington de rendre publics des documents qui seraient « très gênants » pour le Royaume-Uni.

Les journaux officiels britanniques sont restés muets, bien que le rôle de la Grande-Bretagne soit de notoriété publique. En 2009, le secrétaire aux Affaires étrangères Jack Straw a fait allusion aux nombreuses « interférences » britanniques dans les affaires iraniennes au 20e siècle. Lundi, le ministère des Affaires étrangères a déclaré qu'il ne pouvait ni confirmer ni démentir l'implication de la Grande-Bretagne dans le coup d'État.

Les documents américains jusque-là classifiés comprennent des télégrammes de Kermit Roosevelt, le responsable de la CIA sur le terrain en Iran au moment du coup d'État. D'autres, y compris un projet d'histoire interne de la CIA rédigé par Scott Kock Zendeabad Shah ! (Viva Shah !), indiquent que, selon Monty Woodhouse, le chef du MI6 à Téhéran à l'époque, la Grande-Bretagne avait besoin du soutien américain pour fomenter un coup d'État. Eden était d'accord. « Woodhouse a estimé que ses mots avaient valeur d'autorisation de poursuivre le projet », avec les USA, écrit Kock.

Le renversement de Mossadegh, encore aujourd'hui évoqué comme la raison de la défiance iranienne à l'égard des politiciens britanniques et américains, a consolidé le régime du Shah pour les 26 années suivantes, jusqu'à la révolution islamique de 1979. Il visait à s'assurer du fait que la monarchie iranienne préserverait les intérêts pétroliers occidentaux dans le pays.

Les documents archivés de la CIA incluent une ébauche interne relatant le coup d'État, intitulée « Campagne pour instaurer un gouvernement pro-occidental en Iran », qui définit l'objectif de cette campagne : « faire chuter le gouvernement de Mossadegh par des moyens légaux ou quasi-légaux ; le remplacer par un gouvernement pro-occidental sous le règne du Shah avec Zahedi comme Premier ministre ».

Un de ces documents décrit Mossadegh comme « l'un des leaders les plus lunatiques, exaspérants, habiles et provocateurs à qui ils (les États-Unis et le Royaume-Uni) aient jamais eu affaire ». Ce document indique que Mossadegh trouvait les Britanniques « mauvais, pas incompréhensibles » et que « lui et des millions d'Iraniens croyaient que, depuis des siècles, la Grande-Bretagne manipulait leur pays à son profit ». Un autre document fait allusion à la conduite d'une « guerre des nerfs » contre Mossadegh.

L'historien irano-arménien Ervand Abrahamian, auteur du livre « Le Coup-d'État : 1953, la CIA et les origines des relations modernes US-Iran » a déclaré dans une interview récente que le coup d'État avait pour but de « se débarrasser d'une personnalité nationaliste qui voulait que le pétrole soit nationalisé ».

Selon Abrahamian, à la différence d'autres leaders nationalistes comme Gamal Abdel Nasser en Egypte, Mossadegh incarnait

une figure « anticolonialiste » unique qui était aussi engagée en faveur des droits de l'homme et des valeurs démocratiques.

Certains analystes soutiennent que Mossadegh a échoué à trouver un compromis avec l'Occident et que le coup d'État est survenu sur fond de crainte du communisme en Iran. « Mon étude des documents me convainc qu'il n'y a jamais eu d'offre de compromis équitable faite à Mossadegh. Tout ce qu'ils voulaient que Mossadegh fasse, c'était abandonner la nationalisation du pétrole. Bien sûr, s'il avait fait ça, le mouvement nationaliste serait devenu insignifiant », a-t-il déclaré au journal iranien en ligne Tableau magazine.

« Je pense qu'il n'y a jamais vraiment eu de menace réelle du communisme. [...] Les discours et la manière de justifier n'importe quoi, c'était d'évoquer le danger communiste. En fait on s'en servait pour le public, particulièrement le public américain et britannique. »

En dépit de ces dernières révélations, il y a un nombre significatif de documents sur le coup d'État qui restent secrets. Byrne, le directeur des archives de la Sécurité nationale, a demandé à ce que le reste de ces documents soit publié.

« Il n'y a plus de raison valable de garder des secrets sur un épisode aussi critique de notre passé récent. En gros, les faits sont déjà connus de la plupart des écoliers en Iran », a-t-il déclaré. « Éluder les détails ne fait que déformer l'histoire et alimenter les mythes de tous bords. »

Ces dernières années, les politiciens iraniens ont cherché à comparer la polémique autour des activités nucléaires du pays à celle de la nationalisation du pétrole sous Mossadegh : les partisans de l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad évoquent souvent le coup d'État.

Les autorités américaines ont déjà exprimé leurs regrets au sujet du coup d'État, mais sont encore loin d'avoir présenté des excuses officielles. Le gouvernement britannique, quant à lui, n'a jamais reconnu son rôle.

Source : The Guardian, Saeed Kamali Deghan & Richard Norton-Taylor, 19-08-2017

Birmanie

Le MI5 et ses officines humanitaires à la manoeuvre.

- Royaume-Uni: face à la "trahison" de Suu Kyi, les Rohingyas de Bradford se mobilisent - AFP

- Les ONG humanitaires demandent à pouvoir aider les Rohingyas - Reuters

Des organisations humanitaires internationales basées à Rangoun ont demandé aux autorités birmanes de les autoriser à venir en aide à la minorité musulmane de l'ouest du pays, où une offensive militaire a poussé 480.000 Rohingyas à l'exil au Bangladesh et privé des centaines... Reuters

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- A Free, la chasse aux «fraudes» pour licencier en masse - Libération

Si c'était à refaire, il n'hésiterait pas. «On est tellement peu nombreux à oser parler», souffle Anousone Um, un des protagonistes de l'enquête de Cash Investigation sur les licenciements en cascade chez Free. Pourtant, à 29 ans et après cinq ans chez Mobipel, un centre d'appel de l'opérateur basé à Colombes (Hauts-de-Seine), ce conseiller, aussi délégué syndical SUD, est plus que jamais sur la sellette. A moins que Muriel Pénicaud en décide autrement. Licencié en 2016 pour douze griefs, tous retoqués en février 2017 par l'inspection du travail qui a refusé de valider son licenciement, il attend désormais la décision de la ministre du Travail, saisie en appel par son employeur. Une procédure classique pour un salarié protégé ayant un mandat syndical.

En mars 2012, lorsqu'il intègre Mobipel, Anousone Um travaille dans une équipe d'une cinquantaine de personnes. Pas assez, explique-t-il, pour absorber tous les coups de fil des clients de l'opérateur : «A l'époque, on pouvait prendre jusqu'à 70 appels par jour, contre 30 à 50 aujourd'hui.» Mais face aux «cadences importantes» et au «manque de procédures et d'informations, source de relations conflictuelles avec les clients», les salariés sont seuls pour défendre leur cause. La société est toute neuve et il n'y a pas encore de syndicats. Ils ont beau alerter les managers, rien ne bouge. Alors, en juin, ils passent à la vitesse supérieure. Rien de fou : ils débrayent trois heures.

«Retards». «On discutait des conditions de travail avec les collègues, l'un a parlé de débrayage, je ne savais pas ce que c'était, je me suis renseigné, et un soir, on a posé nos casques et déposé une lettre de revendication que j'ai rédigée.» Ils sont une quinzaine. Quelques jours plus tard, treize d'entre eux, tous en période d'essai, sont, raconte-t-il, avertis du non-renouvellement de leur contrat. «On leur a reproché des retards de deux minutes ou encore des difficultés à l'oral...»

Deux autres quittent l'entreprise de leur propre chef. Reste Anousone Um. «Ils n'avaient rien à me reprocher, mes statistiques étaient trop bonnes», estime-t-il. Dans la foulée, il rencontre un responsable de SUD qui cherche à implanter le syndicat dans la boîte et le convainc de devenir représentant de section. «Il m'a dit "tu seras protégé", même si ce n'était pas mon but. Et surtout "tu pourras porter tes revendications".» Devenu délégué syndical, il s'oppose avec la CGT à un accord d'annualisation du temps de travail «avec quasiment aucune contrepartie», validé par la CFDT en 2014. Dès lors, il voit les conditions de travail se dégrader : «Pendant un mois, on a travaillé quarante heures par semaine, les salariés ne tenaient plus.» Le 7 octobre 2014, avec son syndicat et la CGT, il organise un nouveau débrayage - celui qui est mis en avant par l'enquête de l'équipe d'Elise Lucet. 250 personnes y participent.

File d'attente.

Les ennuis d'Anousone Um commenceront vraiment à l'automne 2016. Cette fois-ci, c'est son tour : il est convoqué à un entretien préalable à un éventuel licenciement, le 28 octobre. Son dossier est présenté au comité d'entreprise et les élus d'un syndicat concurrent votent en faveur de son licenciement. Pêle-mêle, on lui reproche «d'avoir harcelé une salariée, notamment pour obtenir des informations confidentielles», d'avoir tenu des propos à charge contre l'entreprise dans la presse, des retards de quelques minutes, mais aussi des «fraudes». Ces fameuses «fraudes» qui serviront aussi à mettre à la porte une bonne partie de ses collègues. Car Anousone Um n'est pas un cas isolé. Au total, ce sont, pointe Cash Investigation, 248 salariés du centre qui ont été licenciés depuis octobre 2014. Dont 230 pour fautes graves, selon le syndicaliste SUD. «Par "fraudes", ils entendent par exemple le fait, prétendument, d'appuyer sur le bouton pause de nos téléphones, entre deux conversations téléphoniques, pour redescendre dans la file d'attente des appels.» Une argumentation qui, se réjouit-il, ne tient pas devant les prud'hommes : «Si vous allez au tribunal de Nanterre, tous les jours il y a une affaire Mobipel. Et à chaque fois les salariés gagnent et le licenciement est requalifié en licenciement abusif.» Contacté mercredi par Libération, Free a indiqué ne pas vouloir réagir à la polémique.

Aujourd'hui, en attendant la décision de la ministre, Anousone Um continue de répondre au téléphone pour Free «comme si de rien n'était». Concluant : «Ma carrière est bloquée. J'ai peur de ne pas retrouver de boulot. Mais le plus dur, c'est de voir toutes ces injustices et de se dire que c'est le pot de terre contre le pot de fer.» Libération 28.09

Cash investigation : à Lidl, l'émission a «ouvert la brèche» - Libération

Après le licenciement de l'un d'eux, les salariés du site de Rousset se sont mis en grève face aux méthodes de leur direction. L'enquête diffusée mardi par France 2 est venue les conforter.

Une gréviste jette un peu d'eau sur les braises fumantes, juste devant les barrières bloquant l'entrée de l'entrepôt. Le conflit touche à sa fin. Il est 11 h 30, les représentants syndicaux viennent de sortir de réunion avec la direction du site Lidl Rousset (Bouches-du-Rhône) : ils ont obtenu une avancée sur le cas du salarié qui avait entraîné, deux jours plus tôt, le blocage du site et la mobilisation d'une cinquantaine de ses collègues. Hicham, 29 ans, a été licencié pour faute grave. Sa «faute», avoir quelques jours plus tôt quitté son poste à l'entrepôt vingt-trois minutes avant la fin de son service. Problème supplémentaire, quelqu'un a débadgé pour lui à l'heure normale de son départ. Un «stratagème» pour se couvrir, assure la direction, qui estime que ce salarié «n'a pas respecté à plusieurs reprises ses horaires de travail». «J'ai prêté mon badge à un intérimaire qui voulait aller aux toilettes. Eux n'en ont pas, répond aujourd'hui Hicham. Mais j'ai menti à l'entretien avec la direction parce que je voulais couvrir l'intérimaire. Je n'imaginais pas avoir une telle sanction...» Mardi matin, l'annonce du licenciement sec d'Hicham provoque la colère de ses camarades, qui décident aussitôt de débrayer.

«On n'est que des numéros»

Hasard du calendrier, le soir même, France 2 diffuse un nouveau numéro de Cash Investigation. Un reportage, intitulé «Travail, ton univers impitoyable», y pointe justement les méthodes de management de Lidl. Cadences infernales, robotisation des salariés, harcèlement moral... «Ce qu'on a vu à la télé, c'est notre quotidien, confirme Christophe Polichetti, délégué syndical CGT du site de Rousset. Pour beaucoup, ça a été une délivrance. Même en interne, ceux qui travaillent en magasins ne savaient pas forcément comment ça se passe en entrepôt, et vice versa.» Comme dans le reportage, à Rousset aussi, on dénonce «les petites phrases assassines» de la hiérarchie, «les menaces officieuses entre deux portes» et le fameux pick by voice, ce système de transmission de commandes par voix synthétique via un casque qui rythme le quotidien des préparateurs. «En fait, ce reportage a permis de mettre un mot sur ce sentiment qu'on avait : la déshumanisation», remarque Fabrice, l'un des salariés de Rousset, attablé près du piquet de grève. Face à lui, un autre insiste : «On est fliqués en permanence, il faut tout badger, même quand on va aux toilettes ! Si on s'arrête deux minutes pour discuter entre nous, le chef débarque et nous dit : "Vous êtes en grève ou quoi ?"» Noël (1), jeune embauché, a une expression pour ça : «Ils veulent nous Matrixer, déclare-t-il. Pour eux, on n'est que

des numéros.»

Tous l'affirment, cette déshumanisation s'est accélérée en 2013, à la mise en place de la stratégie «Pole Position», visant à abandonner le hard-discount pour concurrencer les grandes surfaces classiques. «Une vraie boucherie, raconte Christophe Polichetti. Qu'ils privilégient la rentabilité, je le comprends, mais pas à n'importe quel prix. Chez nous, ça s'est traduit par la mort de notre collègue...» Cet épisode douloureux, le reportage de France 2 l'a rappelé mardi. Le soir du 29 mai 2015, Yannick Sansonetti, 33 ans, salarié Lidl depuis six ans, se donne la mort dans une petite pièce de l'entrepôt. Ce mois-ci, l'inspection du travail a finalement rendu ses conclusions. Selon le journal la Provence, le rapport mettrait à jour «des agissements répétés de harcèlement moral [...] ayant eu pour effet une dégradation de ses conditions de travail, de compromettre son avenir professionnel et d'altérer sa santé mentale». Si, pour l'heure, la direction de Lidl a indiqué dans un communiqué ne pas souhaiter s'exprimer sur le sujet, pour la famille du jeune homme comme pour ses collègues, le lien entre cette pression professionnelle et son geste de désespoir ne fait aucun doute. A Rousset, deux ans après, ce décès secoue toujours autant les salariés. Christine, une gréviste, se souvient encore avec amertume de la minute de silence organisée un an après le drame : «Pour démarrer la minute, ils ont lancé une musique dans l'entrepôt. On était tous dispersés, en train de travailler... Ils auraient quand même pu nous laisser un quart d'heure pour se réunir, ensemble...»

«Crever au boulot»

Le bip d'un téléphone interrompt la conversation. Un collègue fait passer l'info, qui tourne en boucle à la télévision : mercredi soir, un agent d'entretien de 51 ans s'est immolé par le feu dans son entreprise, en Charente-Maritime. Trop de pression. Christophe Polichetti fulmine : «Cash Investigation et les médias ont ouvert la brèche, mais on doit aller plus loin que notre propre cas, insiste-t-il. La Poste, Carrefour, Orange... C'est comme si c'était acquis que dans ces boîtes, on est sous pression au point de vouloir se suicider ! A un moment donné, stop, on ne vient pas au monde pour crever au boulot !» Sa solution : une loi qui ferait reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle. «Aujourd'hui, c'est presque considéré comme une grippe, dénonce-t-il. Il faut qu'il y ait une étincelle, qu'un député porte ce débat à l'Assemblée nationale.»

En attendant, à Rousset, il faut bien reprendre le travail. La direction a refusé de payer les jours de grève, comme les salariés le demandaient. Difficile d'insister, trois jours de grève vont peser lourd sur des salaires déjà bas. Hicham, le salarié licencié, ne sera pas réintégré, mais son licenciement pour faute grave a été requalifié «sans cause réelle et sérieuse», ce qui lui permettra de partir avec des indemnités. «On les a fait reculer, ce n'était pas arrivé depuis longtemps, pointe Frédéric Blanc, délégué syndical Unsa. Et la première chose qu'on a gagnée, c'est le respect. Dans l'entreprise où on est, c'est important. Et il y aura d'autres combats.» De son côté, la direction nationale assure qu'à Rousset, si la grève est terminée, «le dialogue avec les organisations syndicales est toujours ouvert». «Le sujet des conditions de travail est très important pour nous, précise-t-elle, et nous avons largement travaillé sur le sujet ces deux dernières années», notamment en investissant, à Rousset toujours, dans un bâtiment tout neuf. Et sur l'humain ? Christophe Polichetti espère qu'avec ce conflit, le message aura été entendu. Pour l'instant, épuisé par trois jours de veille, il part se reposer. «Notre première demande, c'est le respect, insiste-t-il. On est en 2017, on ne demande pas des augmentations de salaires, mais le respect... C'est ça, le progrès !» Libération 28.09

[Haut de page ↗](#)